

Août 2003
Magistère d'Aménagement
3^{ème} année
CESA - université de Tours

Hélène DELPEYROUX
Mémoire de recherche

La Dimension Informelle de la Ville

Définition et Prise en Compte par les Urbanistes



Sous la direction de D. Martouzet et P. Mathis

Sommaire

Table des matières.....	p.2
Remerciements.....	p.8
Introduction.....	p.9
 Chapitre 1 : Définition de l'informel.....	p.13
Chapitre 2 : Les relations entre l'ordre et le désordre, les motivations des pratiques informelles.....	p.29
Chapitre 3 : Analyse du Teatro Polivalente Occupato.....	p.45
Chapitre 4 : Squats de logement /Etat des lieux.....	p.62
Chapitre 5 : Modalités d'ancrage des usages informels avec la société.....	p.77
Chapitre 6 : La prise en compte par les aménageurs des pratiques informelles.....	p.85
 Conclusion	p.94
Bibliographie.....	p.97

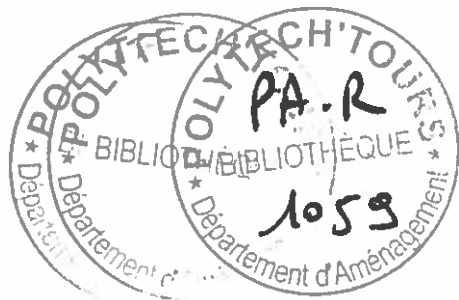


Table des matières

Chapitre I Définition de l'informel

p.13

A - Forme sociale, forme officielle et dimension informelle **p.15**

- 1- La notion de forme p.15
- 2- Forme urbaine p.15
- 3- Forme sociale, structure du territoire p.16
- 4- Synthèse p.17

B – Définition de l'informel **p.18**

- 1- Introduction à l'ordre et au désordre social p.18
- a- La notion d'ordre p.18
- b- L'ordre social p.19
- c- Les normes sociales p.19
- d- Le désordre social p.21
- e- La et les déviance(s) sociale(s) p.21

- 2- Définition Ontologique de l'*Informel* p.22

***L'informel dans le domaine de l'aménagement et de l'urbanisme** **p.25**

- 1- La notion d'Urbanisme p.25
- 2- L'informel dans l'urbanisme p.27

Chapitre II

Les relations entre l'ordre et le désordre, les motivations des pratiques informelles

Les relations entre les sphères du formel et de l'informel

p.29

A- La genèse des normes sociales **p.31**

1- Les théories

p.31

a- Durkheim

p.31

b- Elias et Becker

p.32

2- Les motivations des comportements de conformité aux normes sociales

p.33

B- Les motivations des comportements du désordre social **p.33**

C- Exclusion sociale **p.36**

1- La notion d'exclusion

p.36

2- L'informel comme secteur marginal

p.38

a- La marginalité comme défaut de l'intégration

p.39

b- La marginalité comme force de subversion

p.39

D- Dialectique du mouvement ordre-désordre officiel **p.40**

***légitimation: dimension informelle comme facteur de l'évolution du cadre urbain et de la pratique et conception de l'urbanisme** **p.43**

Chapitre III

Analyse du Teatro Polivalente Occupato

p.45

A- Historique p.46

- 1- Le vieux TPO p.46
- 2- L'expropriation p.46
- 3- La reconnaissance d'un droit à exister, transfert de lieu p.46

B- Informalité p.47

- 1- Une convention d'occupation du lieu caduque p.47
- 2- Vers une régularisation de la situation p.48
- 3- La frontière entre légalité et illégalité p.48

C- Précarité, autogestion et relations avec les institutions p.49

- 1- Précarité économique p.49
- 2- Les relations avec les institutions p.50
- a- Les aides de la Province et la Région Emilia Romagna p.50
- b- La Commune de Bologne p.50

D- Une proposition alternative aux schémas institutionnels p.51

- 1-Organisation du TPO p.51
- a- Le gruppo di fatto, un statut précaire p.51
- b- Une équipe interdisciplinaire p.52
- c- Un mode de direction collectif p.53
- d- Redéfinition des rapports professionnels-amateurs-publics/ population p.54

- 2-Les fonctions du TPO p.55
- a- Le projet artistique p.56
- b- Une forte démarche politique p.56
- 1- Un discours de re-politisation de la société p.56
- 2- Un fort engagement politique p.58
- c- Les fonctions économiques, sociales, éducatives et urbaines p.58
- 1- Fonctions sociales p.58
- 2- Fonctions économiques p.58
- 3- Fonctions éducatives p.59
- 4- Fonctions urbaines p.59

Chapitre IV

Squats de logement /Etat des lieux

p.62

A- Historique des mouvements de squats : lutte pour le droit au logement **p.63**

- 1- Rappel étymologique p.63
- 2- Historique du squat de logement p.63

B- Situation juridique du squat **p.64**

- 1- Le droit au logement et le droit de propriété p.64
- 2- Le squat, occupation tolérée temporairement par le système juridique de droit commun p.65

C- Présentation du squat d'étude **p.66**

- 1- Le secteur p.66
- 2- L'immeuble squatté : occupation sans titre du domaine public p.67
- 3- Mode de squat de l'immeuble p.67
- 4- Motivations du squat p.67
- 5- Précarités dans lesquelles s'inscrit le système squat –squatteurs p.67
- a-Situation juridique fragile p.68
- b-Situation économique et sociale précaire p.68
- 6-Tolérance du voisinage p.68

D-L'attitude officielle de l'administration vis-à-vis des squats **p.69**

- 1- Le rapport squat et habitat de fortune p.69
- 2- Les squats de l'extrême misère p.70
- 3- Les squats marqués par la violence, la délinquance et les toxicomanies p.71
- 4- Les squats ouverts à une intervention sociale à caractère individuel et collectif p.71

E-Action du Comité des Mal Logés et de Droit au Logement **p.72**

- 1- Les entrepreneurs moraux p.73
- 2- Leurs actions p.73
- 3- L'illégalisme sectoriel p.75

Chapitre V

Modalités d'ancrage des usages informels avec la société

p.77

A- Les motivations des usages informels dans le domaine de l'aménagement

p.78

1- L'informel comme défaut d'intégration de certaines catégories d'individus

p.78

a- Nécessité de survie, satisfaction des besoins primaires

p.78

b- Pallier une situation de marginalité économique, sociale, culturelle...

p.78

c- Défaut d'intégration de certaines disciplines et/ou de certaines catégories de population,

p.78

2-L'informel comme force de subversion

p.79

a- Innovation

p.79

b- Rébellion

p.79

c- Evasion

p.80

B-Les différents degrés d'organisation

p.80

1- Usage individuel

p.80

2- Forme collective non organisée

p.81

3- Organisation interne complexe

p.81

4- Réseaux informels

p.81

5- Réseaux associatifs militants, les *entrepreneurs moraux*

p.81

6- Réseaux Lobbies de contestation

p.82

C-Les degrés d'interaction

p.82

1- Degré zéro

p.82

2- Dépendance à la société formelle

p.82

3- Interaction et perméabilité avec les habitants du quartier et de la ville

p.83

4- Lieux de formation et d'insertion pour certaines catégories marginales

p.83

5- Porte-parole des problèmes, des réalités locales et générales

p.83

6- Interaction sur le contexte et la géographie urbaine

p.83

a- Création de nouveaux centres-urbains

p.83

b- Dévalorisation symbolique d'un quartier

p.84

7- Intégration médiatique

p.84

Chapitre VI

La prise en compte par les aménageurs des pratiques informelles

p.85

A- La tolérance des pratiques informelles p.86

- 1-La notion de tolérance p.86
 - a- Tolérance juridique p.86
 - b- Tolérance relative aux partenaires sociaux p.86
 - c- Tolérance du voisinage, de la société civile p.86
- 2-Les motivations de ces tolérances p.87

B- Le refus, le bannissement des pratiques informelles p.88

- 1- Que refuse-t-on ? p.88
 - a- Le refus du fond p.88
 - b- Le refus de la superficie, de l'apparent p.89
 - c- Le refus de l'obstacle au fonctionnement/ développement/aboutissement d'un projet p.89
 - d- Le refus du contre-pouvoir p.89
- 2- Les modalités du refus p.89
 - a- Les outils du refus p.89
 - b- Faire disparaître ce qui est apparu p.90
 - c- Prévenir l'émergence de certains phénomènes p.90

C- L'intégration et la récupération des pratiques informelles p.91

- 1- La légitimité de l'intégration de ces pratiques p.91
- 2- Qu'accepte-t-on d'intégrer? p.92
- 3- Les modes de l'intégration p.92
 - a- Intégration p.92
 - b- Récupération p.92

Remerciements

Pour ce travail, je tiens à remercier Denis Martouzet et Philippe Mathis, qui m'ont suivie et accompagnée lors de cette recherche.

Je remercie également l'ensemble des personnes qui m'ont aiguillée ou apporté de précieuses informations : le corps des professeurs du Cesa, l'équipe du Teatro Occupato, le service de l'urbanisme technique de Bologne, etc.

Ainsi que tous les univers traversés, accrochés, dépassés, sur toile de fond de cette recherche : Bologne *Dédales et retours*, les Envies Rhônements *ilotopiques*, l'oeil silencieux de Pech Chagut, Lucia & Artaud, Yerma à Forlì...

Merci à Géraldine et Nicolas, désormais fidèles inconditionnels de toutes ces fins de chantier.

Introduction générale

Problématique de départ

Au cours des temps, la ville, ses aspects et ses valeurs ont évolués. Il semble que l'urbaniste, l'aménageur et les autorités publiques se soient principalement appuyés sur une conception de la ville normée ou à normer, planifiée et légalisée, c'est-à-dire sur ce que l'on pourra appeler la ville officielle.

Cette vision de la ville contemporaine nous a paru réductrice : comment ne pas tenir compte des usages détournés de l'espace public, des équipements collectifs improvisés, des bâtiments squattés ? Eux aussi ne forment-ils pas la ville, ne créent-ils pas la ville ? Doit-on parler de la ville des exclus, des marginaux ou de la ville de la protestation ? Où sont les limites qui permettent soit de tolérer, soit de bannir ces infractions au système de la ville officielle ? Ces exemples ne peuvent-ils pas être intégrés par les politiques des aménageurs ? Selon quelles modalités, quelles mesures, quelles perspectives ?...

Tous ces questionnements nous ont poussés à nous préoccuper de la dimension informelle de la ville : sa dimension « non-officielle ».

Comment l'aménageur et l'urbaniste peuvent-ils caractériser ces usages des espaces, de la ville qui n'ont pas été planifiés, organisés, normés et qui pourtant ont chacun une forme propre qui participe au *système-ville*.

Nous posons donc comme hypothèse de base que la ville est constituée d'une sphère officielle, et d'une sphère informelle, et que ces dernières sont en interaction l'une avec l'autre. Aussi l'aménageur, l'urbaniste et le politique, doivent-ils prendre en compte, au-delà des usages formels des espaces de la ville, les usages informels et leurs modes d'interaction.

L'objectif général de cette recherche est donc de donner les moyens aux aménageurs et aux urbanistes de caractériser la dimension informelle de la ville dans le cadre de leur discipline, c'est-à-dire de déterminer les éléments qui permettront d'appréhender en connaissance de cause, de manière éclairée, les usages informels des espaces de la ville.

Méthodologie :

Afin d'introduire cette recherche, nous nous sommes d'abord appuyés sur une tentative de définition théorique de la notion d'informel. Puis l'étude de deux cas d'appropriation informelle d'espace (le Teatro Polivalente Occupato, centro sociale dont le bail d'occupation n'est plus d'actualité, et les squats d'habitat) nous a fait aborder de manière pragmatique la réalité de ce domaine. Ceci afin d'aborder les réalités de précarité, les origines, les motivations, les propositions et les rapports avec les institutions de ces exemples.

La synthèse de ces deux approches nous a alors permis de proposer des hypothèses quant aux modalités d'ancrage de ces pratiques informelles et aux modes de réactions des aménageurs et politiques.

1- une approche théorique de la notion de l'informel.

A partir de notions ayant déjà fait l'objet de recherches, de définitions et de théories, nous avons tenté d'élaborer notre propre définition ontologique de l'informel. Dans cette démarche nous nous sommes appuyés sur la sociologie.

Ceci nous a permis également d'aborder la dimension informelle à travers les relations qui la lie à la société officielle.

A partir de cette définition de l'informel et de ses modes de connexion avec la société officielle, nous avons alors proposé une définition de l'informelle dans le domaine de l'aménagement et de l'urbanisme.

2- Analyse du Teatro Occupato de Bologne

Comme exemple approfondi nous avons pris le cas du TPO, centro socialo italien. L'étude c'est fait à travers :

- la rencontre avec trois personnes qui ont fondé le TPO, encore très actives dans son fonctionnement

- la rencontre avec l'ingénieur du service urbanisme responsable du projet de relocalisation du TPO

- la fréquentation du lieu (stages, fêtes, concerts, spectacles, ateliers, débats, assemblées générales

- les discussions informelles avec les habitants de Bologne qui connaissent et fréquentent le lieu

3- Approche de la réalité des squats d'habitat

L'état des lieux concernant les squats d'habitat est de nature plus générale. Nous avons tenu à présenter l'historique du mouvement des squats et leur situation juridique. Puis nous nous sommes ensuite appuyé :

- la situation d'un immeuble squatté, analysé par la sociologue Isabelle Coutant dans le rapport *Politique de squats, scène de vie d'un quartier populaire*.

- l'attitude officielle de l'administration présentée dans le rapport *Squats et Habitats de fortune*, édité par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité

- les motivations et les actions de deux associations de lutte pour le droit au logement : le *Comité des Mal-logés* et *Droit au Logement*. Pour cette partie nous nous sommes appuyés sur l'article de Cécile Péchu *Quand les exclus passent à l'action*.

4- Synthèse

A partir de l'approche théorique des notions d'informel en général et d'informel pour le domaine de l'aménagement et de l'urbanisme, nous avons émis des hypothèses sur les modalités d'ancrage des usages, occupations et aménagements informels d'espace : quels sont leurs motivations, leurs niveaux d'organisation et leurs degrés d'interaction.

Nous avons également élaborés une typologie des prises en comptes par les aménageurs et les politiques des appropriations informelles des espaces

Plan du rapport :

→ *Les deux premiers chapitres proposent une approche théorique de la notion de l'informel et proposent des passerelles avec le domaine de l'urbanisme.*

Dans un premier chapitre, nous tenterons de caractériser l'informel, en posant l'hypothèse qu'au sein de la société, c'est-à-dire au sein de la forme sociale, se distinguent la forme officielle et la forme informelle.

Etant donné que ces deux dimensions sont en interaction, il s'agira dans cette première partie de définir de manière ontologique l'informel, c'est à dire répondre à la question : l'informel c'est quoi ?

Nous essayerons alors d'appliquer cette définition au champ de l'urbanisme. Comprendre comment les notions clefs qui caractérisent l'informel de manière ontologique (l'infraction à l'ordre social, aux usages ou aux lois), peuvent être appliquées à l'usage, à l'occupation et aux aménagements des espaces sur lesquels agissent les aménageurs.

Puis dans un second chapitre, nous définirons les types de rapport, de relations qui existent entre les sphères du formel et de l'informel.

Cette approche nous permettra alors de proposer diverses réalités de l'informel : celles du désordre social (qui se décline sous différentes formes), de l'exclusion et de la marginalité (l'informel comme défaut d'intégration ou force de subversion). Elle nous permettra également de poser des hypothèses concernant les finalités et les logiques des usages informels de l'espace.

→ *Les troisième et quatrième chapitres présentent deux cas d'étude concret ; un cas ponctuel, le Teatro Polivalente Occupato, et une réalité plus générale, celle du squat d'habitat.*

Dans le troisième chapitre, après avoir présenté le TPO à travers son historique, nous poserons les caractéristiques qui font que ce lieu est informel. Nous expliquerons également l'équilibre financier et gestionnaire sur lequel le projet du TPO repose, où autogestion et relations avec les institutions sont essentielles.

Au-delà de son caractère informel, à la frange de l'illégalité, nous nous attarderons sur la singularité du projet du TPO relative à son organisation, son projet artistique, sa démarche politique et ses fonctions économiques-sociales-éducatives et urbaines.

Nous aborderons également les différents degrés d'interaction avec la population et le contexte urbain, ainsi que les différents niveaux de légitimité que trouvent le TPO.

Dans le quatrième chapitre, nous explorerons la notion de squat de logement. Un bref historique des mouvements de squat nous permettra de souligner les principales caractéristiques de cette lutte pour le droit au logement. Puis il s'agira d'étudier les mécanismes juridiques qui existent autour de la situation de squat ; comment le système juridique français cherche à garantir à la fois le droit de propriété et le droit au logement et permet/tolère ainsi l'existence, du moins éphémère, des squats. Nous présenterons également le cas d'un immeuble parisien dont quatre appartements sont squattés ; afin de rentrer dans une dimension de proximité et de détail.

Nous aborderons ensuite l'attitude officielle de l'administration vis-à-vis des squats à travers le rapport *Squat et Habitat de Fortune* : comment le gouvernement aborde le problème du squat, quelle est la limite de la tolérance face à ce phénomène.

Puis nous présenterons l'action des associations du Comité des Mal Logés (CML) et du Droit au Logement (CAL) que l'on peut qualifier d'*entrepreneurs moraux*.

→ *Les cinquième et sixième chapitres proposent une méthode d'approche des usages informels pour les urbanistes, les aménageurs et les politiques. Tant pour comprendre leurs modalités d'ancrage avec la société que les stratégies de prise en compte par les aménageurs.*

Dans le cinquième chapitre nous proposerons alors des pistes pour aborder les motivations des usages informels (*l'informel comme solution à un défaut d'intégration ou l'informel comme force de subversion ?*), les différents degrés d'organisation (*structure individuelle, collective, intégration dans des réseaux plus large, militant, associatifs, lobbies...*) et leurs degrés d'interaction avec la société légitime (*présence physique, dépendance, échanges, portes paroles de certains problèmes, interaction sur la géographie urbaine, ...*)

Dans le sixième chapitre nous aborderons la manière dont les aménageurs prennent en compte les pratiques informelles relatives à l'usage et à l'appropriation des espaces. Quels sont les mécanismes et les motivations de leur tolérance, de leur refus ou de leur intégration ?

Chapitre I

Définition de l'informel

Cette première partie sera consacrée à l'approche théorique de la notion au sein de la société. Il s'agit de proposer une définition ontologique de l'informel : l'informel qu'est-ce que c'est ?

Après une étude du concept de forme, nous approfondirons la notion d'informalité pour proposer notre propre définition de l'informel. La clarification de ces concepts nous permettra alors de délimiter ce que nous entendons comme informel dans le domaine de l'aménagement et de l'urbanisme.

Le mot informel vient du latin *informis* « non façonné brut ; mal formé ».

Selon le dictionnaire de sociologie des Editions Robert est *informel* tout ce qui est « sans caractère officiel et reconnu, ni règles explicites »*. Les activités informelles s'opposent alors « aux activités explicites répondant à des normes explicites ». Ainsi la dimension *informelle* désigne tout ce qui, dans les pratiques sociales, « **échappe à la normativité et à la reconnaissance sociale** » (normativité officielle, c'est à dire posée pour l'ensemble des individus de la société).

Selon cette définition deux caractéristiques apparaissent :

-Dans un premier temps, la notion d'informel est indissociable de celles de **société** (def^o société du *Petit Robert* : Ensembles des individus entre lesquels existent des rapports durables et organisés, le plus souvent établis en institutions et garantis par des sanctions) et de **normativité sociale**.

-Dans un second temps, jusqu'alors le concept de l'informel social ne se définit qu'à travers des caractéristiques négatives. On désigne l'informel par ce qu'il n'est pas, par ce à quoi il échappe, à savoir la normativité sociale. La société définit par la négative ce qu'est l'informel : tout ce qui ne rentre pas dans le cadre formel, formalisé, reconnu.

On peut donc poser comme objectif celui de définir l'informel de manière positive, c'est à dire de chercher à caractériser cette notion par ce qu'elle *est* plutôt que par ce qu'elle *n'est pas*. Il s'agira alors de comprendre comment l'informel fait partie de la société, en partant du principe que la société ne se limite pas au cadre formel, c'est-à-dire officiel.

La définition du *Dictionnaire de Sociologie Robert* précise également que « la frontière entre le formel et l'informel est imprécise, les rapports informels ne cessant d'accompagner les rapports formalisés et, éventuellement, d'interférer avec ceux-ci. ». Il sera donc intéressant de comprendre quelles sont les formes, les natures de cette frontière. Il s'agira alors de déterminer les **différents types de relation entre les sphères du formel et de l'informel**.

* Dictionnaire de Sociologie ; édition Robert.

Dans ce premier chapitre, nous chercherons donc à définir l'informel :

en cherchant à comprendre qu'elle est sa place dans la société. Nous commencerons alors par définir le concept de **forme de la société** ; nous approcherons ensuite le rôle de **l'ordre social**, matérialisé à travers les **normes sociales** ; ce qui nous permettra de mieux comprendre les notions de **désordre** et de **déviance sociale**. Cette démarche nous permettra de clarifier ce que nous entendons par la dimension *informelle* dans la société et constitue une première étape pour aborder la notion de l'informel dans le domaine de l'urbanisme.

A - Forme sociale, forme officielle et dimension informelle.

Si l'on revient à la source étymologique du mot latin *informis* qui a donné informel, on retrouve le préfixe privatif, négatif *in-* associé à l'élément du latin *-formis* qui vient de *forma*, la forme. On peut alors entendre le terme *informel* comme ce qui n'a pas de forme ou ce qui est mal formé. De quel type de *forme* l'informel se démarque-t-il ?

Dans ce chapitre nous approcherons donc la notion de forme sociale, en nous appuyant sur la définition de *forme* au sens général, sur l'approche du concept de *forme urbaine* selon les architectes et les urbanistes et enfin sur la **vision des géographes**.

Cependant au-delà de ce qui se voit et de ce qui est structuré, de quelle forme parle-t-on lorsque l'on parle de l'informel ? De la forme urbaine ou de la forme sociale ? Commençons par étudier ce que recouvre ces deux notions.

1- La notion de forme

Le mot *forme* peut renvoyer à deux définitions principales, à savoir un sens commun qui renvoie à la notion superficielle d'un élément d'un système, (ce qui se voit, avant toute interprétation) et à un sens plus philosophique qui s'attache à la structure dans son ensemble.

Ainsi, dans l'ouvrage *Les mots de la géographie* (Brunel, article *Forme*, p.223), la forme au sens commun se définit en tant que : « figure, configuration externe, manière sous laquelle quelque chose se présente ».

Tandis que pour le sens philosophique, que l'on retrouve chez Kant et dans les théories des Allemands (Gestalt) : « la forme a tendance à désigner plutôt **des organisations, des relations** et a souvent le sens de **structure**. Elle s'oppose non au fond mais à la matière ; à l'inverse du sens commun, pour lequel ce qui est formel est superficiel, elle représente donc une catégorie supérieure de la pensée ».

2- Forme urbaine

→ Selon Guy Burgel (*Les illusions de la forme urbaine*, in *La ville aujourd'hui*^{*}). Pour le territoire de la ville, « pénétrer dans l'univers des formes urbaines fait entrer dans un monde du flou, où se côtoient : les constructions matérielles, les pratiques concrètes, les représentations des habitants et les idéologies des concepteurs. Tout à la fois la forme se voit, la forme se vit, la forme s'édifie ».

Afin d'illustrer l'ambiguïté qui règne autour de ce concept, Guy Burgel insiste également sur les **différentes perceptions** de la forme urbaine selon les métiers : la forme urbaine reste relative à chacun, individu et professionnel. Selon lui :

« La ville du géomètre et du cadastre, de l'urbaniste et du schéma directeur, de l'architecte et du dessin perspectif, du promeneur et du visiteur occasionnel, n'a pas la même forme », c'est-à-dire que la forme objective n'est pas interprétée, vue de la même façon. De plus étant donné que « la

^{*} BURGEL Guy.- *La ville aujourd'hui*.- Ed. Pluriel.-2000

ville est un produit social, la forme urbaine est un reconstruit individuel et collectif, à partir de patrimoines culturels et de pratiques concrètes d'un milieu »**.

En effet pour Guy Burgel, « la forme fournit plus une traduction des sensibilités de la ville qu'un mode de classement des paysages », « paradoxe absolu, la forme devient alors un contenu intellectuel, un réinvestissement continu de l'espace de vie et de déplacement [...] quand on l'attendait délimitation objective du réel ».

Afin d'éclaircir cette notion de *forme urbaine*, nous nous attarderons dans un premier temps sur la vision des urbanistes et des architectes, puis dans un second temps nous présenterons les nouvelles conceptions de la notion de forme urbaine chez les géographes.

→ Pour les **urbanistes et les architectes**, le concept de forme urbaine a été principalement associé à une analyse extérieure, physique de la ville. Quand bien même l'on s'est attaché à comprendre les antécédents de la forme urbaine, on s'attachait à la forme physique de la ville délimitée par les édifices et par l'aménagement des espaces libres.

Ainsi selon le *Dictionnaire de l'Aménagement et de l'urbanisme* de Pierre Merlin et Françoise Choay* : « Parler de forme urbaine ou de morphologie urbaine suppose la reconnaissance d'une architecture urbaine, spécifique à la ville, considérée comme artefact ».

En 1926, Pierre Lavedan fut l'un des premiers à isoler (dans *L'introduction à une histoire de l'architecture urbaine*) la problématique de la forme urbaine. Pour lui la ville n'est pas seulement un ensemble d'édifices publics ou privés, ceux-ci sont reliés par des espaces libres : rues, places, jardins publics et la répartition et l'aménagement de ces espaces libres sont l'objet de l'art urbain. A travers ce concept, apparaît l'idée d'une forme urbaine, dont l'intérêt est principalement **historique, artistique et esthétique**. La forme apparaît également liée directement à la fonction de l'espace. Forme et fonction sont très liées.

Certaines théories associeront au concept de forme celui de *globalité* : la morphologie urbaine est le résultat de la rencontre de chacune des unités élémentaires qui forment la ville : les bâtiments, le relief, la présence d'un fleuve, les voies, ...

Cependant le concept de forme urbaine, tel que les théoriciens de l'architecture et l'urbanisme le conçoivent, paraît un peu réducteur pour une tentative de définition de l'informel dans la société et dans la ville, dans le sens où elle écarte la variable comportementale des groupes et des individus, notion essentielle de la définition de la société. Si l'informel doit se définir à partir d'une certaine conception de la forme, se serait plutôt à partir d'un concept qui parle non seulement de l'espace mais également de l'ensemble de la société. Etudions donc le concept de forme sociale.

3- Forme sociale, structure du territoire

Pendant longtemps, la **géographie** a été principalement une science de la description des formes (géomorphologie, morphologies agraires, morphologies urbaines). Mais en général, elle s'est tenue au sens commun de la notion de forme ; ce « qui limitait fort le cheminement vers une analyse scientifique des phénomènes, saisis seulement dans leur apparence (taille et allongement

** idem. p.164

* Dictionnaire de l'Aménagement et de l'Urbanisme.- CHOAY Françoise et MERLIN Pierre.- PUF- 1996.

des champs, disposition du plan des maisons, etc.) ». La forme n'apparaissait « non pas antagoniste de la matière mais bel et bien comme l'une des caractéristiques de la matière » (cf. la géographie du paysage).

Puis de nombreuses tentatives de passer au **sens philosophique** se sont développées « dès que l'on a commencé à penser en termes d'organisation et de genèse de ces formes » (in *Les mots de la géographie*).

Ainsi les formes du paysage sont devenues « ce que l'on saisit de l'extérieur et les relations que ces composantes semblent entretenir, et qui définissent son organisation » (in *Les mots de la géographie*). On est donc passé de l'étude des morphologies à celle de la **forme des structures et mêmes des systèmes**.

Cette évolution a également amené les géographes de la *géographie de la représentation* à s'intéresser à la forme urbaine en introduisant « la **variable comportementale des groupes et des individus** » (*Forme Urbaine*, in *Dictionnaire d'Urbanisme et d'Aménagement* de P. Merlin et F. Choay).

La variable comportementale est mise comme élément principal de la forme avec Raffestin (*Paysage et Territorialité*, 1977) ; pour lui, « la forme spatiale doit être retranscrite en terme de **rapports sociaux** », et ainsi « le même paysage, le même quartier peuvent être sujets à une multiplicité de rapports, symétriques et dissymétriques entre individus ou groupes ». **La forme spatiale devient alors la structure du territoire**, c'est-à-dire structure d'une « étendue de surface terrestre sur laquelle vit un groupe humain » (définition du *Petit Robert*).

On peut donc conclure que l'introduction de la variable comportementale des populations, a donné naissance au concept de **forme sociale**.

Pour notre définition de l'informel, nous nous appuyerons sur cette dimension de la forme sociale : la forme déterminée par les rapports sociaux. Rapports sociaux qui déterminent également le territoire. Au-delà de la dimension de l'urbanisme, cette recherche fera donc appel à de nombreuses notions de sociologie.

4- Synthèse

Nous nous attacherons donc à cette définition de forme de la société. Dans ce système société, qui se définit comme « un ensemble d'individus entre lesquels existent des rapports durables et organisés », il s'agira dès lors de distinguer et caractériser la ou les formes de l'informel.

Nous partons du postulat que **l'ordre social cherche à structurer la forme de la société, ce qui revient à poser une certaine forme de la société légitime**. Au sein de la société, ensemble de relations d'interdépendance, il y a donc : une dimension légitime, et une dimension moins légitime, à différents degrés. Tandis que la dimension légitime serait légitimée par l'ordre social, la dimension illégitime qui se rapprocherait de celle du désordre peut être considérée comme cette dimension informelle que nous cherchons à caractériser.

Aussi dans les paragraphes suivants, nous définirons plus en détail la notion d'ordre, qui règne sur une société grâce à la normativité sociale, ainsi que la notion de désordre. Cette analyse nous permettra alors de définir plus précisément ce que nous entendons par informel.

Nous posons également comme hypothèse qu'au sein de cette société, qui regroupe une dimension légitime et une illégitime, une dimension de l'ordre et une du désordre et une dimension officielle et une informelle, il existe des relations entre chacune des dimensions de ces couples. En effet, l'absence de lien entre ces secteurs complémentaires nous porterait à distinguer deux sociétés et non à en considérer une seule.

Après avoir posé une définition ontologique de l'informel et son équivalent dans le domaine de l'urbanisme, nous nous emploierons donc à caractériser l'informel par les types de relation qu'il entretient avec le formel, à travers l'analyse des mouvements entre l'ordre et le désordre, et l'analyse des conceptions de la marginalité dans la société.

Nous posons également comme hypothèse que dans le domaine de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, il existe:

- 1- une sphère légitime programmée par les aménageurs et les politiques*
- 2- une sphère informelle, au-delà de la forme conçue*
- 3- des relations de natures multiples entre ces deux dimensions*

Au-delà de la discipline prospective et normative de l'aménagement et de l'urbanisme, la répartition concrète et réelle du territoire apparaît alors comme la somme de ces trois composantes. L'aménageur et les politiques doivent donc les prendre toutes les trois en compte.

B – Définition de l'informel

1- Introduction à l'ordre et au désordre social

a-la notion d'ordre

Selon le sens commun, on peut définir l'ordre comme la « relation intelligible entre une pluralité de termes » (cf. *Petit Robert*). Une telle définition renvoie au concept d'**organisation** et se rapproche alors de la définition de la forme, comme le note A. Cournot : « L'idée de la forme se confond avec l'idée de l'ordre ».

Cependant la notion d'ordre peut apparaître différente puisque dans l'Antiquité, le mot grec *cosmos*, dont la signification première est *ordre*, [par opposition au chaos] désignait le monde lui-même, parce que l'on se le représentait comme un système **parfaitement ordonné**, stable et **hiérarchisé**. Cette notion s'oppose donc à celle de chaos, « le vide et la confusion existant avant la création » (def° *Petit Robert*). Cette conception d'un ordre immuable du monde se retrouve également dans la **conception cartésienne** d'un univers créé par Dieu, qui obéirait cependant aux lois naturelles mises en évidence par la physique, et qui serait intelligible pour l'homme dans la mesure où « Dieu a doté les hommes d'une raison capable de progresser selon des enchaînements logiques, similaires à ceux qui commandent les phénomènes naturels » (cf. article *Ordre*, in *Pratique de la philosophie de A à Z*).

Le rationalisme cartésien repose donc entre autre sur l'idée que l'ordre est une disposition régulière, non seulement des choses et des êtres, mais aussi des facultés de l'esprit humain ; on peut insister sur le fait que la disposition ou la succession régulières peut être de caractères divers : spatial, temporel, logique, esthétique, moral, etc. Cette définition présuppose alors, de manière implicite, un **système référent**, à partir duquel peut se définir cette régularité ; dans le cadre de cette recherche nous aborderons le référent social, puisque nous avons émis comme présupposé que l'ordre social cherchait à structurer une partie de la société.

b-L'ordre social

« **Toute société suppose un ordre** puisqu'il n'y a pas de société sans règles » (cf. article *Ordre et désordre dans la société* de Georges Burdeau, in l'*Encycloepedia Universalis*).

Cette conception de l'ordre en tant que caractère essentiel de la société va de paire avec la nécessité de mécanisme de **contrôle social** ; ainsi « une hiérarchie détermine [les rôles des membres du groupe] et leurs statuts par une discipline qui éventuellement, sanctionnent les comportements aberrants », c'est-à-dire les comportements qui s'écartent du type normal, de la règle, ces derniers constituant le ou des désordre/s.

Afin de comprendre les rapports qui existent entre l'ordre et la société, R. Vouin rappelle que « les hommes entrent en société pour accomplir en commun ce qu'ils ne peuvent réaliser seuls » .

Il n'existe alors d'ordre social que celui que détermine une finalité, et c'est « par l'entremise de la **finalité sociale** [que] l'ordre trouve ainsi son assise et sa légitimité dans le consensus du groupe ».

L'ordre est donc lié intrinsèquement à la structure de la société, à l'ensemble de ces secteurs (économiques, sociaux, culturels, etc.) et qu'en ce sens l'ordre est un **concept éminemment politique**.

Cet ordre social va alors se matérialiser par un agencement de tabous ou de prescriptions, les **normes**, auquel, contraints ou spontanément, se soumettent les membres du groupe ». Le désordre se définit alors comme la transgression de ces règles.

c-Les normes sociales

Dans le domaine technique, la norme se définit comme « ensemble de règles d'usage, de prescriptions techniques, relatives aux caractéristiques d'un produit ou d'une méthode, édictée dans le but de standardiser, et de garantir les modes de fonctionnement, la sécurité et les nuisances » (cf. *Petit Robert*). Il rejoint alors le sens des termes d'*homologation*, de *réglementation* et de *normalisation*.

Cette définition diverge de celle de *norme sociale*, dans le sens, où sa nature est exclusivement technique, cependant on retrouve une grande similarité, notamment en ce qui concerne la garantie d'un bon fonctionnement qui privilégie la sécurité pour bannir les nuisances, afin d'atteindre un objectif donné (objectif fixé par le secteur de production ou par la société à travers son ordre). La norme comme outil de contrôle.

En effet, selon le *Dictionnaire de sociologie (Les notions, les mécanismes, les auteurs-* Edition Hatier, 1995), « Les normes sont des règles qui **régissent les conduites individuelles et collectives dans une société** » : Elles représentent également les critères auxquels on se réfère pour porter un

jugement de valeur. On part du principe que les valeurs sociales sont ce qui est considéré comme vrai, beau, bien. Les valeurs d'une société représentent donc la finalité sociale à atteindre grâce à un ordre social institué, caractérisé par les normes. Les normes sont au service des valeurs.

Cependant la norme ne se confond pas avec « le comportement moyen » et ne peut se déduire « d'une simple régularité statistique », en effet sa spécificité tient à « la **sanction sociale** que sa transgression est susceptible d'entraîner ». Cette sanction n'est pas automatique et ainsi « nombre de comportements non conformes à la norme ne seront jamais sanctionnés faute d'avoir été identifiés ».

« Par ailleurs, le caractère contraignant des normes est très variable : certains écarts à la norme peuvent être tolérés -c'est le domaine de la **variance**. Lorsqu'ils ne le sont pas, c'est le cas des comportements étiquetés comme **déviants**, les sanctions sont graduées, allant de la simple réprobation aux sanctions pénales les plus graves, comme la peine de prison, voire dans certains cas la peine de mort. »

Dans le cas contraire, « les comportements conformes aux normes peuvent être aussi encouragés par des **gratifications** (sanctions positives) ».

« La norme est facilement associée aux notions de loi ou de règle, parce qu'elle conduit comme celles-ci, à prescrire les comportements ou les états auxquels est attachée une valeur particulière, et parce qu'elle est, comme elles, **fixée par un individu, un groupe ou une institution**. » (Cf. article *norme*, in *Pratique de la philosophie de A à Z*).

Il est nécessaire d'insister sur la différenciation des normes.

Cependant les normes sociales « ne constituent pas un ensemble indifférencié et on peut mettre en évidence une gradation des normes en fonction de leur degré d'obligation sociale » (*Dictionnaire de sociologie -Edition Hatier, 1995*)

Ainsi, selon le *Dictionnaire de Sociologie -Edition Robert* :

1-Les **mœurs** sont des impératifs moraux collectifs « qui spécifient la conduite à tenir dans telle ou telle circonstance », ce que Williams Summer pose comme les « les pratiques propres à assurer la prospérité publique » (exemple, mode d'exercice légitime de la sexualité).

Les **usages** seraient alors « une forme affaiblie » des mœurs, et définiraient « les comportements appropriés selon les situations rencontrées » (exemple : manière de s'habiller, règles de politesse).

Les usages et les mœurs s'appuient donc sur des obligations, des règles explicites.

2-les **règles juridiques** constituent les **normes institutionnalisées**, et forment le **Droit**. Le Droit repose sur ces obligations explicites et formelles qui s'accompagnent « de l'existence d'organes spécialisés appelés à punir le crime ou simplement à réparer les atteintes à la règle édictée ».

3-Les **déontologies professionnelles** constituent, dans nos sociétés modernes, les seconds types de normes ; « Celles-ci, qui définissent les responsabilités et les devoirs d'un praticien vis-à-vis de ses *clients*, sont associées à un ensemble de règles de portée générale, visant à fonder la coopération autour de la tâche et de la finalité communes ».

4-Nous tenons également à ajouter les **catégories posées par l'administration** qui représentent les normes institutionnalisées. Le fonctionnement de l'administration, organe active du pouvoir exécutif légitime de fait certains profils et certaines pratiques, et exclue alors implicitement ou explicitement les autres.

Ainsi à chaque degré de norme, on peut associer un degré de déviance, allant de la variance relative aux usages jusqu'à l'infraction, le délit ou le crime relatifs au non-respect des règles juridiques.

Après avoir distinguer les différentes catégories de normes, il est important de rappeler que dans nos sociétés, existe une **pluralité de systèmes normatifs**, tant sur le degré des normes, que sur les objectifs fixés par les normes, ce qui y introduit la notion de relativité.

c-Le désordre social

Nous considérons donc l'ordre comme l'ensemble des règles, des normes, d'une société qui sont soumises au mécanisme du contrôle social et qui seraient légitimées par la finalité de la société.

Le désordre serait alors une dimension perturbatrice de la société, qui ferait obstacle au cheminement de la société pour atteindre la finalité sociale.

L'*encycloepedia universalis* le définit ainsi : « Tout **manquement aux règles expresses ou implicites** [les normes] qui structurent ainsi l'édifice social constitue un désordre ».

d-La et les déviance(s) sociale(s)

Selon le *Petit Robert*, le terme de *déviant* renvoie au « caractère de ce qui dévie, de ce qui s'écarte d'une norme » ; le comportement déviant est alors un « comportement qui échappe aux règles admises par la société », ce qui amène à définir le déviant comme une personne dont le comportement **s'écarte de la norme sociale admise**.

Comme le souligne le *Dictionnaire de sociologie -Edition Hatier, 1995*, -« La déviance n'existe que par rapport à la norme dont elle est dérivée ».

Il faut également considérer la déviance comme une dimension générale indissociable de celle de la société, étant donné que « Tout comportement jugé non conforme aux normes sociales d'un groupe - qu'elle soit codifiée ou non- entre dans le champ de la déviance ». Or « partout où il existe des normes, il existe une transgression de la norme », on rencontre donc la déviance dans toutes les sociétés humaines. **C'est la norme qui permet la déviance. Plus une norme est stricte plus le champ de la déviance possible est large.**

Cependant, les **formes** de la déviance sont **variables** d'une société à une autre. De plus nous rappelons qu'au sein d'une même société, il existe une **pluralité de systèmes normatifs**, souvent contradictoires, aussi peut-on insister sur la **relativité du caractère déviant** : « on n'est jamais déviant de manière absolue mais toujours par rapport à un ou plusieurs groupes sociaux composant la société ».

Les limites du phénomène de déviance ne sont pas toujours évidentes, en effet, comme les normes sont souvent ambiguës et laissent aux individus une **marge d'interprétation** importante, il est parfois difficile de distinguer la **variance**, comportement atypique mais néanmoins toléré par la société, de la **déviance**. En fait, ce qui distingue la déviance, ce sont les **sanctions sociales et pénales** qui lui sont assignées.

Aussi, dans une société les outils du contrôle social sont primordiales vis à vis de la définition de la déviance, ce qui a dévié et qu'il convient de redressé.

Cependant Léon Gani, dans l'article traitant de la *déviance* du *Dictionnaire de Sociologie* des éditions *Le Robert et Seuil*, insiste sur le fait que la « **déviance se distingue du champ juridique de la délinquance et de la criminalité** parce qu'elle peut accueillir des manifestations déliées de toute codification formelle et de toute sanction pénale (certaines formes d'excentricité vestimentaire, par exemple) et plus fondamentalement parce qu'elle est comme la **simple marque en creux d'une norme**, cette norme fut-elle propre à un sous-groupe géographique, professionnel, etc.

Tandis que la déviance constitue les écarts vis à vis de tous les différents types de normes (mœurs, droit, administration), l'informel représente la déviance vis-à-vis des normes officielles (Droit juridique et normes posées ou induites par l'administration).

2- Définition Ontologique de l'Informel

Pour cerner les caractéristiques de l'informel, il nous a paru nécessaire de bien comprendre les notions de forme, de forme sociale, de société, de normativité d'ordre et de désordre. Ceci rendra intelligible notre concept de l'informalité qui guidera notre étude et qui sera le filtre d'analyse que nous avons choisi pour étudier un secteur de l'urbanisme.

Nous cherchons à définir la dimension de l'informelle dans une société présentant un ordre social, structuré par des normes (usages, mœurs, déontologies professionnelles et droit).

Nous reconnaissons alors que cet ordre social légitime une certaine forme de la société, caractérisée par son adéquation avec la normativité sociale ; cette forme devrait permettre d'aboutir à la finalité sociale, c'est-à-dire à ce pourquoi les individus sociaux se sont réunis.

Cependant caractériser l'informel comme l'ensemble du phénomène de désordre social (matérialisés par l'ensemble des déviations) serait beaucoup trop vaste, compte tenu de la diversité des types de normes, des types de déviations et surtout de leur relativité ; en effet les sociétés actuelles sont caractérisées par la multiplicité des systèmes normatifs.

L'informel renvoie à ce qui est sans caractère officiel.

Nous posons d'abord que la normativité officielle, que nous considérons comme la normativité du gouvernement, des autorités publiques, et de l'administration se compose :

- des usages qui sont permis et reconnus par la loi,*
- des usages qui sont favorisés par les projets et les actions publiques*

Ainsi pour cette recherche, nous considérerons la dimension informelle de la société comme les secteurs et les usages non légitimés et/ou non prévu par le gouvernement de la société :

- d'une part les secteurs et les usages qui s'opposent aux normes juridiques fixées à travers le Droit, c'est-à-dire ce qui relève d'une certaine illégalité,*
- et d'autre part les secteurs et les usages qui ne sont pas reconnus par la société, et qui en sont exclus parce que la normativité sociale, l'ordre social ne les prend pas en compte.*

L'informel comme le désordre par rapport aux institutions officiels, ...ce que nous appellerons dans ce rapport le désordre officiel.

La dimension informelle est donc très liée aux mécanismes de contrôle de la société, soit contrôle social positif, qui favorise certaines actions et en exclue de fait d'autres, soit contrôle social négatif qui refuse catégoriquement certaines pratiques.

Conclusion

Dans ce premier chapitre, l'objectif était donc d'élaborer notre définition ontologique de l'informel : nous nous sommes appuyés sur les notions de forme, de forme urbaine, de forme sociale et de structure de territoire pour arriver à notre conception de la forme sociale légitime : Celle induite, programmée, contrainte par l'ordre social et qui détermine les organisations et les rapports sociaux en vue d'une ou plusieurs finalités de la société.

Cet ordre se caractérise par une multitude de règles : les normes sociales. Ces normes sont différenciées et l'on distingue : les moeurs, les usages, les règles juridiques, les déontologies professionnelles et les catégories posées par l'administration. Tout manquement à ces normes constitue un désordre, et parmi la dimension sociale du désordre, l'informel se définit comme le désordre officiel : celui qui s'oppose au Droit et aux catégories et projets légitimés par l'administration (de manière explicite ou induite).

Dans les paragraphes suivants nous chercherons à caractériser la dimension informelle dans le domaine de l'aménagement et de l'urbanisme.

Puis dans le second chapitre

après avoir défini la place de l'informel dans la société et ses écarts avec les mécanismes de la normativité sociale, nous tenterons de caractériser les types de relations entre les dimensions formelles et informelles d'une société. Nous étudierons quelles peuvent être les **motivations du désordre social**, pourquoi refuse-t-on la règle ? Est-ce toujours un refus ou bien aussi une impossibilité (matérielle par exemple) de répondre conformément à la règle ? Nous considérerons également le secteur informel comme un mécanisme dû à l'exclusion et comme une expression de la **marginalité sociale** ; nous verrons alors comment il peut être caractérisé comme un *défaut d'intégration* ou comme une *force de subversion* de la société.

‖ L'informel dans le domaine de l'aménagement et de l'urbanisme ‖

1- La notion d'Urbanisme

En aval de sa dimension prospective, l'urbanisme et l'aménagement, en tant que disciplines de l'action structurent le territoire en disposant avec ordre "les hommes et leurs activités, les équipements et les moyens de communication qu'ils peuvent utiliser". Ils affectent ainsi des fonctions légitimes aux espaces et dans cette logique les aménagements restreignent volontairement ou non l'appropriabilité de ces espaces.

En ce sens l'**urbanisme est donc l'un des outils du contrôle social.**

En suivant un schéma global et général, le *Projet Urbain*, l'urbanisme opérationnel projette les modes d'évolution et d'agencement du territoire. Afin de servir ces grandes orientations, l'urbanisme affecte des fonctions aux différents types d'espaces urbains : espaces publics, parcelles, bâtiments, quartiers, et également réseaux de circulation.

Il les organise, les détermine afin qu'ils accueillent des activités nécessaires à la société urbaine : l'habitat (logements, commerces, services publics et équipements –collectifs ou non- pour la vie sociale, récréative, culturelle...), les activités économiques (industries, centre d'affaire, ...), les transports (infrastructures routières, transports en commun, ...), etc.

Ces fonctions correspondent à des normes d'utilisation, d'occupation, d'appropriation et d'aménagement (construction, modification) de ces espaces.

Ces normes sont retranscrites et officialisées à travers différents types de mesures urbanistiques :

→ Les réglementations imposées par l'urbanisme réglementaire : affectations des fonctions et contraintes de constructibilité posées par le PLU (Plan Local Urbain) ou le POS (Plan d'Occupation des Sols, substitué par le PLU)

→ Les projets et aménagements portés et réalisés grâce aux différents procédés de l'aménagement urbain :

- les techniques de l'aménagement (les études pré-opérationnelles, les techniques de financement de l'aménagement et les organismes aménageurs).

- les mécanismes de l'action foncière (l'expropriation et le droit de préemption) aux services de l'intérêt général, c'est-à-dire du projet social.

- les opérations d'aménagement soutenues dans les ZAC (Zones d'Aménagement Concerté), les lotissements et les différents procédés de réhabilitation des quartiers anciens.

On peut considérer que l'urbanisme modèle la ville dans sa globalité, qu'il met en place un cadre spatial dans lequel évolueront les citoyens et usagers. Avec ces procédés et projets, la ville prend forme, la ville légitimée se concrétise, elle devient matérielle.

Cependant ces espaces ne se définissent pas uniquement par leurs aménagements : l'utilisation et l'appropriation par les usagers d'un espace et de sa/ses fonctions sont soumises à d'autres normes, d'autres règles.

* cf. Définition Aménagement du *Dictionnaire de l'Aménagement et de l'urbanisme* de F. Choay et P. Merlin

Par exemple : les espaces publics, en parti déterminés par leurs aménagements (revêtement, mobilier urbain, largeur, etc.) sont également réglementés par d'autres branches du droit : lois relatives aux comportements de bonne conduite dans les espaces publics, code de la circulation routière, arrêtés municipaux spécifiques (arrêté qui interdit la mendicité dans les centres ville, qui limite la circulation à certains horaires, etc.).

Autre exemple : dans le cas des espaces affectés à l'habitat, une multitude de règlements déterminent également les modes légitimes d'habiter, d'occuper un appartement : le droit de propriété, les règlements de copropriété, les systèmes de baux de location, la reconnaissance du droit au logement...

L'ensemble de ces systèmes normatifs produit et conditionne les *espaces légitimes* mais également les modes d'utilisations légitime des espaces.

Comme nous l'avons dit lors du paragraphe distinguant les différents types de normes, les coutumes et habitudes peuvent également qualifier les appropriations légitimes d'un espace. Cependant nous nous en tenons au constat que la légitimité officielle de ces espaces tient aux projets d'urbanisme et aux règlements relatifs à leurs utilisations.

Cette légitimité est le résultat d'une coopération entre :

- volontés politiques
- solutions proposées par les ingénieurs et l'administration
- lois édictées par le droit

Ces acteurs sont donc garants d'une certaine normativité en matière d'urbanisme.

Ces normes ont donc trait à l'aménagement de l'espace lui-même, ainsi qu'à l'utilisation de ce dernier. On distingue différents types d'utilisation et d'appropriation de ces espaces, notamment :

- simple usage (temporaire, exceptionnel , périodique)
- occupation (sur une période continue)
- aménagement (construction, extension, modification.... dans un rapport de long terme et dans une dynamique d'évolution et de qualification de l'espace)

On peut cependant remettre en cause la légitimité des normes : servent-ils vraiment le projet social ? Ne sont-elles pas influencés par d'autres logiques qui échappent aux autorités politiques légitimes... ? logiques économiques et commerciales notamment... ? Quelle est la place des lobbies dans le mécanisme de formation de la ville ? Quelles sont leur influence sur les normes posées au citoyens... (par exemple, la ville est-elle formée en fonction d'exigences psycho- spatiales et esthétiques ou en fonction d'exigence de profit financier... ou d'un équilibre entre les deux...).

2- L'informel dans l'urbanisme

A travers notre définition de l'informel, nous considérons la dimension informelle de la société comme les secteurs et les usages non légitimés par le gouvernement de la société (qui s'opposent aux normes juridiques ou qui ne sont pas pris en compte par l'ordre et la normativité sociale).

Dans le domaine de l'urbanisme, il serait déplacé de qualifier d'informel un espace (étendue ou surface limitée). La dimension informelle est relative à l'utilisation de l'espace: une utilisation ou une appropriation déviante par rapport aux fonctions prévues. L'appropriation informelle d'un espace doit donc être définie comme un détournement de sa ou de ses fonctions,

→ en changeant complètement la fonction première de l'espace (friche militaire utilisée comme aire d'habitat comme le quartier Christiania de Copenhague; banc dans une station de métro ou espace public utilisé comme lieu de résidence, de repos et de mendicité par un sans domicile fixe....)

→ en changeant les modalités légitimes pour atteindre la fonction de l'espace (occupation sans-titre d'un appartement pour y habiter; ...)

Nous proposons ci-dessous les principaux critères qui permettront de caractériser, de décrire ontologiquement l'appropriation informel d'un espace :

1- Critères relatifs à l'espace

- qualification foncière de l'espace
espace public, foncier public (militaire, autre ministère, collectivité locale), foncier privé ?
- fonctions premières de l'espace
espace affecté, espace désaffecté, espace dont la/les fonction-s sont floues et donc adaptable, cohabitation avec d'autres fonctions, d'autres populations ?
- réglementations liées à l'espace et à ses fonctions premières
constructibilité, droit de passage, règlement d'occupation, etc.
- caractéristiques physiques de l'espace
bâti, non bâti, nature du sol, topologie, accessibilité, etc.

2- Critères relatifs à l'appropriation de l'espace

- mode d'appropriation
simple usage, occupation, aménagement ?
- temporalité de l'appropriation
usage éphémère, quotidien ?

- perméabilité de l'appropriation
appropriation et privatisation de l'espace ?
- degré du désordre, du non respect des normes
variant, déviant, illégal (toléré ou criminel) ?
- antécédents relatifs à l'appropriation informelle
existence d'un bail, antécédent de bail (caduc ou contrat non respecté), tentative de négociation ou de régularisation de la situation ?

Chapitre II

Les relations entre les sphères du formel et de l'informel

Les relations entre l'ordre et le désordre, les motivations des pratiques informelles

La dimension informelle de la société se compose des usages interdits ou non reconnus par les autorités publiques, à travers leurs législations, leurs projets et/ou actions. Nous partons donc du principe que cette dimension de la société existe et est en relation avec la dimension officielle de la société. C'est pourquoi ce chapitre sera une approche des types de liens qui peuvent exister entre la société reconnue comme légitime et la société informelle.

Afin de pouvoir les caractériser nous analyserons dans un premier temps les **relations entre l'ordre et le désordre**, étant donné que dans une certaine mesure nous pouvons considérer l'officiel comme relevant de l'ordre et l'informel du désordre. En effet la dimension officielle relève de ce qui émane des autorités et de l'administration, elle participe donc directement à l'établissement d'un cadre formel, d'un *ordre légitime* ; tandis que l'informel peut être considéré comme *désordre officiel* (cf. la définition ontologique de l'informel).

*"L'ordre apparaît comme un cadre dont le contenu est renouvelé par un perpétuel mouvement" et "tout se passe comme si chaque société cherchait à intégrer à son ordre les impératifs afférents aux forces de mouvement qui y introduisent le désordre"**

Le désordre apparaît comme un facteur principal de l'évolution du cadre de la société.

Nous posons alors également que les usages et appropriations informels sont facteurs d'évolution de la pratique de l'urbanisme et de l'aménagement.

Partant du principe que le formel, c'est-à-dire la société officialisée par les institutions publiques et juridiques, et l'informel s'oppose comme selon une logique d'ordre et désordre, nous étudierons quels sont les types de liens qui peuvent caractériser cette dialectique, cette confrontation ou cette complémentarité entre ces deux notions.

Nous affinerons cette étude en présentant également les notions d'exclusion et de marginalité qui appartiennent aussi à la dimension de désordre.

Dans ce chapitre nous nous poserons alors les questions suivantes :

a-Quelles sont les théories concernant la genèse des normes ? Comment positionne-t-on ou légitime-t-on la dimension informelle de la société en fonction de ces théories ?

Quels sont les modes et les motivations des comportements de conformité aux normes sociales ?

* Dictionnaire de sociologie, édition Hatier

b-Quels sont les motivations des comportements de désordre et donc des comportements informels ? Quelles sont les caractéristiques principales qui les déterminent ?

c-Comment l'informel peut également être une réaction/une nécessité face à l'exclusion sociale ?

Comment peut-on concevoir l'informel comme un secteur marginal ? Comme défaut d'intégration ou force de subversion ? ...Une dimension informelle qui est née de l'exclusion.

d-Quels sont les mécanismes de réactions par rapport au désordre ? Comment caractériser la dialectique du mouvement ordre/désordre officiel ?

A-La genèse des normes sociales

1- Les théories

Comment les normes, dont l'agencement constitue l'ordre social, s'établissent-elles ? La question des mécanismes de la formation des normes est l'une des questions centrales de la sociologie qui considère que le partage par les individus de normes communes est un élément nécessaire à la vie sociale.

Dans ce chapitre, à travers les présentations des conceptions de la genèse des normes selon Durkheim, Norbert Elias et Becker, nous allons illustrer comment les normes peuvent se concevoir comme un reflet de la société, une stratégie de distinction ou une stratégie de domination. Les différentes conceptions mettent en relief les différentes idées de l'ordre mis en place, et les logiques individuelles d'acceptation ou de refus de celui-ci. Selon ses théories, la dimension informelle de la société est plus ou moins légitimée.

a-Durkheim

→ Pour Durkheim, c'est la collectivité tout entière qui est le foyer de la norme. Dès qu'il y a constitution d'un groupe, **l'interdépendance des individus génère des normes sociales**. Les consciences individuelles agissent les unes sur les autres, le groupe devient producteur d'idées et de sentiments qui se concrétisent en normes sociales s'imposant aux individus.

Les normes diffèrent par la **nature de la sanction** : diffuse pour les usages et les mœurs, organisée et appliquée par l'autorité publique pour le droit.

Mais toutes ces règles, émanation de la *conscience collective*, sont étroitement imbriquées et articulées avec les valeurs défendues par la collectivité. Le droit est d'ailleurs conçu comme une *crystallisation* des mœurs, Durkheim formule ainsi : « Les mœurs ne peuvent être que la base du droit et le désaccord n'est que de l'ordre de l'exception »*. Ainsi pour lui, le **droit** est le symbole de la **solidarité sociale**.

Nous revenons donc à cette conception de l'ordre au service de la finalité sociale, conception que nous avons déjà rencontrée et qui légitime l'ordre mis en place dans une société. En effet, selon Durkheim, les normes sociales sont envisagées comme **expression de la société**, principalement sous l'angle de la contrainte externe.

Relativement à cette conception Durkheimienne du Droit et des normes, les dimensions de l'informel, du désordre et de la déviance apparaissent comme perturbatrices, obstacles de cette solidarité sociale. Perturbatrices, dans le sens où elles n'acceptent pas les logiques et mécanismes plus ou moins essentiels de l'interdépendance des individus.

Cela correspond alors :

-soit à refuser la société instituée comme officielle par le gouvernement et l'administration, ressortant des comportements propres de chacun des individus.

-soit à ne pas pouvoir accéder à cette société qui ne prend pas en compte l'état ou les comportements de certains individus ; ces derniers en sont donc rejetés, exclus.

* Dictionnaire de sociologie -Edition Hatier, 1995

b- Elias et Becker

Cependant, les visions de Elias et Becker sont plus sceptiques quant aux mécanismes de genèse des normes sociales, ce qui les conduit à remettre en cause la légitimité de l'ordre établi.

→ Ainsi, pour Norbert Elias, les normes sociales sont le produit d'une dynamique de **distinction-diffusion** qui serait engendrée par une catégorie de la société. En s'appuyant sur l'exemple des *gens de cour* et des *règles de courtoisie*, N. Elias montre que les normes sont l'occasion pour les *éléments avancés de la société* d'exprimer *la conscience de leur propre valeur et de leur sensibilité spécifique*, la norme est alors un **mode de distinction**. Puis ces normes, ces *règles de société* se diffuseront des couches supérieures de la société vers les couches inférieures, selon un mouvement profond de *civilisation des comportements**. Comme « cette diffusion fait perdre à la norme sa valeur de distinction [,] de nouvelles normes sont alors à réinventer. »

→ Enfin, selon Becker, les normes découlent des **valeurs** de la société, mais ces dernières sont « des guides inefficaces parce qu'elles sont vagues et que l'on peut les interpréter de façons diverses » ; ceci a pour conséquence que « des normes tout à fait contradictoires peuvent se réclamer des mêmes valeurs ». La production des normes apparaît donc comme capricieuse et dépend de l'intérêt (matériel ou symbolique) qu'un groupe va y trouver.

Ainsi dans *Outsiders*, Becker explique que les normes sont « hautement différenciées selon le critère de la classe sociale, du groupe ethnique, de la profession et de la culture ». Il distingue alors les *normes élaborées par le groupe pour le groupe*, des *normes élaborées par un groupe pour un autre groupe*.

Selon lui « une législation a la chance de voir le jour si ceux qui la défendent *ajoutent au pouvoir qui découle de la légitimité de leur position morale le pouvoir qui découle de leur position supérieure dans la société*. », la genèse des normes dépend alors de ce que Durkheim appelle les **entrepreneurs moraux** (stratégie de domination).

La conception de Elias de la genèse des normes par processus de distinction – diffusion, et celle de Becker légitiment ou accréditent plus ou moins la transgression des normes et donc la dimension informelle de la société.

Ces conceptions rejoignent d'ailleurs les théories sophistes par rapport à la transgression, pour qui la dimension de l'informel peut apparaître comme une dimension positive de la société; en effet pour eux, la transgression des lois n'est pas répréhensible et constitue même une vengeance contre un ordre artificiel.

Doit-on considérer que l'informel est en dehors de la société, est anti-société, est contraire à la société ? Puisque que les pratiques informelles s'opposent au concept durkheimien de normes comme expression de la société ; Etre en dehors des normes serait alors être en dehors de la société. La distinction des natures et des degrés de normes permettrait cependant d'établir une échelle de hiérarchisation de marginalisation par rapport à la société.

Ou doit-on plutôt considérer l'informel comme mouvement de désordre visant à renverser les normes imposées, considérées comme instruments visant à la distinction ou la domination de

* Déf° Petit Robert ; *Civilisation* : ensemble de phénomènes sociaux (religieux, moraux, esthétiques, scientifiques, techniques) communs à une grande société ou à un groupe de société.

certaines catégories de la société. On rejoint alors le concept de désordre qui vise à établir un nouvel ordre social, étant donné que l'ordre actuel n'est pas satisfaisant...

2-Les motivations des comportements de conformité aux normes sociales

La conformité aux normes peut être motivée par des raisons bien différentes, et le *Dictionnaire de Sociologie -Edition Robert* distingue trois modes principaux de conformité aux normes :

1-la conformité aux normes guidée par le **calcul d'intérêt** de l'acteur qui « procède à une appréciation réaliste de la situation et tient compte des risques de sanctions négatives comme des récompenses attachées aux sanctions positives », il n'y a donc pas de valeur attribuée au contenu même de la norme.

2-la conformité à une norme fondée sur une **intériorisation** de celle-ci. Les normes sont alors des *modèles culturels de conduite* qui ont fait l'objet d'une assimilation progressive à travers le processus de socialisation ; l'individu « se sent alors obligé de se conformer [à la norme], en vertu d'une obligation qui revêt un caractère moral ».

3-la conformité aux normes qui repose sur un **attachement intense pour un groupe spécifique**, « la personne veut apparaître comme un membre exemplaire du groupe auquel elle appartient ou souhaite appartenir ». Ainsi, « les normes ne sont pas valorisées en tant que telles, mais dans la mesure où elles sont l'expression d'un groupe auquel on s'identifie fortement ».

B-Les motivations des comportements du désordre social non-conformité aux normes sociales

On reprend la définition de l'ordre social comme l'agencement des normes de règles, implicites et explicites, mis en place dans la société afin de parvenir à la finalité sociale. Le désordre qui apparaît donc comme un refus de la règle peut être motivé par différentes raisons :

1- Le désordre peut désigner une action ou une tentative de « se soustraire d'une obligation pour **satisfaire une passion ou un intérêt personnel** ». Le désordre reste alors à l'état d'**infraction** et la plupart du temps fait ressortir la nécessité de l'ordre - si l'on reste sur une vision humaniste occidentale de la société qui place l'intérêt du groupe au-dessus de l'intérêt individuel.

Sur ce point il est cependant important de distinguer celui qui commet une infraction par choix et celui qui n'a pas le choix. On rejoint ici la confrontation entre une **déviance choisie** et une **déviance subie**, en général suite à une situation de marginalité, voir d'exclusion.

2- L'individu ou le groupe auteur du désordre peut également avoir comme motivation de **remettre en cause la nécessité de l'ordre** pour reconstruire la vie en commun sur la base de la volonté individuelle autonome , comme le prône les théories anarchistes.

* l'ordre peut être remis en question seulement par rapport à un secteur de la société; toute la société ne va pas être systématiquement remise en question dans son intégralité.

Dans ces théories n'apparaît alors aucun compromis possible entre la liberté et la contrainte inhérente à l'ordre social.

Ces théories sont pour la plupart considérées comme utopiques, et « jusqu'à une époque récente, l'anarchie se situait en marge des sociétés existantes plutôt que de constituer, pour elles, une menace sérieuse »*. Cependant aujourd'hui le phénomène contemporain de la contestation, qui fait référence aux violentes émeutes, aux petits délits et infractions et/ou aux actes quotidiens d'incivilité, ne cherche pas à proposer un ordre nouveau. Et certaines perspectives pessimistes voient dans ce type d'anarchie et de désordre un contexte qui pourrait ébranler gravement, ou qui ébranle déjà, la société. L'anarchisme se rapproche de l'idéologie nihiliste « qui refuse toute contrainte sociale et prône la recherche de la liberté totale » (cf. def^o Petit Robert), qui a pour fondement une doctrine philosophique « qui nie la vérité morale, les valeurs et leur hiérarchie ».

3- Enfin, le désordre actionné par un individu ou un groupe peut témoigner du refus de la règle qui, sans porter atteinte à sa nécessité, s'attache à son contenu. C'est « l'attitude la plus féconde car si elle provoque un désordre, c'est par l'idée d'un projet **visant à introduire dans la société un ordre différent** de celui sur lequel elle repose »*.

Les divergences portent alors soit sur la **finalité sociale**, qui détermine le projet et l'ordre de la société, soit sur les **modalités** de l'ordre mis en place pour tendre vers cette finalité.

Ainsi, « des images de l'*ordre désirable* se posent en rivale de l'*ordre établi* » et « de cette rivalité naît le désordre, mais un désordre dont l'origine réside dans l'opposition entre diverses conceptions de l'ordre »**.

L'opposition entre l'ordre et le désordre fait alors ressortir leur complémentarité : « Leur jeu donne à la dynamique politique le sens d'une dialectique ou leur affrontement se résout par un dépassement. L'ordre se défend en absorbant le mouvement, le désordre s'apaise en s'inscrivant dans l'ordre » (cf. chapitre II.D, *Dialectique du mouvement ordre-désordre*).

Les comportements de conformité aux normes sociales s'inscrivent donc dans une logique d'acceptation de la société, de ses mécanismes et de ses finalités :

-soit passive, lorsque le comportement est guidé par le calcul d'intérêt de l'individu, dans une logique de non prise de risque, de collaboration sans nécessairement adhérer à la finalité et aux modalités sociales pour y arriver ;

-soit intérieure, lorsque le comportement est soutenu par une intériorisation des normes ;

-soit volontaire : vouloir appartenir à une société, et adhérer à ses finalités et à ses modalités.

Tandis que les motivations des comportements de désordre social s'inscrivent dans une logique de remise en question :

-soit des modalités mises en place pour arriver à une finalité à laquelle on adhère

-soit des finalités de la société

-soit du concept même de société qui doit être structuré par un ordre

* Dictionnaire de Sociologie.- Ed. Robert

** Dictionnaire de Sociologie.- Ed. Robert

** idem

Cette analyse rejoint le découpage de R.K. Merton (*Eléments de théorie et de méthode sociologique*, édition Plon, 1965) qui distingue quatre formes de déviance :

Les causes de la déviance

Les formes de la déviance

Modes D'adaptation	Buts	Moyens
Conformisme	+	+
Innovation	+	-
Ritualisme	-	+
Evasion	-	-
Rébellion	+ -	+ -

Source : *Dictionnaire de sociologie*, Ed° Hatier

+ : acceptation des buts valorisés par la société ou des moyens légitimes pour y accéder

- : rejets des buts ou des moyens

+ - : rejet des buts et des moyens proposés par la société et la volonté d'en promouvoir d'autres

→ « **L'innovation** correspond à une situation où les individus adhèrent aux buts de la société mais utilisent des moyens illégitimes pour les atteindre (vol, escroquerie, tricherie) », on approche alors le domaine de l'illégalité et de la criminalité. Ainsi le vol -en tant qu'acte déviant innovant- n'est plus considéré comme une conséquence liée à la misère mais comme une *option tactique* qui est *structurellement raisonnable*.

→ « **Le ritualisme** fait référence à une situation où les individus appliquent aveuglément les règles prescrites par la société sans se soucier de leur adaptation aux buts poursuivis (comportement du bureaucrate, par exemple). ». On peut également parler de *résignation ritualiste*, lorsqu'il y a « abandon de l'espoir de promotion et transformation des règles en finalité se suffisant à elle-même » (in *Dictionnaire de Sociologie*, Ed° Robert- article Déviance)

→ « **L'évasion** caractérise la situation où les individus, n'adhérant ni aux buts ni aux règles de la société, vivent en retrait de celle-ci », l'évasion peut se concrétiser par des comportements de retrait à travers la toxicomanie, le vagabondage ou l'exil ...

→ « **La rébellion** désigne les situations où les individus rejettent à la fois les buts et les règles de la société mais cherchent à promouvoir de nouvelles normes de nouvelles valeurs ». Ainsi ces individus s'orientent vers le bouleversement des structures sociales, comme les groupes révolutionnaires par exemple.

Les principales motivations qui induisent le désordre que nous avons introduites jusqu'à présent sont :

- 1-la satisfaction d'une passion ou d'un intérêt personnel*
- 2-la remise en cause de la nécessité de l'ordre*
- 3-la volonté d'introduire un ordre différent*

Cependant à travers ces interprétations et ces questions, le cas de l'acte déviant-informel comme « unique solution » n'apparaît pas explicitement.

On doit également considérer les actes informels comme des stratégies face aux situations d'exclusion. L'informel comme solution :

- pour accéder aux biens de premières nécessité*
- pour accéder à des biens, des services, des loisirs, un niveau de vie légitimé par la société (centralités sociales, récréative, de mode de vie...)*

C-Exclusion sociale

Il est donc important de comprendre ce que l'on entend par exclusion sociale.

1- La notion d'exclusion

Selon le dictionnaire *Le Petit Robert*, le mot exclusion peut renvoyer à deux significations:

- soit il renvoie à l'action d'exclure quelqu'un (en le chassant d'un endroit où il avait précédemment sa place, ou en le privant de certains droits), il est alors synonyme d'*élimination*, d'*expulsion*,
- soit il renvoie à l'action d'exclure en tenant à l'écart, l'exclusion forcée, en interdisant l'accès, il est alors synonyme de *forclusion*.

L'exclusion sociale renvoie donc à la marginalisation de certaines catégories sociales, soit dans le sens où ces catégories n'ont plus leur place dans la société, soit dans le sens où elles n'y ont jamais eu de place.

D'une sociologie de la pauvreté vers une sociologie de l'exclusion :

L'exclusion sociale a été étudiée selon deux approches différentes par les sociologues. Soit elle a été analysée comme un **défaut d'insertion**, les causes sont alors à rechercher chez l'individu, soit comme un **défaut d'intégration**, l'origine est alors dans le mode de fonctionnement de la société. La sociologie est ainsi passée de la sociologie de la pauvreté à la sociologie de l'exclusion, cherchant à répondre à la question « Qui peut-on caractériser comme les exclus ? »

Etant donné que la grande pauvreté a toujours été en lien avec l'exclusion, la sociologie s'est beaucoup intéressée à ce phénomène. Cependant, le concept de pauvreté étant flou, les sociologues ont dépassé son caractère purement économique pour se diriger vers des définitions multidimensionnelles.

La *pauvreté absolue* se détermine à partir d'un seuil minimal en deçà duquel l'existence biologique de l'individu est menacée. C'est-à-dire que l'individu considéré comme *pauvre* ne peut pas accéder aux biens relatifs à l'alimentation, au logement et aux vêtements, considérés comme biens de première nécessité.

Cependant déterminer l'exclusion de la société d'un individu sur le seul critère d'**accès aux biens de première nécessité** apparaît réducteur. C'est pourquoi, à partir du 18^e siècle, l'on considère comme pauvres les individus et les familles «dont le niveau de ressources est trop faible pour que l'individu ou le ménage participe réellement à la société» (Article sur l'*Exclusion sociale*, in *Dictionnaire de sociologie* -Edition Hatier, 1995). La pauvreté apparaît alors dans sa définition **multidimensionnelle**, puisque «l'exclusion du mode de vie dominant se fait par un cumul de handicaps dans la plupart des domaines de la vie sociale : problèmes de santé, de logement, échec scolaire, difficulté d'insertion professionnelle... »

Dans les années 70, à la fin des trente années de croissance économique et sociale, le terme de *quart-monde* (dans les pays industrialisés) faisait référence aux *laissés pour compte* de la société industrielle ; ces mêmes individus associés aux bidonvilles et aux cités d'urgence. Jean Labens (Sociologie de la pauvreté, 1970) écrivait alors « pour être pauvre, il faut tout à la fois manquer de fortune et d'occupation rémunératrice (classe), de force sociale (pouvoir) et de respectabilité (statut) ».

Mais lors des années 1980, dans un contexte de dégradation de l'emploi, **l'exclusion concerne de plus en plus de personnes ; ces nouvelles formes de pauvreté ne permettent plus d'envisager l'exclusion comme un phénomène marginal réservé aux peuples de pauvres traditionnels, c'est-à-dire aux clochards, aux déracinés et aux familles lourdes du quart-monde.**

L'affaiblissement du rôle intégrateur et protecteur du salariat stable (précarisation de l'emploi, montée du chômage de longue durée, etc.) et l'augmentation de l'isolement des individus (augmentation du nombre de familles monoparentales, relâchement des solidarités de proximité, voisinage et tissus associatifs, etc.) sont autant de facteurs qui ont été posés comme responsables de cette **évolution de l'exclusion dans la société.**

Dans ce contexte, un accroissement des mesures prises par les politiques de *lutte contre l'exclusion*, a montré l'insistance « sur la nécessité de recréer, à défaut d'une intégration par le travail, des réseaux de solidarité tissant de nouvelles complémentarités ». Ceci afin d'éviter ou de résoudre la *fracture sociale*, caractéristique des *sociétés duales*, au nom de la *cohérence sociale*.

L'exclusion a également été étudiée comme **l'aboutissement d'un processus de disqualification sociale.** Serge Paugman (rapport pour le CERC, *Précarité et risque d'exclusion en France*, 1994), s'intéresse ainsi aux *populations en risque d'exclusion*. Partant de deux critères complémentaires (précarité professionnelle et vulnérabilité sociale), il établit une typologie qui s'écarte des définitions institutionnelles. Au centre, il y a une population *stable*, bien insérée professionnellement et bien intégrée socialement (80% des actifs). Il y a ensuite les *fragiles* (15%) qui vivent d'un travail intermittent et ont un faible réseau relationnel. Enfin on trouve une population *en retrait* (5%) éloignée durablement du marché du travail. Serge Paugman étudie ensuite le risque non négligeable, de passage d'une catégorie à l'autre. Ainsi près d'un tiers des

stables peut glisser dans la *fragilité* ; la moitié des fragiles est menacée par le *retrait* tandis que les deux tiers de ceux qui se trouvent déjà dans cette catégorie sont en risque d'exclusion.

Ce type d'enquête illustre le fait que la **frontière est de plus en plus floue** entre ceux qui se trouvent en marge de la société et le salariat protégé. C'est ce que Robert Castel appelle la *vulnérabilité de masse*.

Les réalités de l'exclusion sont donc intégrées à nos sociétés contemporaines, qu'il s'agisse :

- 1- *des exclus touchés par la pauvreté absolue (clochards, déracinés et famille lourde du quart-monde), les populations en retrait.*
- 2- *des exclus dont le niveau de ressource est trop faible pour participer réellement à la vie légitimée par la société, les fragiles.*
- 3- *des stables qui peuvent glisser dans l'exclusion des fragiles suite à des précarisations ou des pertes d'emplois.*

Ce sont ces catégories non intégrées qui sont éloignées de tous ou une partie des rapports sociaux établis par l'ordre de la société.

Au-delà de volontés révolutionnaires, elles vont être contraintes, poussées, tentées de trouver des stratégies pour accéder :

- aux biens de premières nécessités
- aux modes de vie légitimés

Ces stratégies seront alors informelles. En effet dans chaque société, le phénomène d'exclusion est couplée à l'existence d'une dimension informelle.

2- L'informel comme secteur marginal

L'informel est l'une des dimensions de la marginalité, aussi le concept de marginalité est nécessaire pour aborder les mécanismes de l'informel.

L'étude des différentes conceptions de la marginalité, nous permettra d'envisager de concevoir le secteur informel de différentes manières. En effet suivant que l'on définisse la marginalité comme défaut d'intégration ou comme force de subversion, le rôle, la place donnée au secteur informel n'est pas du tout la même : Ainsi, l'informel peut être un moyen de survie dans une situation de pauvreté et d'exclusion, comme un mode marginal d'intégration ou comme une forme de déviance de rébellion.

***Marginal (petit Robert)**

- adj. Qui, n'est pas central, principal.
- nom. Personne vivant en marge de la société parce qu'elle refuse les normes où n'y est pas adaptée. Cf. anticonformisme, asocial et baba, freak, beatnik, freak, zonard.

Dans son article sur la *Marginalité* (in *Dictionnaire de Sociologie -Edition Robert*, p.321). Patrick Cingolani définit le concept de marginalité comme « conduite ou personne non conforme aux normes », ce qui nous permet de rapprocher directement cette notion de l'informel. Ce concept de marginalité peut être abordé suivant deux directions : la marginalité de l'*entre* et la marginalité du *dehors*.

A- En tant que figure topologique, la marginalité peut désigner l'espace entre deux choses qui se côtoient, la **marginalité entre** s'inscrit alors « dans une sociologie de l'interaction, de l'intermédiaire, de la médiation ». On reprend alors la définition de Robert E. Park qui définit le marginal comme « l'individu qui se trouve à la marge de deux cultures et adapté de façon incomplète ou non permanente à aucune des deux ».

B- Le concept de **marginalité dehors** renvoie à la définition de la marge comme désignant le pourtour externe de quelque chose. Ce concept renvoie alors :

-soit à une *sociologie de l'intégration* où « le mot marginal désigne alors les défauts, les absences ou les dénis de l'intégration »,

-soit « à une pensée de la puissance créatrice et subversive de l'hétérogène, le *dehors* étant puissance d'altération et de transformation du *dedans*. ».

a-La marginalité comme défaut de l'intégration

Le premier sens de la notion de marginalité *entre* est souvent associée à une représentation de la société comme totalité homogène, et dans cette acceptation, les marginaux sont ceux qui se situent au plus loin de ce que l'on désigne comme le *centre économique* (production, distribution, redistribution), *culturel* (modèles culturels et religieux dominants, information ou savoir), *politique* (décision, représentation, action).

A partir de ces trois variables, l'on peut décrire différents types de marginalité, chaque type pouvant être plus ou moins *marginal*, suivant une échelle de valeur relative à la gradation de la *marginalisation*.

Patrick Cingolani ajoute que « dans sa manifestation la plus extrême, cette marginalité s'identifie avec l'expérience des limites de la société, voire avec l'épreuve du passage à *l'extérieur* », cette marginalité s'incarne alors « dans la morphologie sociale des bidonvilles, favelas, ghettos, le plus souvent à la *périphérie* de la ville ».

Il ajoute que « dans la conjoncture actuelle, caractérisée par l'émergence d'un chômage de masse, de la flexibilisation et de la précarité du travail, la marginalité tend à se confondre tantôt avec la pauvreté et l'éloignement des modèles dominants de consommation (cf. notion d'exclusion), tantôt avec l'émergence de secteurs informels et l'expulsion de plus ou moins larges fractions de la population hors de l'univers de la propriété salariale. »

L'informel peut donc se concevoir comme une alternative, une roue de secours à un défaut d'intégration. L'informel apparaît alors comme un mode d'intégration marginal.

b-La marginalité comme force de subversion

Subversion (Petit Robert) : Bouleversement, renversement de l'ordre établi, des idées et des valeurs reçues, surtout dans le domaine de la politique.

Le second sens de la notion de marginalité *entre* « s'inscrit dans le cadre des théories récentes qui ont insisté sur les formes disciplinaires des sociétés et, plus récemment, sur l'idée de société de contrôle ». Ainsi dans *L'Homme unidimensionnel*, Herbert Marcuse voit *the substratum of outcast and outsiders* susceptible de subvertir [bouleverser, renverser] de l'extérieur *le système*, mais il met aussi l'accent sur l'ensemble des attitudes d'échappement.

En France principalement, et en relation avec leur nietzschéisme, Foucault ou Deleuze ont insisté sur les multiples figures du *dehors* dans la marginalité. Le premier parle ainsi de la plèbe [le

peuple, la populace, la racaille] comme de quelque chose qui serait *le mouvement centrifuge, l'énergie inverse, l'échappée* des relations de pouvoirs, tandis que le second explique *qu'une société se définit moins par ses contradictions que par ses lignes de fuite*. Sous l'action d'impulsions minoritaires de dégagement, ce sont d'abord les *limites* du pouvoir qui sont éprouvées ou transgressées. Mais le dehors peut être aussi entendu comme ce qui, pénétrant le dedans, en défait les clôtures.

Dans la critique radicale de l'intériorité, la *marginalité* et les *marginiaux* apparaissent **comme la subversion** des modèles de repliement individualiste et d'enfermement privé ou, en retour, **comme l'ouverture de la société** sur ses autres, nomades, parias et étrangers.

On retrouve ici la dialectique ordre-désordre, l'informel devenant alors porteur d'un mouvement qui peut amener un changement de l'ordre de la société.

D-Dialectique du mouvement ordre-désordre officiel

Il apparaît intéressant de comprendre quels sont les rapports, les mouvements entre les sphères de l'ordre et du désordre.

Ainsi Georges Burdeau considère cette dialectique comme le *rythme* de toute politique. Si l'on observe la réalité, l'ordre apparaît comme un cadre dont le contenu est renouvelé par un perpétuel mouvement et tout se passe comme si chaque société cherchait à intégrer à son ordre les impératifs afférents aux forces de mouvement qui y introduisent le désordre. Le désordre apparaît donc comme un facteur principal de l'évolution du cadre de la société

G. Burdeau part du principe qu'il revient **aux pouvoirs politiques** de décider :

- « quelles sont celles de ces forces dont les objectifs peuvent être **assignés** aux mécanismes responsables de l'ordre existant » ;
- « quelles sont celles dont il convient d'**attendre** qu'elles soient plus sûres d'elles-mêmes et, par conséquent, plus respectables » ;
- et enfin « quelles sont celles qui, **en aucun cas**, ne sauraient être associées aux choix qui orientent le groupe ».

En partant de ce postulat, les pouvoirs politiques sont alors garants de la **normativité officielle**, c'est-à-dire de la normativité qui émane d'une autorité reconnue et constituée (telle que le gouvernement ou l'administration de la société) et de son évolution. Cette normativité officielle constitue le cadre de l'ordre.

G. Burdeau explique que cette dialectique de l'ordre et du désordre se traduit par un **mouvement**, ce mouvement peut se dérouler de deux façons :

- soit les forces de mouvement de *désordre* utilisent « **les voies régulières** pour introduire dans l'ordonnancement juridique les revendications qu'elles expriment » ; ce processus est principalement possible dans les régimes démocratiques où sont prévues des procédures grâce auxquelles peut être « institutionnalisé le constant rajeunissement de l'ordre social » ;
- soit « le mouvement tend à **substituer à l'équipe dirigeante des hommes nouveaux**, décidés à ériger en règles ce qui, au départ de la lutte, n'était encore qu'un programme de combat » : Cette

compétition pour l'objet du pouvoir peut aboutir à la révolution*, notamment dans les gouvernements forts de type *totalitaire*, autrement appelé *partis de l'ordre***.

Mais G. Burdeau conclue ainsi que « tout ce désordre qui semble se moquer des règles, vise à la conquête du titre qui permettra d'en établir de nouvelles ».

* déf° du *Petit Robert* – *Révolution* : changement brusque et important, voir transformation complète dans l'ordre social, moral

** déf° du *Petit Robert* – *Parti de l'ordre*: un régime totalitaire est un « régime à parti unique n'admettant aucune opposition organisée, dans lequel le pouvoir politique dirige souverainement et tend à confisquer la totalité des activités de la société qu'il domine »

Conclusion

En tant que sous-groupe du désordre, l'informel, défini comme le désordre officiel, nous apparaît comme une dimension composée d'une infinitude de comportements qui dénotent par rapport à la normativité officielle.

Les principales directions qui nous sont apparues sont :

1-l'informel comme stratégie d'intégration face à l'exclusion :

- l'informel pour survivre
- l'informel pour accéder à un idéal-une norme de vie légitimé

2-l'informel comme force de subversion :

- remettre en cause la nécessité de l'ordre
- remettre en cause et proposer d'autres finalités sociales
- remettre en cause les modalités de l'ordre en place, et proposer un nouvel ordre pour arriver aux finalités sociales.

Etant donné que nous considérons l'informel comme l'un des facteurs principaux du renouvellement de l'ordre et de la société, il nous paraît essentiel de proposer ce que seraient les caractéristiques principales des comportements informels.

A cette fin nous proposons la grille de questions suivantes.

Tel acte informel d'un groupe ou d'un individu constitue-t-il une infraction pour satisfaire un intérêt personnel ?

Cherche-t-il à remettre en cause la nécessité de l'ordre ou vise-t-il à introduire dans la société un ordre différent ?

Si la fin est d'introduire un ordre nouveau: s'agit-il de changer l'objectif, la finalité de la société, ou s'agit-il de changer l'ordre, les moyens mis en place, pour accéder aux mêmes objectifs ?

Existe-t-il un nouveau projet de société derrière ce comportement déviant ?

L'acte informel est-il motivé par une situation d'exclusion ? S'agit-il alors de survie (relative aux fonctions vitales) ou de la volonté d'accéder à des états-statuts-commodités qui sont valorisés ou banalisés par la société ?

Cet acte doit-il être perçu comme une stratégie d'intégration où l'individu-le groupe cherche à être plus proche des référents sociaux ?

Ou cet acte doit-il être perçu comme une force de subversion, car l'individu-le groupe propose des modes alternatifs à ceux légitimés par la société ?

Les mouvements de désordre utilisent-ils alors les voies régulières ou optent-ils pour une stratégie révolutionnaire ?

Enfin, quelle attitude adoptent les pouvoirs publics vis-à-vis de cet acte, de cette pratique informelle : Lui accordent-ils du crédit, cherchent-ils à l'assigner à l'ordre existant ? Doutent-ils encore de la position à adopter ? Ou refusent-ils catégoriquement de s'associer ?

≡ **Légitimation : dimension informelle comme facteur de l'évolution du cadre urbain et de la pratique et conception de l'urbanisme** ≡

Le désordre, la transgression, l'informel apparaît comme l'un des facteurs principaux de l'évolution du cadre de la société. On a également posé comme présupposé que (selon la définition de l'aménagement de F. Choay et P. Merlin) l'aménagement et l'urbanisme sont les disciplines qui mettent en ordre la ville, son espace et ses fonctions en vue de servir au mieux le projet social.

La ville, le territoire projeté par l'urbaniste, peut apparaître alors comme la modalité idéale pour atteindre la finalité sociale.

La dimension informelle de la ville, c'est-à-dire les pratiques informelles, le désordre urbain, constitue une force que la société va devoir absorber, selon la dynamique du mouvement ordre-désordre.

La dimension informelle de la ville apparaît donc comme facteur de l'évolution du cadre urbain ainsi que de la pratique et de la conception de l'urbanisme.

L'urbanisme doit donc prendre en compte ces réalités : la discipline de l'aménagement et de l'urbanisme ne peut pas s'arrêter à une conception idéaliste, utopiste : en tant que science de l'action et discipline pragmatique, elle se doit d'intégrer l'ensemble des réalités, qu'elles soient conformes ou transgressives au système de normes établi comme officiel par les autorités politiques.

Peut-on définir l'aménagement comme un ordre désirable ? c'est-à-dire qui cherche à faire évoluer un ordre établi ?

L'aménagement et l'urbanisme sont également les disciplines de l'évolution, de l'adaptation du cadre spatial et urbain. Reste à savoir si l'ordre désirable relativement à l'ordre établi ne doit être impulsé que par les instances de la société officielle ou s'il ne peut pas s'appuyer également sur l'ordre/le désordre proposé par la dimension informelle. Quoiqu'il en soit les appropriations informelles qui dévient les fonctions premières des espaces ou dévient les modalités pour les atteindre doivent être prises en compte.

L'objectif de la recherche ne s'arrête pas au constat de l'existence d'une dimension informelle de la ville et de la variété de forme qu'elle représente ; Il s'agit également d'explorer d'explorer les mécanismes de l'évolution des réalités et des pratiques de l'aménagement.

C'est à cette fin que nous proposerons une introduction:

1-aux motivations de ces pratiques informelles: Pourquoi existent-elles? Quelles réalités. quelles nécessités et quelles volontés sont à l'origine de leur existence?

2-à leurs degrés d'organisation : comment les individus à l'origine de ces pratiques se structurent-ils? S'agit-il de pratiques individuelles, de groupe? Existe-t-il une hiérarchie au sein du groupe? Ont-ils une identité juridique officielle?

3-à leur degré d'interaction avec la société

4-et enfin à la prise en compte par les aménageurs et les politiques des usages informels.
Tolérance, refus ou intégration?

Ces pistes seront développées dans les 5ème et 6ème chapitres. Mais afin de développer ces thématiques, cette recherche s'est appuyée sur deux cas d'étude qui sont présentés dans les chapitres suivants:

- *le Teatro Polivalente Occupato, autrement dit le TPO de Bologne, centri sociale italien*
- *l'analyse de la situation des squats d'habitat...*

Chapitre III

Analyse du Teatro Polivalente Occupato

L'étude du Teatro Polivalente Occupato de Bologne (Italie), autrement appelé le TPO, nous a permis d'aborder un exemple concret d'occupation informelle de l'espace dans la ville.

L'étude de ce cas s'est basée sur : la rencontre avec trois personnes fondatrices du TPO, très actives dans son fonctionnement, la rencontre avec la personne du service technique-urbanisme de la commune de Bologne responsable du projet de relocalisation du TPO, la fréquentation du lieu (fêtes, concerts, spectacles, ateliers, débats, Assemblées Générales du lundi soir), et les discussions informelles avec des habitants de Bologne qui connaissent le lieu.

Après avoir présenté le TPO à travers son historique, nous poserons les caractéristiques qui font que ce lieu est informel. Nous expliquerons également l'équilibre financier et gestionnaire sur lequel le projet du TPO repose, où autogestion et relations avec les institutions sont essentielles.

Au-delà de son caractère informel, à la frange de l'illégalité, nous nous attarderons sur la singularité du projet du TPO relative à son organisation, son projet artistique, sa démarche politique et ses fonctions économiques-sociales-éducatives et urbaines.

Nous aborderons également les différents degrés d'interaction avec la population et le contexte urbain, ainsi que les différents niveaux de légitimité que trouvent le TPO.

A-Historique

A partir de témoignages de personnes ayant adhéré dès les premières occupations à l'aventure du TPO, nous avons reconstitué un bref historique.

1-Le vieux TPO

Le TPO originel, se situait dans le centre ville de Bologne (Italie), dans un théâtre inachevé via Indepenza. La construction de ce théâtre avait été entreprise par l'Accademia delle Belle Arti (Académie des Beaux-Arts) dans les années 50, mais les travaux ne furent pas achevés. Dans les années 1990, le théâtre est utilisé comme dépôt de l'Accademia ; Une expertise conclura que finir les travaux et remettre aux normes ce théâtre coûterait une somme exorbitante (cependant les chiffres ne nous ont pas été communiqués), et que la solution de la destruction serait la plus logique.

L'aventure du TPO commence en 1995, lorsque cinq compagnies de théâtre occupent de manière éphémère le théâtre et l'animent de quelques représentations. Cette action souligne alors :

- d'une part l'existence de ce théâtre non-employé, et la problématique des espaces publics désaffectés en centre ville ;
- d'autre part le manque d'espaces de répétition et de représentation pour les jeunes compagnies de théâtre.

Cette initiative se transformera rapidement en occupation permanente qui durera 5 ans.

Le groupe des permanents qui s'installe alors au TPO, rassemble une vingtaine de personnes. Sont alors organisés des performances, des festivals de théâtre musique et danse où les compagnies résidentes et d'autres compagnies extérieures invitées présentent leurs travaux, des stages de formation aux arts du spectacle, etc....

Des fêtes d'autofinancement ouvertes au public sont organisées. La place de l'autofinancement dans la question budgétaire est l'une des caractéristiques essentielles de ce type d'expérience.

2-L'expropriation

La complexité de la situation foncière du TPO, qui appartenait à l'Accademia delle Belle Arti et dépendait donc du ministère de la culture basé à Rome, a compliqué les procédures d'expulsion. Celle-ci était souhaitée par différents acteurs locaux, notamment par l'Accademia delle Belle Arti qui voulait récupérer ses locaux pour y établir un atelier de sculpture, certains parlent également d'un malaise de voir le contraste entre le lieu emblématique de la culture académique, côtoyé par le TPO, un lieu de profusion d'une culture marginale et de « débauche de la jeunesse ».

En août 2000, les occupants sont expulsés du vieux TPO.

3-La reconnaissance d'un droit à exister, transfert de lieu

Cependant lorsque la commune a expulsé les occupants du TPO, la question de la légitimité de leur action et de leur existence s'est posée.

Les **mouvements** des occupants, des personnes engagées dans des expériences similaires. (notamment en ce qui concernent les centri-sociali/ centres sociaux) et des usagers ont mis sur la scène le droit d'exister d'une expérience telle que celle du TPO. Les menaces de l'équipe du TPO



**Eté 2000: Manifestation contre la
fermeture du TPO**

source: TPO

d'occuper illégalement un autre lieu, appuyé par le réseau des centri sociali italiens a pressé les politiques à trouver une solution.

Une **réunion** avec le préfet, représentant de l'état et du ministère de la culture, quatre parlementaires, des représentants de la Province et de la commune, s'est arrêtée sur la sentence selon laquelle le TPO est désormais considéré comme un lieu reconnu comme ayant le droit d'exister. Suite à cette reconnaissance, la commune a du s'engager à **trouver un autre lieu** pour le TPO.

En septembre 2000, l'équipe du TPO exige un **type de convention particulier** pour l'occupation du lieu. Elle compose un *gruppo di fatto* de 53 personnes (statut qui n'est pas institutionnel, mais qui a été exigé par l'équipe du TPO, sa spécificité est de partager la responsabilité de l'association entre tous les adhérents, chacun est responsable pour 1/53^{ème}, la validité de ce statut devant le système juridique n'est cependant pas garanti) et le TPO s'installe dans une **usine désaffectée** à 2 km de la vieille ville, au 3 via Lenin.

L'usine du nouveau TPO est plus éloignée du centre mais est desservie par les bus urbains. Et bien qu'il ne s'agisse plus d'un théâtre, le bâtiment est beaucoup plus grand et offre des multitudes d'espaces de diverses dimensions et atmosphères à aménager et à exploiter...Nouveau lieu, nouveau statut sont autant de conditions qui ont créé de nouvelles opportunités.

Dès le départ le groupe du TPO :

- s'inscrit dans une certaine illégalité à travers l'occupation d'un lieu sans-titre.
- s'inscrit dans une dynamique politique et militante : l'équipe cherche à résoudre certaines lacunes du système urbain, tout en révélant ses propres contradictions (manque d'espaces pour la création théâtrale, et espaces publics vides qui ne sont pas affectés).
- s'inscrit dans une démarche politique qui cherche à perturber l'ordre pour en proposer un nouveau, à travers les usages.
- s'inscrit dans une légitimité de la part d'une partie des citoyens et de l'opinion publique.

B- Informalité

L'exemple du TPO s'inscrit dans une situation d'occupation informelle d'un espace urbain désaffecté ; en effet la permanence dans la friche industrielle du 3 via Lenin est désormais de nature illégale étant donné que le bail ne prévoyait l'occupation que jusqu'en septembre 2001.

Cependant les paragraphes suivants nous montrent également :

- comment le TPO s'inscrit dans une volonté, une logique de régularisation de sa situation vis-à-vis de sa situation de squat, en partenariat avec les institutions.
- comment la dimension informelle de l'occupation et de l'aménagement de la friche s'entrecroise avec d'autres aspects du fonctionnement du TPO à la frontière ou dans l'illégalité.

1-Une convention d'occupation du lieu caduque

Suite à l'expulsion d'août 2000, la municipalité de Bologne a attribué temporairement à l'équipe du TPO une usine désaffectée, au 3 via Lenin, pour une durée de 1 an.

Pendant un an, le TPO a pu occuper gratuitement cette usine ; les charges étant payées par la commune. Cette usine désaffectée, localisée à 2 km du centre ville, mais néanmoins dans Bologne, appartient à un propriétaire privé.

La convention, signée entre la municipalité et le *gruppo di fatto* du TPO n'est plus valable depuis septembre 2001. Le TPO se maintient dans cette usine, payant un loyer mensuel symbolique de 250 euros, les frais d'eau, d'électricité et de chauffage restant à la charge de la commune.

Cependant cette situation est précaire puisque, étant donné qu'il n'existe pas de véritable bail d'occupation entre le TPO et le propriétaire des locaux, ce dernier pourrait exiger de récupérer la friche afin de l'utiliser à des fins diverses.

2-Vers une régularisation de la situation

La commune de Bologne s'est engagée à trouver un nouveau lieu, à *plus long terme* pour le TPO puisque le bail temporaire d'occupation de l'usine est désormais caduc.

La Région Emilia Romagna a attribué 450 000 euros à cette fin. Le nouveau lieu serait une friche appartenant à la *Società Ferroviaria dello Stato*, via Camilio Casarini. Cette dernière est prête à louer à la commune la friche pendant 20 ans. La commune s'engage alors à acquérir le terrain et à se porter maître d'œuvre pour les travaux d'aménagement. Les modalités de convention entre la commune de Bologne et le TPO sont encore à définir : on pourrait s'attendre à ce qu'il y ait des compromis de la part des deux parties.

3-La frontière entre légalité et illégalité

La situation légale du TPO est fragile, en raison d'effractions au droit commun sur de nombreux points:

- bail caduc de l'occupation du lieu
- non paiement des taxes des concerts, du débit de boisson alcoolisé
- travail au noir de nombreux salariés
- normes de sécurité qui ne sont pas toutes respectées
- tolérance envers l'usage (et non pas la commercialisation) de drogues douces

Cependant selon les militants, ces règles sont transgressées afin de pouvoir agir. L'application de toutes ces lois empêcherait l'intervention du TPO sur les plans artistique, social et politique. Il s'agit selon eux d'une **transgression au service d'une conception de l'intérêt général**.

Cependant une vigilance persiste pour éviter actes de violences et deales de drogues au sein du TPO. L'engagement de l'équipe par rapport au droit civique est important.

Cette situation d'infraction par rapport au droit **remet en cause l'égalité des citoyens** devant la loi. L'exemple du TPO pose la question de l'acceptation de l'infraction au nom d'une manière de concevoir l'intérêt général, mais cette tolérance ne serait-elle pas la porte ouverte à d'autres dérives ? (exemple du centro sociale Leoncavallo de Milan qui avait été accusé d'abriter et de cautionner les terroristes des brigades rouges).

Le statut du *gruppo di fatto* est également à la frange de la légalité, il n'est pas reconnu explicitement par les organes juridiques, cependant les institutions (commune et Province de

Bologne, Région Emilia Romagna) le reconnaissent comme valide puisque des partenariats de projets, et de financement sont contractualisés avec lui.

C-Précarité, autogestion et relations avec les institutions

La situation informelle du TPO est également couplée à une situation de précarité où l'autofinancement et les quelques relations avec les institutions sont essentielles à l'existence du projet du TPO.

Notons cependant que les partenariats avec les institutions n'ont pas toujours été systématiques avec le TPO, elles ne datent que d'août 2000 après l'expulsion du vieux TPO et que une réunion des différentes autorités publiques avait reconnu le TPO comme projet d'intérêt public pour la ville.

1-Précarité économique

L'équilibre économique du TPO est précaire. Le fonctionnement se base principalement:

- sur le **volontariat** de nombreux militants, qui apportent leur compétence et leur soutien,
- sur les **quelques aides** des institutions (qui restent insuffisantes au fonctionnement)
- et sur les stratégies d'**autofinancement** (fêtes, bars, etc.).

Des subventions publiques de la province de Bologne et de la région Emilia Romagna sont également attribuées en fonction des projets.

Mais étant donné que le fonctionnement du TPO ne se calque pas sur les découpages institutionnels, et que cette expérience ne rentre pas dans le champ des structures culturelles labellisées, il est difficile d'obtenir des budgets conséquents, et il est nécessaire de faire la démarche auprès de différents services des institutions (culturel, artistique, social, enseignement...), ceci du fait de la multiplicité des disciplines accueillies au sein du TPO.*

Du fait de leur transversalité, les projets bénéficient de **sources de financement plus hétérogènes** que celles des équipements et des projets conventionnés.

De véritables **compétences d'ingénierie financière** sont mises en œuvre, afin d'assumer les frais de fonctionnements, d'aménagement et d'apporter aux projets artistiques et culturels les outils dont ils ont besoin.

Les dépenses sont diverses et variées : frais de fonctionnement, participation à des mouvements politiques (défilés lors des manifestations, voyages humanitaires), créations artistiques, communication, aménagement et équipement du lieu...

Cette gestion de la précarité économique (budget associatif qui ne reçoit pas les aides à la hauteur de ses projets, mais qui fait appel à d'autres ressources pour les réaliser) peut également être prise comme un moyen ou plutôt une opportunité :

- de garder une certaine autonomie politique des activités et de la programmation du TPO

* Il est intéressant de constater qu'en France, le ministère de la culture et de la communication a lancé une étude sur ces lieux intermédiaires. Dans le rapport *Friches, laboratoires, fabriques, squats, projets pluridisciplinaire, ... Une nouvelle époque de l'action culturelle*, Fabrice Lextrait propose alors une évolution des systèmes d'aides à la culture afin de soutenir ce type de projet alternatif

-de lutter et d'éviter la **normalisation** de la production et de la création artistique et culturelle, que l'on reproche parfois aux théâtres *stabili* (d'état).

2-Les relations avec les institutions

Malgré le caractère illégal de l'organisation du TPO, son statut au sein de la ville et ses perspectives de développement sont très liés à ses relations avec les institutions.

Celles-ci sont en effet primordiales pour **éviter l'expulsion, pérenniser la structure et aider** (financièrement ou matériellement) **au développement** des activités et de la programmation.

→ Les aides de la Province et la Région Emilia Romagna :

- Leur rôle consiste essentiellement à attribuer des fonds au TPO en fonction des projets (aide au développement artistique lors de l'organisation du festival *4 for TPO*, aide aux actions de lutte contre l'exclusion, etc.). Ces aides au projet ne sont pas attribuées systématiquement : elles varient en fonction de l'utilité reconnue aux projets proposés ; selon Carlo, cette évaluation est importante car elle témoigne d'un intérêt porté à la qualité et à la pertinence des actions menées.
- Dernièrement la région a attribué 450 000 euros à la commune de Bologne, afin que cette dernière se porte maître d'œuvre pour l'acquisition et l'aménagement d'un nouveau lieu pour le TPO (aide à l'installation).

→ La Commune de Bologne :

Les relations avec la commune sont **conflictuelles** du fait du contre-pouvoir et de la situation illégale du TPO et aussi de ses actions politiques provocantes vis-à-vis de la couleur majoritaire du conseil municipal. Cette situation freine les partenariats possibles et donc le cheminement vers une éventuelle pérennisation du TPO.

-Jusqu'en septembre 2000, la commune n'apportait aucune aide, ni financière, ni matérielle au TPO.

-Depuis la commune aide le TPO sur le plan des infrastructures: Elle a permis au TPO d'occuper l'usine où se trouvent actuellement les locaux du TPO, en payant le loyer et les charges.

-Actuellement l'administration communale **travaille à un futur lieu du TPO**. La province a attribué une subvention afin de permettre une implantation à long terme des activités du TPO, et l'institution communale se porte maître d'œuvre pour :

- l'acquisition- location d'un terrain appartenant actuellement à la société ferroviaire nationale
- l'aménagement de cette friche
- la concession du terrain à l'équipe du TPO.

Les modalités de chacune de ces étapes ne sont pas encore fixées, des négociations sont encore en cours. Des compromis devront être acceptés de la part des deux parties : la commune, et l'équipe du TPO. Ces compromis permettront de visualiser le seuil de tolérance, de souplesse, des institutions et du TPO. Ces tractations témoigneront également du potentiel d'intégration et de reconnaissance de ces types d'expérience qui se veulent d'intérêt général tout en se situant en marge de la société (sur le plan administratif et légal).

De dialogue entre ces deux parties, on peut imaginer trois grandes directions quant à l'évolution possible de ces relations :

- soit ghettoïsation du TPO dans une radicalisation du mouvement et d'un renforcement du conflit avec la commune ;
- soit pas de changement réel par rapport à l'équilibre de la situation actuelle, seulement le transfert de lieu ;
- soit initiation d'un véritable partenariat avec la commune, qui pourrait mener à un projet de développement culturel commun (avec acceptation de compromis des deux parties)

D-Une proposition alternative aux schémas institutionnels

La singularité ne tient pas seulement du fait de ses aspects informels, le projet qu'il propose mérite d'être présenté sous ses différentes facettes.

L'organisation de son équipe, son statut et son rapport au public illustre la singularité de la démarche. Le projet artistique mêlée à une démarche de repolitisation de la société, et mixé à des fonctions économiques sociales éducatives et urbaines témoigne également d'un nouveau type d'équipement culturel.

En décalage avec les institutions, non conforme aux structures officiellement soutenues, le TPO, à travers l'originalité et la qualité de son projet, a la légitimité du milieu artistique ainsi que d'une partie de la société civile qui reconnaît son utilité sociale.

Après avoir présenté le projet du TPO, nous aborderons de manière synthétique : les différents degrés d'interaction du TPO avec la société et la ville et les facteurs qui aident à sa légitimité.

1-Organisation du TPO :

Statut, convention d'occupation des lieux, économie, mode d'action et relation avec les institutions sont autant de points sur lesquels la situation du TPO pourrait apparaître précaire. On peut donc se poser les questions de la pertinence et de la pérennité de ce type d'expérience, mais on peut également analyser la part de liberté permise par cette situation marginale.

L'intérêt du TPO tient en partie à l'organisation de son équipe, qui à travers son statut, son équipe interdisciplinaire, son mode de direction collégiale, la qualité de sa programmation faite par recoupement multiple, et la redéfinition des rapports professionnels-publics-amateurs propose un mode de création de formes artistiques, culturelles et sociales sophistiqué qui cherchent en permanence à s'inscrire dans les mécanismes d'une innovation singulière.

a-Le gruppo di fatto, un statut précaire

En septembre 2002, lors des discussions avec les institutions et la municipalité, l'équipe du TPO a exigé un type de convention particulier pour l'occupation du lieu. Elle compose depuis un *gruppo di fatto* de 53 personnes.

Cette formule de *gruppo di fatto* est utilisée pour le TPO:

1-comme mode de lutte citoyenne et politique : étant donné qu'aucune forme juridique ne semble adéquate à leur action communautaire, ils ont créé une **forme statutaire « à leur mesure »**. (« Les formules légales ne correspondent jamais à la réalité, aussi chercher à trouver un nouveau type de formule relève d'une recherche d'un mécanisme de la démocratie » dit Carlo, militant actif du TPO).

Dans le cas où aucun de modèle ne convient, selon l'équipe du TPO, il est justifié d'en inventer de nouveaux.

2-comme **refus de faire porter la responsabilité de la structure par seulement quelques personnes** : étant donné que, depuis le début de l'aventure, les actions du TPO sont souvent à la frontière entre la légalité et l'illégalité, reconnaître un directeur de structure ou d'association reviendrait à individualiser le risque pris collectivement.

Ce statut apparaît donc déjà comme une action politique qui vise à souligner, et à résoudre par la même occasion, ce qui est perçu comme un problème de rigidité et d'inadéquation des institutions. Cependant, la validité de cette formule ne sera peut-être pas prise en compte en cas de contentieux devant le tribunal. Il s'agit d'un **statut précaire**.

Cette **collégialité** pose également de nombreuses questions vis-à-vis des personnels administratifs qui doivent appréhender ces organisations. Dans les structures traditionnelles, les collectivités publiques sont en relation avec un individu (le directeur) qui assume les choix et est généralement nommé pour cela. Mais au TPO, la pluralité d'acteurs, la multiplicité des nœuds décisionnels, le refus de personnalisation de la direction sont autant de pratiques qui décontenancent les responsables institutionnels. En fait ce qui est contesté dans ces pratiques tient à l'impossible contrôle des projets qui, par leur démarche pragmatique ont installé un système qui, malgré une dépendance très forte à la relation institutionnelle (éviter l'expulsion ou faire augmenter ses subventions impose une grande capacité de négociation), a **garanti une certaine autonomie politique**.

Il est intéressant de constater que ce type de statut a été repris pour le *centro sociale* Fioraventi de Bologne.

b- Une équipe interdisciplinaire:

L'équipe du TPO est composée d'environ 80 personnes, plus ou moins engagées dans la structure. Parmi ce groupe, on dénombre des professionnels du spectacle et de la communication. (intermittents du spectacle - artistes et techniciens-, des graphistes, etc.) et des amateurs (travailleurs ou étudiants). Cette équipe travaille la plupart du temps de manière bénévole, la base commune est de croire à l'aventure, à l'utilité et au développement des activités du TPO. Ces personnes reçoivent de temps en temps une indemnisation lorsque les financements le permettent.

Le TPO fait également appel à des intervenants extérieurs rémunérés (pour le nettoyage, le collage d'affiche et parfois d'autres techniciens du spectacle) et accueillent des compagnies et des artistes extérieurs au TPO.

Au sein de l'équipe on retrouve différents **groupes par activités**, qui se répartissent en résidences, en compagnies, en groupe ou en ateliers. Le TPO est formé de **commissions** plus ou moins formelles, dont les missions plus précises sont au niveau du fonctionnement de la structure: la communication, la réalisation d'affiches, le bar, les comptes, etc.

Parmi les groupes en résidence au TPO, on dénombre :

- Des compagnies de théâtre et de danse : Amorevole Compagnia Pneumatic, Stamina, VI-KAP, Zimmer Frei, gruppo elettrogeno, Compagnia Mantanimercante
- Il Centro di Ricerca Coreografica (centre de recherche chorégraphique), qui organise des stages de danse tout au long de l'année
- Des groupes de musiques et des associations de diffusion de la promotion musicale: Jazz Marmo, Lady Orange, H2O, Dj's Crew
- Un atelier de cinéma et de vidéo : Visual City Virus
- Une librairie alternative et politisée: Info Shop
- Un sex-shop féministe : Sexy Shock
- Des ateliers de plasticiens: Blanka Ynegro, Scuncli Funcli
- Un atelier de travail de la voix: Laboratorio Vocale Sperimentale
- Une association militante contre l'exclusion sociale : YaBasta
- Un lieu de restauration rapide et de débit de boisson :Kafon Bar
- Le siège bolognais des médias indépendants : Indymedia Bologna

c-Un mode de direction collectif

Les **réunions du lundi soir** sont orientées soit sur les directions politiques que doit prendre le TPO (ex : quel discours adopter lors de la manifestation pour la préservation des droits sociaux des travailleurs), ou pour mettre en place des projets et des événements.

Lors de cette réunion, les intéressés peuvent s'exprimer. Puis chaque sous-groupe travaillera, en tenant compte, dans la mesure du possible, des avis donnés lors de la réunion du lundi soir, donnant ainsi des événements d'une grande diversité artistique. Des personnes extérieures au quotidien du TPO peuvent également faire des propositions : organisation d'un stage, utilisation d'une salle pour répéter, programmation d'un spectacle.

A travers ce mode de décision et de collégialité, c'est la nature même du **projet culturel** qui est remise en question : la nature des décisions, des choix à arbitrer, des politiques à impulser. Ces **modes de direction ré-interrogent la question de la création collective**, sur le plan culturel, comme sur le plan artistique.

Par exemple, l'organisation du *Festival 4 for TPO*, qui présentaient le travail de 5 compagnies de théâtre, qui s'étaient associées à l'occasion avec des musiciens, et des plasticiens. Autre exemple la *Festa della Vibra* réunissait : des représentations musicales, des démonstrations de Capoeira, des stands d'information sur l'action de Yabasta au Zappas, des projections de films documentaires et de films expérimentaux, des stands culinaires, des scénographies mises en place par les plasticiens, etc.

Directement liée à la problématique de la direction, la politique de programmation des projets est souvent difficile à appréhender, car cohabitent des démarches très différentes. La programmation se produit en fonction des contextes et par des **recoupements multiples** (entre disciplines, objectifs, moyens disponibles, etc.), (cf. description de la *Festa della Vibra*).

Ce qui compte dans cette approche, c'est le travail et l'accompagnement qui va pouvoir être fait de cette programmation qui ne trouve **son sens que dans le réel, l'action, le terrain**. Le projet n'est pas préconçu, les grandes lignes sont données lors de la réunion principale, et chaque groupe va répondre à la demande collective, en cherchant à se connecter aux propositions de chacun.

ecn

isole nella rete



ya basta!

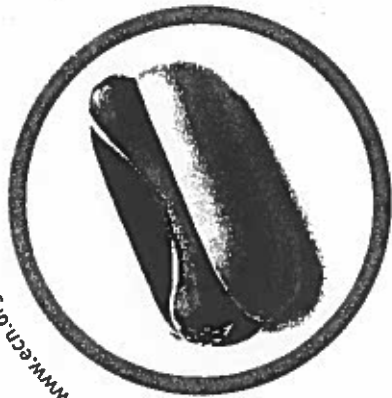
Bologna-Europa-Planeta Terra
 Il 1° Gennaio 1994 un esercito di piccoli uomini e piccole donne indigene scende dalle montagne del sud-est messicano ed occupa il Municipio di San Cristobal de Las Casas, in Chiapas. Dietro una pipa incorniciata da un passamontagna il Sub Comandante Marcos dichiara guerra al governo Federale: l'EZLN combatterà fino a quando non saranno riconosciuti i diritti dei popoli indigeni. Il bisogno di democrazia, libertà, giustizia spinge un piccolo "esercito di sognatori" ad urlare di fronte al gigante neoliberista: "Ya Basta!". Sarà questo il nome scelto per l'Associazione da alcuni esponenti dei centri sociali che partecipano nel 1996 al 1° Incontro Intercontinentale per l'Umanità e contro il Neoliberalismo. In accordo con l'EZLN, "Ya Basta!" promuove e sviluppa progetti di vario tipo: dalla turbina idroelettrica per "La Realidad" e al Progetto sanitario "Los Altos". Sono iniziative diverse accomunate dall'esigenza di tutelare e rafforzare l'autonomia dei municipi autonomi rispettando le scelte delle comunità. Nel 1998 il Ponte in Volo per il Chiapas, rappresenta un forte contributo alla rottura dell'accerchiamento militare operato dal Governo Federale dopo la strage di Acteal e costa l'espulsione dal Messico ai 130 partecipanti. Nel dicembre del 2000 una delegazione italiana consegna la turbina a La Realidad. Quasi tutti riparlano per il Messico nel Febbraio successivo fra le trecento tute bianche che scortano la Comandancia dell'EZLN da San Cristobal a Città del Messico nella Marcia della Dignità indigena, saluita dagli zapatisti come un nuovo levantesimo. Essere zapatisti da questa parte del mondo ha significato un ripensamento del linguaggio, dell'azione e della lotta a fianco delle moltitudini che si ribellano al nuovo potere dell'impero postfordista: la moltitudine dei senza documenti, senza terra, senza voce, senza diritti. Oggi, l'Associazione "Ya Basta!", si muove anche all'interno della Regione Emilia Romagna, e ha contribuito alla costituzione del Bologna Social Forum nel proposito di contrastare, sul piano locale, le drammatiche ricadute del processo di globalizzazione economica, con particolare riferimento alla condizione dei migranti. Nonostante le differenze fra i due mondi si di qua e al di là dell'oceano il cerchio si chiude nelle parole del Sub comandante Marcos: "non è necessario conquistare il mondo, basta rifarlo di nuovo".

Sede: Viale Lenin, 5 Bologna Tel. 051/287731 e-mail: yabasta.bologna@tin.it

sexyshock

Il progetto SEXYSHOCK nasce da un gruppo di donne attive in varie esperienze dell'autorganizzazione bolognese. È un laboratorio politico aperto alle donne e uno spazio pubblico di discussione ed elaborazione. Le aree di ricerca sessuale sono sicurezza, lavoro, biotecnologie, linguaggio e comunicazione, sessualità. Il primo dispositivo politico usato è "la SEXYCHIESTA", che cerca di indagare l'immaginario sessuale di uomini e donne a partire dalla pornografia.

www.ecn.org/sexyshock



Sexyshock è dunque un progetto di ricerca, una prospettiva critica, uno sguardo. Ma Sexyshock è anche un luogo. E non è un luogo qualsiasi.

È il primo sexyshop autogestito da donne e rivolto alle donne in Italia. Ma Sexyshock non funzionerà come vetrina, assomiglierà di più ad un portale della rete Internet. Un iper-luogo disseminato di links, un circuito con cui poter interagire che conduce ad altri circuiti. Un luogo in cui sollecitare la sessualità, alla cultura mercantile e resistenti ad una cultura delle relazioni capace di valorizzare le differenze, lontana dai giudizi e dalle semplificazioni, dai ruoli e dagli irrigidimenti identitari.

Perché le donne vogliono tornare ad occuparsi di sessualità?

Perché "la sessualità" è il grado zero del desiderio di connessione.

Perché vogliamo provare a parlare di corpo, di piacere, di desiderio come universi di senso e motori di trasformazione, di mutamento, come esperienze complesse che coinvolgono l'intera persona, il soggetto nella sua totalità.

Perché i corpi lavorano, comprano, vengono violentati, prostituiti, ma desiderano anche, provano piacere, fanno l'amore.

Perché questa complessità non viene riconosciuta, non ha ancora un sistema di rappresentazione. Sembra che non sia comunicabile perché "contraddizione vivente".

Ma la realtà è fatta di questo: contraddizioni che vivono, si muovono, si attraversano, si contaminano e mutano.

Lasciamole parlare. Lasciamole godere.

nfosho

Le diverse forme di sapere, espresse attraverso la carta stampata, sono raccolte e custodite per essere conosciute

forma di comunicazione che trasforma la

parola in azione.

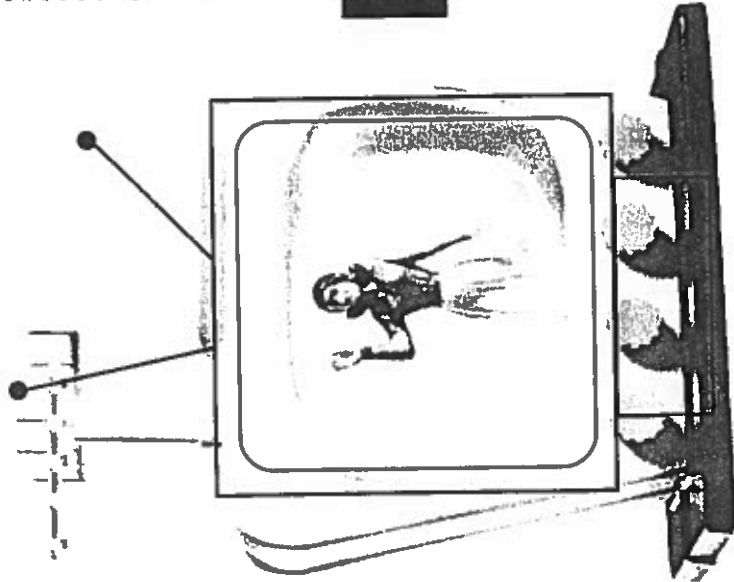
Le TPO, un lieu inter-disciplinaire
 source : programme 2002 du TPO

GRUPPO FOTO TPO

La necessità di un'archiviazione fotografica degli eventi fa nascere la camera oscura al TPO, permettendo ai fotografi di seguire tutto il ciclo di "nascita" della foto, dallo sviluppo alla stampa, rendendoli creatori e protagonisti della propria arte. Fra le competenze del gruppo rientrano le foto di scena, book e servizi fotografici.

POLYANA

Progetto nato dal bisogno di fare un uso diverso dell'immagine fotografica, liberandola dalle pareti delle gallerie, dagli archivi, dai libri o dai depliant che la imprigionano in un triste status di oggetto sacro, intoccabile perché immagine artistica unica. L'amore per la diapositiva, per un'immagine fatta di luce, effimera e atmosferica, avvolgente e calda, palpabile e attraversabile, trasformabile col proprio corpo e trasformata da esso, la nascono immagini che esistono solo per lo spettatore, nell'istante in cui lo guarda, che si consumano nella loro fruizione, che vivono di un loro ciclo proprio, dotato di nascita, vita, morte. Una deposizione che diviene installazione che crea ambienti, sensazioni, con l'ausilio di suoni e odori coi quali si completa. Una foto che può narrare con movimento, velocità, senza ricorrere al video, ma con una sua intrinseca narrazione, pur conservando l'istantaneità tipica dello scatto.



VISUAL CITY VIRUS

Laboratorio multimediale che si occupa principalmente di produzione di cartoni animati e documentari, realizzazione di siti internet e cd multimediali. Ha sviluppato particolari capacità nei lavori di documentazione di eventi live quali concerti e spettacoli teatrali. Attivo nel campo della comunicazione e dello sviluppo di progetti e strutture che mirino alla partecipazione dal basso nella produzione dell'informazione, partecipa al progetto Indymedia fin da quando è nato in Italia, sviluppando competenze e capacità nuove soprattutto nell'ambito dell'ottimizzazione di video fruibili su internet, disponibili quindi al maggior numero possibile di persone. Un progetto futuro è la realizzazione di strutture comunicative attraverso lo sfruttamento della fibra ottica, che si sta diffondendo nelle principali città italiane tra cui Bologna, mirando alla partecipazione attiva dei cittadini nei processi di produzione dell'informazione. vccn.org, info: 3488810657/3406039260

Le TPO, un lieu inter-disciplinaire
source : *programme 2002 du TPO*

CENTRO DI RICERCA CINEMATOGRAFICA

Un centro di formazione e di ricerca sulla coreografia e sulla composizione del movimento. Uno studio del segnalibro e gestuale, mediamente correlato alla scrittura, dove il movimento viene integrato da un guida di vista completa nella sua relazione con il tempo e con la musica, con l'organizzazione dello spazio, con l'immagine, con il gesto teatrale e con la drammaturgia.

L'attività di ricerca coreografica è organizzata in workshop settimanali mensili di un coreografo, con un lavoro intensivo di 4-5 ore giornaliere. Al termine di ciascun modulo viene presentata una ricerca coreografica. Da febbraio il centro di ricerca capta professionisti che lavorano nei territori oltre a laboratori di approccio pratico e teorico e tematico di gestione del corpo, rassegne di videodanza, incontri e conferenze, nonché nelle direzioni di ricerca della danza e della coreografia, rassegne e presentazioni di lavori e spettacoli di coreografi e coreografe, italiani e non. Quest'anno collaborano al progetto: Anna Alberici, Nicola Ludovini, Giancarlo Sasso, Alessandra Sisti, Fabiana Fazio, Cristina Rizzo (Milano), Maria Dalia Riva, Mel, Enrico Franco, Lucia Giacomini e Emanuele Parthieu (Largo argentino).

info: Galea.3488264157

video

teatro

LA PROGRAMMAZIONE DELLO SPEDIZIONE RIVANTO

Era il 1995 quando il Teatro Polivalente Organizzò la sua prima programmazione teatrale nello spazio di Via Irera. Sono passati sei anni e ancora oggi ci ritroviamo a vedere una programmazione. La convenzione e il valore dell'arte teatrale, considerata come linguaggio in divenire e in trasformazione che discute e trasforma i linguaggi altri del mondo.

Una programmazione, quella di quest'anno, che si pone come specchio della realtà, da un lato come specchio interno che riflette l'immagine e l'idea costruita da tutta la gamma di artisti che accompagnano il TPO e dall'altro una specchio esterno, rivolto e schierato, appunto, sulle trasformazioni del mondo. E così che quest'anno ci dedicheremo alla nuova drammaturgia contemporanea, al concetto di popolare e alla ricerca di nuovi canali espressivi, mettendo a disposizione gli spazi del TPO, con una programmazione che sarà felice, prelibata, ma non decisa. Una spettacolo che presenterà i processi più attuali, una spettacolo immagine e allo stesso tempo reale.



Chaque groupe a alors travaillé selon sa spécificité, en suivant les grandes lignes décidées aux réunions. Une grande campagne de communication et de publicité a également dû être menée parallèlement.

La plupart des projets programmés sont en effet inventés progressivement avec leur contexte. Ce qui compte dans ce type de programmation tient en effet plus à l'implication, **à la rigueur, à la générosité** de chaque intervenant qu'à la qualité conceptuelle de l'*a priori*, « des projets *a priori* mieux pensés et plus cohérents » ; ce qui ne signifie pas que la réflexion conceptuelle soit bannie ou peu importante, bien au contraire, mais qu'elle est inscrite dans un réel et non pas dans une série de présupposés.

Ce principe de coordination par ajustement mutuel est le trait dominant de l'*organisation innovatrice* ou *adhocratie* (Eve Chiapelleo -*Artistes versus manager*- Metaillé- 1998). Cette coordination veut dire que les personnes vont passer beaucoup de temps dans les interactions, les discussions, les relations interpersonnelles. La structuration sera réduite au minimum. L'adhocratie est, selon H. Mintzberg, la seule forme d'organisation capable de concevoir des **innovations sophistiquées**. Elle travaille avant tout par projet.

Ce mode de fonctionner ne correspond cependant pas à celui de l'administration qui est habituée à financer des projets plus clairement énoncés au départ et qui concerne moins de disciplines à la fois.

d-Redéfinition des rapports professionnels-amateurs-publics/ population.

La ré-interprétation des rapports entre professionnels, amateurs et publics est l'une des caractéristiques du TPO, et de ce genre d'expérience.

Professionnels du monde du spectacle et amateurs (pratiquants, initiés, publics) se retrouvent à travailler ensemble autour des projets.

Il nous semble intéressant d'établir des repères pour identifier les différentes catégories de publics.

Fabrice Lextraït distingue les publics *spectateurs*, les publics pratiquants et les publics internes.

1-les **publics spectateurs** sont les publics qui participent aux propositions événementielles des projets : diffusion d'un spectacle, d'une exposition, la tenue d'un débat ou l'organisation de portes ouvertes. Les publics *spectateurs* pourraient se distinguer ainsi :
Les *curieux* qui se retrouvent dans l'ensemble des espaces ouverts d'une façon régulière au public /Les *pointus*, qui fréquentent en fonction de la spécialisation du projet/ Les *publics de proximité*, qui sont proches des amateurs impliqués dans le projet / les *occasionnels* qui viennent pour voir.

2-les **publics pratiquants** qui ont une relation de pratique artistique, culturelle, éducative ou sociale les mettant eux-mêmes en jeu au sein du lieu et du projet. L'implication de ces publics de tous âges est l'une des caractéristiques qui permet de dire que ces lieux sont tout autant des lieux du jour que de la nuit, car les publics pratiquants (ateliers vidéos, stages chorégraphiques, débats politiques, ...) accèdent au TPO selon des modalités très différentes, en groupe ou individuellement, dans une logique de formation ou de temps libre.

3-les **publics internes** correspondent, quant à eux, à l'ensemble des publics qui fréquentent le lieu très régulièrement dans le cadre d'une activité professionnelle ou amateur, qu'ils soient artistes, techniciens, journalistes, graphistes, informaticiens ou barmans. Ils sont impliqués dans l'aventure du TPO à travers leur disponibilité, leurs compétences ou leurs réseaux professionnels mis au

service de la structure. Ces publics sont au TPO très importants et doivent être considérés à part entière, car c'est dans les relations qui vont se nouer ou se développer entre eux que résident une des parts importantes de la réussite du projet. L'informalité des contacts tissés tout au long de ces occasions (hybride entre le travail, le civil, la convivialité, le festif) est essentielle à préserver et à cultiver afin que la culture commune du lieu et du projet soit dynamique et vivante.

Au fond, ce qui est en cause, c'est la frontière qu'il peut y avoir entre amateur et professionnel, artiste et non-artistes, décideurs, consommateurs et usagers, monde du spectacle et société civile.

Cette frontière s'abolit également avec les fonctions de formation sur le terrain. Mateo explique : « Si je veux devenir techniciens du son, au lieu d'aller faire une école, je vais suivre pendant un an *un tel*, et l'aider pendant tous les projets du TPO, et après je pourrais être considéré comme formé. »

Gian-Luca, du teatro Stabile Arena del Sole, déclare que la plupart des techniciens de ce théâtre national ont été formés au TPO et qu'ils continuent à y travailler parallèlement.

La cohabitation de différents publics et de professionnels permet de faire partager la culture entre différentes couches, différents âges, différents milieux de la société. Le TPO n'est alors plus seulement un lieu de divertissement mais **aussi un relais, un moyen de diffusion des arts.**

De plus étant donné que le TPO accueille en moyenne 1500 personnes par semaine, il est indéniable que le TPO constitue un **pôle culturel majeur de l'agglomération bolognaise.**

Place du bénévolat et de l'engagement individuel, redéfinition des rapports entre professionnels, amateurs et public, Interdisciplinarité et complémentarité au niveau des compétences sont autant de singularités du fonctionnement du TPO. Ces notions conditionnent en effet leur mode collégiale de fonctionner, de prendre des décisions, de mener des projets par recoupements multiples ...autant de savoir-faire qui permettent d'approcher le projet culturel et artistique sous un nouvel angle, celui de l'adhocratie afin de redéfinir les principes de la création collective. Ce mode de management permet d'aboutir à des formes artistiques et culturelles innovantes, de qualités et proposant de nouvelles esthétiques, esthétiques à la fois artistique et sociale.

Ces formes d'organisation et leurs aboutissements, c'est à dire les programmations, sont d'autant plus intéressantes qu'elles redéfinissent à la fois les fonctions artistiques et les fonctions du rapport de l'art et des équipements culturels avec la société ; c'est pourquoi nous allons maintenant aborder la question des fonctions du TPO : sa fonction artistique, sa fonction politique, ses fonctions sociales et urbaines.

2-Les fonctions du TPO

Pour le TPO, l'intervention simultanée sur l'espace, le temps, le rapport aux populations a réuni les conditions d'une expérimentation dans l'action culturelle qui est transversale aux fonctions de recherche, de fabrication-crédation, de diffusion, de formation, d'animation, mais qui est également transversale avec des fonctions qui ne sont pas intégrées à l'acte artistique. Les lieux interstitiels, lieux d'une culture intermédiaire, contribuent également à des fonctions économiques, urbaines, sociales, éducatives.

C'est un dépassement de l'autonomie de l'art qui est en œuvre dans ces projets, car il ne s'agit en aucun cas d'instrumentaliser les fonctions artistiques, mais de leur donner un écho

sociétal, en expérimentant, en renouvelant sans cesse les pratiques et les interventions que l'on a sur le territoire.

a-Le projet artistique

Les fonctions directement liées à la démarche artistique

La combinaison de plusieurs fonctions artistiques et de différentes disciplines est particulièrement riche. On identifie les **fonctions classiques** répertoriées dans le secteur, mais elles sont en revanche **appréhendées de façon très spécifiques**, notamment dans leur combinaison et leur recoupement. En effet, c'est l'interaction entre ces différentes fonctions qui permet également la mise en évidence de la fonction d'expérimentation précédemment évoquée.

- **la fonction de recherche** : Possibilité de travail sur les écritures (atelier de travail, chambres)/ Disponibilité d'outils techniques (scénographiques, informatiques, matériaux, personnels techniques à disposition)/ Proximité d'autres artistes dans d'autres disciplines (pluri et transdisciplinarité)/ Ouverture locale et internationale (échange, réseau, immersion)/ Appui logistique et administratif (veille sur les programmes, adéquation du projet et de niches de financement)...
- **la fonction de fabrication-création** : Disponibilité de moyens de production, dont des moyens financiers directs, des apports en industrie (espaces, moyens techniques, personnels, mise en marché)/ intégration d'autres fonctions à la fonction de fabrication-création, tests des étapes de travail...
- **la fonction de diffusion** : Socialisation des artistes et des œuvres (réseaux de populations, de publics, éditions, commerces culturels)...
- **La fonction d'initiation, de pratiques et de formation** : mise en place d'ateliers de sensibilisation (tout public)/ ouverture à des pratiques artistiques de groupes amateurs/ organisation de workshop/ présence de formations professionnelles (de la mobilisation à la qualification)...
- **La fonction de mise en débat** : Lieu de convivialité et de rencontres/ organisation de débats, colloques/ présence de base médiatique (journaux, télévisions, radio, web editing), de centre de ressources (indymedia)...

L'ensemble de ces fonctions trouve au TPO un sens nouveau car elles sont fondées sur la **permanence artistique** (dont la durée varie de quelques jours à plusieurs années), c'est à dire une présence continue et engagée d'artistes qui sont toujours les principaux acteurs, quelle que soit leur position organisationnelle dans le projet.

b-Une forte démarche politique

1-Un discours de re-politisation de la société

Le TPO s'inscrit dans un mouvement de réflexion et de contestation de la société ; de nombreuses expériences, en Italie et dans d'autres pays européens cherchent à proposer un nouveau

type de lieux artistiques et culturels ; lieux, actions et pratiques sont alors couplées fortement à un discours de re-politisation de la société. Cette fonction paraît légitime, pourvu que la démarche reste ouverte, tolérante.

1-Ce type d'action s'inscrit dans une recherche de **nouvelles aventures artistiques** et culturelles :

Si des artistes, des publics, des opérateurs, des décideurs politiques et institutionnels ont décidé de s'engager dans ces expériences, c'est parce qu'ils ne trouvaient pas dans les lieux et les pratiques instituées la possibilité d'inventer de nouvelles aventures.^{*}

2-Le **questionnement politique** est un des principaux fondements de ce type de projet.

Face à la dépolitisation de nos sociétés, les mobilisations artistiques et civiques se conjuguent de façon spécifique autour de chaque expérience afin de refuser un certain fatalisme et de construire un espace politique où l'art est interrogé dans sa capacité à reproduire du lien social et à rénover la cité.^{*}

3-Ces types de lieux posent par leur implantation, leur organisation, leur programmation et leurs actions des **questions essentielles de notre société** en terme de politiques et les abordent pragmatiquement et concrètement dans les pratiques quotidiennes, où sont remis en causes :

- évolution des rapports sociaux,
- équilibres entre les sociétés marchandes et non marchandes
- arbitrage entre le public et le privé
- tension entre le centre et la périphérie
- usage du temps libre
- parité entre hommes et femmes
- liens intergénérationnels
- ré-interrogation du couple amateur-professionnel
- décentralisation
- traitement de l'exclusion et l'intégration

Dans ces lieux interstitiels de la société, de nouvelles figures de l'artiste, de l'intellectuel du citoyen sont alors à l'œuvre.^{**}

4-On doit considérer également ces tentatives comme des **critiques de la société de consommation**.

Elles proposent des alternatives à des modèles dominants qui s'imposent dans le cadre de la mondialisation et de l'uniformisation de nos sociétés. Elles ne constituent pas des modèles alternatifs globaux mais des expérimentations locales pouvant permettre des transferts de « bonnes pratiques » d'un territoire à l'autre.^{***}

5- Ce type d'expérience cherche à **combler un vide**, des lacunes de la société en terme d'espace et d'actions politiques :

Pour le développement culturel, l'œuvre, le produit ne peuvent plus être les seules valeurs recherchées. Il semble, selon les expériences similaires que créateurs et publics cherchent d'autres formes de relations fondées sur la permanence artistique dans la cité.^{***}

^{*} Fabrice Lextra - *Fiches, laboratoires, fabriques, squats, projets pluridisciplinaire, ... Une nouvelle époque de l'action culturelle*.-2002.p.5

^{*} idem

^{**} idem.p.6

^{***} idem.p.7

6-La revendication portée est également de permettre un **rééquilibrage entre les formes instituées et les formes instituanes** (en mouvement).

*On peut parler d'expériences par le bas, non programmées ni instituées par le pouvoir centrale, mais néanmoins témoins de la force artistique et démocratique qui émerge directement du local, de ses acteurs. ****

2-Un fort engagement politique

Le TPO révèle une forte coloration politique et fait de cette lutte contre le système actuel un objectif prioritaire.

L'activité politique du TPO se situe en effet à trois niveaux :

- 1-espace de débat politique où l'on remet en question de nombreux sujets importants de la société ;
- 2-un espace qui à travers son organisation et ses activités proposent des solutions, des alternatives à ce que l'équipe considère comme des problèmes de société ;
- 3-un lieu qui s'inscrit souvent dans un discours de contestation du pouvoir en général.

C'est cette troisième manière de faire de la politique qui risquerait de remettre en question l'existence du TPO, notamment parce que dans une situation de conflit ouvert avec les institutions, la fragilité et la précarité juridique et économique sont une faille qui pourrait être fatale au TPO.

Il est important de noter que la politique est également un sujet de conflit au sein du TPO : quel discours tenir vis-à-vis de certains problèmes ? Le TPO a-t-il avant tout une fonction artistique ou une fonction politique ? Sur ces débats il n'existe pas d'unanimité au sein de l'équipe.

c-Les fonctions économiques, sociales, éducatives et urbaines

L'intégration de la population à des créations, la présence de toutes les formes d'ateliers et de rencontres, la capacité d'intervention sur l'ensemble du territoire sur des thématiques très différentes modifient le rapport entre les fonctions culturelles et les fonctions économiques, sociales, éducatives ou urbaines.

1-Fonctions sociales

- relation très forte aux populations
- mise en place de politiques contre l'exclusion : association Yabasta, aide aux indigènes du Zappas, militantisme, pour les droits des immigrés, etc.
- lieu de réflexion et de lutte politique

2-Fonctions économiques

- stratégie d'insertion de jeunes,
- pont entre univers du TPO et monde de l'industrie du spectacle
- moteur de l'industrie du spectacle (concert, pièce de théâtre, etc.)
- nouveaux réseaux sociaux de mobilisation et de recomposition sociale

3-Fonctions éducatives

- formation continue
- organisation d'ateliers et de stage
- sensibilisations des publics sur certains thèmes

4-Fonctions urbaines

- lieu de divertissement
- lieu de développement culturel et artistique
- reconversion des friches
- alternative à la spécialisation commerciale des centres-ville.

Avec les expériences comme celle du TPO, nous avons déjà une expérimentation en cours, qui interroge non seulement les fonctions internes du secteur culturel, mais aussi les autres fonctions politiques de notre société.

3-La légitimité du TPO

On peut cependant se demander, compte tenu des différents points sur lesquels le TPO s'inscrit dans des infractions de droit commun, quels sont les facteurs qui poussent à la tolérance de l'existence du TPO de la part des institutions. Les réponses sont :

1-la reconnaissance de l'utilité publique de l'activité du TPO, notamment par ses usagers, étant donné que l'on peut considérer le TPO comme l'un des pôles culturels de Bologne.

2-la légitimité des centri sociali de manière générale en Italie. Les centri sociali sont des friches de différentes tailles occupées sans titre, donc squattées, par des équipes ou des associations qui y mènent des activités dites d'intérêt public. Il y a des centri sociali à dominantes artistiques (créations, ateliers et-ou diffusion et programmation), à dominantes sociales, à dominantes récréatives (club du troisième âge, etc....).

3-le potentiel de mobilisation des militants des centri sociali. A Bologne, le livello 57 et le TPO sont des centres sociaux très présents sur le champ des luttes politiques. Leur capacité de mobilisation due également à la reconnaissance de leur utilité par une grande partie du milieu étudiant de Bologne (qui sont par ailleurs des habitués du TPO le soir) constitue un moyen de pression par rapport aux décisions des politiques.

4-la motivation assidue engagée et révolutionnaire de l'équipe du TPO. Suite à la fermeture d'un centre social, dans la plupart des cas, si les institutions ne proposent pas un nouveau lieu, l'équipe trouvera elle-même un autre site et l'occupera de la même manière, c'est-à-dire illégalement.



Les centri sociali, Un mouvement engagé
source : centri sociali, geografia del desiderio

Conclusion

Le cas du Teatro Polivalente Occupato, actuellement en cours de réflexion avec les institutions quant à la pérennisation de sa situation, s'inscrit actuellement dans une triple logique:

1-*une logique d'innovation*: il s'agit de proposer un nouveau type de lieu où l'art, la politique et les fonctions sociales et urbaines se rejoignent. L'innovation se retrouve au niveau du projet lui-même mais également du statut *gruppo di fatto*, du mode de direction collectif, des relations aux publics et aux pratiquants et des rapports avec les organes publics...

2-*une logique de rébellion*: en tant que lieu de repolitisation de la société, le TPO, à travers ses discours, ses actions et son mode de fonctionner, représente un contre-pouvoir au sein de la ville de Bologne. Lieu de critique et de discussion de la société, de ses thématiques principales et des réalités politiques contemporaines. Présences spectaculaires lors des manifestations et utilisation des médias pour s'exprimer (notamment les médias indépendants, indymédias ayant son siège au TPO)

3-*logique d'illégalisme sectoriel*: l'équipe pose le problème du manque d'espaces pour les artistes et la repolitisation de la société et résoud elle-même le problème par l'occupation l'illégale. Cette démarche s'inscrit dans une dimension militante étant donné que le fait est volontairement médiatisé.

L'organisation du TPO apparaît comme très sophistiquée. Son mode de direction collectif, la réunion des compétences multiples et variées où se mêlent professionnels, étudiants et amateurs, ses passerelles avec les réseaux artistiques institutionnels, sa légitimité accordée grâce à sa capacité de mobilisation et à l'appartenance aux réseaux informels des centri sociali italiens.

Ces dimensions révèlent une organisation interne et externe très complexe à la hauteur de leur potentialité d'action: sur l'art, sur la politique, sur les interactions avec la ville de Bologne et ses habitants...

L'interaction et l'intégration du TPO à la société civile légitimée existent à de multiples niveaux :

Inscription dans le système matériel urbain (voirie-réseaux-transports...); utilisation des opportunités offertes par les institutions (aides matérielles, financières); interaction avec les habitants du quartier et de la ville; lieu d'intégration, d'insertion et de formation de certaines catégories de population plus ou moins exclues; porte-parole de problèmes généraux de la société; création de nouvelles centralités urbaine; présence médiatique.

Par ailleurs l'évolution des rapports avec les institutions (municipalité de Bologne, province de Bologne et région Emilia-Romagna) montre les différentes étapes :

1 - refus avec l'expulsion

2 - tolérance avec la concession temporaire d'un lieu

3- intégration : projet d'un lieu sur le long terme

Ces aides, qui se situent à différents niveaux, montre la complexité des relations des institutions par rapport à ce type de projet alternatif.

Cette étude nous a été particulièrement précieuse car elle nous a permis de poser des hypothèses fondamentales en ce qui concernent les caractéristiques des usages informels de

l'aménagement (motivation, degrés d'organisation, degrés d'interaction) ainsi que pour la prise en compte par les aménageurs des pratiques informelles.

Cependant afin de ne pas se cantonner à un seul exemple, nous avons également étudié les réalités des squats de manière plus générale, ce travail est présenté dans le chapitre suivant.

Chapitre IV

Squats de logement /Etat des lieux

Dans ce quatrième chapitre, nous explorerons la notion de squat de logement.

Dans un premier temps, un bref historique des mouvements de squat nous permettra de mettre en avant les principales caractéristiques de cette réalité et des mouvements de lutte pour le droit au logement.

Dans un second temps, il s'agira d'étudier les mécanismes juridiques qui existent autour de la situation de squat; comment le système juridique français cherche à garantir à la fois le droit de propriété et le droit au logement et permet/tolère ainsi l'existence, du moins éphémère, des squats.

Ensuite nous présenterons le cas d'un immeuble parisien dont quatre appartements sont squattés; ce cas est tiré de l'étude *Politique de squat, Scène de vie d'un quartier populaire* de Isabelle Coutant; ceci afin de rentrer dans une dimension de proximité et de détail: le quartier, les squatteurs, les fonctions et motivations de ces squats, la situation de précarité dans laquelle elle s'inscrit et les réactions du voisinage.

Nous aborderons ensuite l'attitude officielle de l'administration vis-à-vis des squats à travers le rapport *Squat et Habitat de Fortune* : comment le gouvernement aborde le problème du squat, quelle est la limite de la tolérance face à ce phénomène.

Puis nous présenterons l'action des associations du Comité des Mal Logés (CML) et du Droit au Logement (CAL) que l'on peut qualifier d'*entrepreneurs moraux*. Militant pour le droit au logement pour tous, ces associations représentent des passerelles et des facteurs de mobilisation entre les exclus du logement et les autorités publiques... ponts entre les dimensions officielles et informelles de la société.

A-Historique des mouvements de squats : lutte pour le droit au logement.

D'où provient l'origine du squat ? Dans cette partie, après une brève introduction étymologique, nous proposerons un bref historique des mouvements de squats depuis la moitié du 19^{ème} siècle, c'est-à-dire depuis l'apparition du phénomène d'urbanisation et du problème corollaire de la crise de l'habitat.

1-Rappel étymologique

Tandis qu'apparaissait en Angleterre le verbe *to squat* qui signifiait « *s'accroupir, se blottir* », aux Etats-Unis, les squatteurs étaient des pionniers qui s'installaient sur une terre, sans titre légal de propriété sans payer de redevance, dans les régions encore inexploitées de l'ouest (cf. *Oxford advanced learner's dictionary of current English*). Par analogie, le squatteur deviendra « une personne qui s'installe illégalement dans un local inoccupé » (*Petit Robert, Edition de 1948*).

On remarque donc que le terme *squat* renvoie, de part ses significations, aux notions de discrétion et de refuge, d'appropriation, de reconversion et de progrès, ainsi que d'occupation illégale...

2-Historique du squat de logement

En France, l'origine de l'utilisation du terme *squat* pour définir l'occupation illégale d'un lieu date du début du 20^{ème} siècle. Les occupations se sont multipliées, lors de la seconde moitié du 19^{ème} siècle à cause d'une forte crise de l'habitat, suite à l'accroissement démographique et au manque de logements. Cependant ce sera en 1919 que Georges Huchon, suite à sa propre expulsion, créera le *syndicat des locataires* afin d'aider les sans-abri. C'est à travers des actions directes spectaculaires qu'il manifesterait son mécontentement et que le terme *squat* se diffusera.

Si l'origine de l'occupation remonte au début des crises liées à l'habitat, l'apparition des mouvements de locataires date du début du siècle, ces mouvements se développeront au rythme des inégalités sociales.

Il est intéressant de constater que par la suite, ce mouvement de squattérisation de locaux inoccupés a presque été reconnu d'utilité sociale par les instances officielles du gouvernement et de certaines associations à forte légitimité.

En effet, en 1945, une ordonnance, datée du 19 octobre et signée par le général de Gaulle permet la réquisition de tout logement vacant depuis plus de six mois, suite à la crise due aux conséquences de la deuxième guerre mondiale. Cependant en raison de la lenteur des procédures administratives, cette ordonnance donnera lieu à des actions de squattérisation. C'est à Marseille que débutent les premières actions en 1946, elles iront en progressant jusqu'en 1953, apogée des mouvements d'occupations *sauvages* et publiques, soutenues d'une part par certains communistes et d'autres part, par un mouvement organisé autour de l'abbé Pierre.

Les mouvements d'actions des squatteurs sont stoppés par le programme de construction des *cités d'urgences*. Dès lors, selon l'abbé Pierre, il ne s'agit plus de parler des *sans-abri*, mais des *mal-logés*.



Des sans-abris aux mal-logés
source : Le phénomène squat, pas si simple

Selon Noël Jouenne*, dans les années 70, les mouvements des squatteurs semblent renaître. La squattérisation est alors déterminée par les logements vacants qui résultent de la rénovation urbaine ou de la spéculation foncière et immobilière.

Cet historique du squat montre comment celui-ci a été, tout au long du 20^{ème} siècle, une des solutions plus ou moins spontanées aux crises de logement. Il est intéressant de constater que ces mouvements ont été soutenus par des réseaux militants pour le droit au logement, par des associations luttant contre la pauvreté et l'exclusion et tolérés par les organes institutionnels.

Cet historique nous permet également de sortir les problématiques principales par rapport aux squats de logement. Le squat apparaît alors comme :

- une solution individuelle, familiale ou collective face à une crise du logement,
- une solution individuelle, familiale ou collective face à des situations de plus ou moins grandes précarités économiques et sociales de certaines personnes,
- une solution face aux dysfonctionnements des politiques institutionnelles et/ou des outils pour les faire appliquer,
- une méthode de protestation collective.

B-Situation juridique du squat

Le squat apparaît comme une infraction au droit de propriété, et se situe donc dans la sphère de l'illégalité. Cependant, étant donné qu'en France le système juridique cherche à garantir à la fois le droit de propriété et le droit au logement, il crée alors lui-même ses propres contradictions qui permettent l'existence des squats, du moins de manière éphémère.

1-Le droit au logement et le droit de propriété

Depuis quelques années est reconnu le *droit au logement*. L'article 1^{er} de la loi du 31 mai 1990 dispose que « toute personne ou famille éprouvant des difficultés particulières, en raison notamment de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'existence, a droit à une aide de la collectivité (...) pour accéder à un logement décent et indépendant où s'y maintenir ».

Dans une décision du 19 janvier 1995 le conseil constitutionnel a reconnu que « la possibilité de pouvoir disposer d'un logement décent constituait un objectif à valeur constitutionnelle ».

La loi du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions a complété le dispositif destiné à assurer le droit au logement, notamment en aménageant un nouveau droit de réquisition portant sur les locaux vacants.

Comme toute personne et famille, les squatteurs ont donc aussi droit au logement.

Cependant comme nous l'avons noté, le cas du squat, c'est-à-dire de l'occupation sans-titre du domaine public et privé, révèle la contradiction entre le *droit au logement* et le *droit de propriété*. Aussi, le rapport du Ministère de l'Emploi et de la Solidarité rappelle que reconnaître « le droit au logement ne saurait signifier la reconnaissance du droit des occupants sans titre à continuer à résider dans les lieux qu'ils squattent ».

* JOUENNE Noël.-*Squatts d'artistes et artistes squatteurs à Paris : Etude d'ethnologie urbaine*.- Mémoire de maîtrise de sociologie.- Université Paris VIII - septembre 1991

Reconnaître le droit au logement pour les squatteurs revient plutôt à accepter que « les outils et les aides dans le domaine de l'habitat [doivent être] mobilisables pour les squatteurs comme pour l'ensemble des autres catégories de populations exclues du logement » (Nous reviendrons sur ce point lorsque nous étudierons la politique du gouvernement vis-à-vis des squats). Mais le constat d'aujourd'hui est aux lacunes et à l'inadéquation des structures d'aides dans le domaine de l'habitat.

2-Le squat, occupation tolérée temporairement par le système juridique de droit commun

Dans la plupart des cas, le squat n'est pas perçu par la justice comme un acte de *violation de domicile*. Comme le stipule la réponse du garde des Sceaux du 21.09.93 « il doit être fait une différence entre les situations d'occupation selon que ce lieu est celui qui sert d'habitation et de résidence réelle à un citoyen, ou que ce lieu est un lieu inoccupé, quelle que soit la destination de celui-ci : Dans la première hypothèse, il y a violation de domicile, et dans la seconde, il y a affectation d'un lieu inoccupé à leur habitation principale par ceux qui s'y sont introduits par voie de fait, hypothèse exclusive de la violation de domicile ».

Aussi, l'article 226-4 du *Nouveau Code Pénal*, qui reçoit son application en cas de violation de domicile ne s'applique pas aux squatteurs. La conclusion étant que « *Dans le cas de squat, c'est-à-dire pénétration et maintien dans un lieu inoccupé, aucune sanction pénale n'est prévue, sauf bris et effraction. Seule l'expulsion par la voie civile est possible* ».

Le rapport *Squat et habitat de fortune*, ajoute que « dans le cas où une condamnation pénale serait encourue, il serait possible d'invoquer l'état de nécessité dans lequel se trouvent les personnes pour les exonérer de leur responsabilité pénale. »

Reconnaître l'expulsion par la voie civile, révèle une certaine reconnaissance du droit au logement des squatteurs puisque passé un certain délai (48 heures) le squat devient le domicile du squatteur.

L'expulsion par les forces de l'ordre sans titre exécutoire ne peut avoir lieu, selon les règles applicables à la notion de flagrance, que dans un laps de temps très court à compter de la commission de l'infraction. En effet, une fois que le squat est devenu le **domicile du squatteur**, le fait pour la police de s'introduire sans titre exécutoire constitue un délit de violation de domicile.

L'expulsion d'un squat est soumise à la procédure de droit commun et, comme toute expulsion de lieu habité, est soumise à une procédure judiciaire précise. Ainsi « nul ne peut se faire justice à lui-même », étant donné que l'expulsion est une mesure d'expulsion forcée, elle ne peut être réalisée qu'après l'obtention d'un titre exécutoire ordonnant l'expulsion. Cela permet également au squat de perdurer au moins le **temps de la procédure légale** qui se clôturera par l'expulsion civile des squatteurs.

Ne pas considérer le squat comme un acte de violation de domicile, et reconnaître dans la majeure partie des cas l'état de nécessité qui dépénalise le squatteur, témoigne donc de la **tolérance du système juridique vis-à-vis du squat**.

De plus selon le rapport *Squat et Habitat de fortune*, « la plupart du temps des **délais de grâce** peuvent être octroyés aux squatteurs ». Lorsque l'occupation n'est fondée sur aucun droit ni titre, le Tribunal de Grande Instance est seul compétent pour ordonner l'expulsion. Le squatteur

peut alors demander des délais de grâce de 3 mois à 3 ans prévus par l'article 613.1 du code de la Construction qui stipule que « Le juge des référés ou le juge de l'exécution [...] peut [...] accorder des délais renouvelables excédant une année aux occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, dont l'expulsion aura été ordonnée judiciairement, chaque fois que **le relogement des intéressés ne pourra avoir lieu dans des conditions normales**, sans que les dits occupants n'ait à justifier d'un titre à l'origine de l'occupation. Le juge qui ordonne l'expulsion peut, même d'office, accorder les mêmes délais, dans les mêmes conditions ».

On considère donc que la vie d'un squat est ponctuée par deux événements principaux : l'ouverture, date à laquelle les squatteurs s'installent dans des locaux inoccupés afin de se les approprier, et l'expulsion qui marque la fin du squat contrainte par les forces de l'ordre. Le temps de la procédure d'expulsion, auquel s'ajoute le délai de deux mois qui est octroyé entre l'envoi du commandement de quitter les lieux et la tentative d'expulsion, ainsi que les délais de grâce octroyés aux squatteurs (de 3 mois à 3 ans), sont des procédures qui garantissent une durée de vie au squat. Certes cela positionne le squat comme une occupation éphémère, mais son existence est néanmoins tolérée par le système juridique.

C- Présentation du squat d'étude

Afin d'aborder la réalité du squat, à une échelle plus unitaire, plus en détail, nous nous sommes basés sur une étude d'Isabelle Coutant, *Politique de Squat. Scène de vie d'un quartier populaire*. Dans cette recherche sociologique, elle s'est appuyée sur l'exemple d'un immeuble parisien, en attente de rénovation, dont quatre appartements sont squattés. Nous reprendrons donc ce travail pour présenter : le secteur de l'immeuble, la description du phénomène de squat, les modes et raisons du squat, la situation de précarité des squatteurs et la réaction du voisinage.

1- Le secteur

Selon Isabelle Coutant, l'immeuble étudié se situe dans un secteur de Paris qui a connu « des transformations semblables à la plupart des quartiers populaires de la capitale ». Ces quartiers qui proposaient pendant les années d'expansion des possibilités d'hébergement à bon marché, dans des logements souvent vétustes, ont accueillis des populations composées d'une majorité d'ouvriers et d'employés, ainsi que les populations immigrées qui arrivaient. Afin de résoudre les **problèmes d'insalubrité**, les opérations se sont multipliées depuis les années quatre-vingt sous forme de ZAC (Zone d'Aménagement Concerté) ; ainsi à partir des déclarations d'intérêt public, « la **rénovation** des quartiers anciens s'est traduite par leur embourgeoisement »*. Cependant les difficultés financières de la Ville de Paris et les problèmes de relogement de populations ont **freiné la mise en œuvre des projets**. Aussi « les secteurs en cours d'acquisition sont repérables par leurs clairières de terrains en friche », et le secteur se trouve face à un « double processus d'embourgeoisement et de précarisation ».

* COUTANT Isabelle.-*Politique du Squat. Scène de vie d'un quartier populaire*.-p.8

2- L'immeuble squatté : occupation sans titre du domaine public

« C'est un immeuble de quatre étages à la façade décrépie, situé dans un quartier populaire du nord de Paris. L'édifice ne détonne pas dans la rue, parsemée de terrains vagues et de bâtiments laissés à l'abandon. Les persiennes souvent descellées, sont ici comme ailleurs sans couleur. Certaines fenêtres sont murées : entre les parpaings, des coulures de ciment suggèrent que les travaux ont été effectués rapidement, comme dans l'urgence, ou pour un bâti qui n'est pas destiné à durer. Au quatrième étage à droite, c'est au contraire l'absence totale de fenêtre qui étonne. Toute la structure a été arrachée, autre façon de rendre un appartement inhabitable : l'ouverture aux intempéries rend les dégradations irrémédiables »*.

Cet immeuble à l'aspect délabré, sujet d'étude d'Isabelle Coutant, se distingue également par son occupation : « Quatre appartements sont occupés illégalement depuis le second semestre 1995 ». Ces appartements appartiennent à la Ville de Paris, on parle donc de *squats publics*, car il s'agit d'occupations sans titre du domaine public. La Ville de Paris a en effet préempté une grande partie du secteur dans le cadre des projets de rénovation urbaine.

Cependant certains propriétaires de l'immeuble refusent de céder leurs biens. Ainsi le bâtiment initialement voué à la démolition abrite encore, en plus de quatre familles de squatteurs, une famille locataire, une famille propriétaire de son appartement et un locataire. Trois autres appartements sont vides. L'existence du squat est donc possible, au moins de manière éphémère, du fait du laps de temps qui sépare la date d'acquisition des logements de la date de démolition de l'immeuble, une fois que la ville possèdera tous les appartements.

3- Mode de squat de l'immeuble

Il s'agit de l'occupation sans titre de quatre appartements dans un immeuble insalubre, par deux familles, une femme seule et un homme seul. L'occupation du bâtiment est donc partielle, tous les appartements vides ne sont pas squattés. Elle reprend le mode de l'appartement comme domicile privé fermé, pour un individu ou une famille.

La fonction du logement est l'habitation, certains squatteurs adultes travaillent, d'autres ne touchent que le RMI.

4- Motivations du squat

Les conditions qui ont poussé les squatteurs à occuper illégalement les appartements inoccupés de cet immeuble dont la destruction se faisait tardée sont les suivantes :

- situation de précarité économique des ménages de squatteurs (revenus Smic ou RMI)
- niveau de prix du marché de logement privé très élevé et inaccessible à des ménages en situation économique difficile
- saturation du marché du logement social sur Paris et la région parisienne : peu de propositions ou propositions inadéquates à la composition des ménages.

5- Précarités dans lesquelles s'inscrit le système squat -squatteurs

* idem.p.7

a-Situation juridique fragile

Il s'agit dans ce cas d'occupations sans-titre du domaine public.

Face à cette occupation non légitimée par un droit d'occupation, Isabelle Coutant nous apprend qu'en décembre 1996, les squatteurs ont été condamnés par le Tribunal de Grande Instance à verser un loyer mensuel de 1500 francs à l'ordre du Trésor Public, mais, sans garantie de relogement et en l'absence de quittance». Les squatteurs ont progressivement refusé de s'en acquitter, sans pour autant en être inquiétés.

Il semble en effet qu'il y ait un malaise pour les représentants de l'état face aux contradictions normatives entre garantie du **droit de propriété** et prise en compte d'un **droit au logement**. Nous étudierons par la suite ces mécanismes juridiques qui permettent une tolérance de la situation de squat.

b-Situations économique et sociale précaires

Comme cela a été dit précédemment les ménages squatteurs sont dans des situations économiques fragiles. Leur degré d'intégration sociale varie. En effet, dans une société où l'intégration passe avant tout par le travail, il n'en va pas de même pour la jeune fille célibataire qui a un emploi, que pour la famille immigrée qui n'a qu'un seul salaire (Smic) pour vivre à quatre, que pour le jeune qui ne vit que du RMI et qui ne s'inscrit pas réellement dans une recherche d'emploi.

Cependant si dans les discours, le squat apparaît tantôt comme un ultime recours pour avoir accès à un logement (père de la famille), tantôt comme un moyen de ruser avec les mécanismes de la société pour ne pas être piégé par les dimensions aberrantes de la situation des prix de foncier parisien (jeune fille qui travaille), il semble qu'il y ait une réticence à inviter les amis et la famille chez soi, la situation de squat apparaît comme un handicap à se montrer entièrement à ses proches ou collègues : elle témoigne d'une situation de précarité et d'illégalité peu légitimée par l'ensemble de la société.

6- Tolérance du voisinage

Les réactions du voisinage vis-à-vis de l'immeuble squatté ne sont pas homogènes. Certains manifesteront clairement leur refus et leur mécontentement face à l'existence et à la tolérance de ce squat ; Isabelle explique que certains habitants nouvellement arrivés accédant à la propriété, la plupart issus de classe moyennes et supérieures ont formé une association pour dénoncer l'existence de zone de non-droit. L'interprétation d'Isabelle Coutant est la suivante :

« Pour les habitants du quartier qui connaissent ou ont connu des périodes de précarité sociale, l'identification est au principe de la solidarité avec les squatteurs. Mais être proche des marginaux, socialement et spatialement, c'est aussi risquer d'être éclaboussé par le stigmatisme dont ils font l'objet. C'est pourquoi la compréhension peut aller de pair avec des formes d'hostilité. »*

Cependant, son étude dénote également de nombreuses personnes qui font preuve de tolérance vis-à-vis des squatteurs, selon différentes déclinaisons de la notion de tolérance :

« Certains tolèrent ces occupants par empathie [...], d'autres par crainte d'éventuelles représailles [...], d'autres encore par simple réserve » (Réserve au sens où Howard Becker l'utilise : L'habitant d'une grande ville s'occupe de ses propres affaires ; il ne s'occupe de ses infractions que si elles

* idem.p-12

interfèrent avec celles-ci. Les habitants des grandes villes laissent la plupart du temps aux représentants de la loi le soin de s'occuper des incidents

Le squat d'étude nous apparaît donc comme :

- *Une occupation sans-titre du domaine public.*
- *Une occupation temporaire puisque le squat n'est possible que grâce aux délais existants entre la date de réquisition des appartements par la ville de Paris, et la date de démolition.*
- *Un moyen d'accéder à un logement parisien ; en effet le mode d'occupation des appartements reprend le schéma normal et usuel dans notre société : chacun chez soi, dans son appartement.*
- *Une stratégie de survie ou une stratégie d'accès à un mode de vie supérieur à celui auquel pourrait prétendre un ménage en situation de précarité économique et sociale.*
- *Une solution fragile, témoins de la situation de précarité économique et sociale des squatteurs.*
- *Une réalité qui s'inscrit dans un quartier, qui suscite des réactions de la part des habitants, réactions de refus ou de tolérance.*

D-L'attitude officielle de l'administration vis-à-vis des squats

Au-delà des normes juridiques, comment l'état, le gouvernement, prend-il en compte la réalité des squats ?

Dans cette recherche nous n'approfondirons pas la question à l'ensemble des secteurs, des divisions et des ministères de l'état, ce travail serait cependant à faire postérieurement. Ici, nous étudierons la position du Ministère de l'Emploi et de la Solidarité.

1- Le rapport squat et habitat de fortune

Cette partie concerne la pratique des partenaires administratifs sur le terrain, comment les représentants de l'état accommode la norme d'état. Le rapport *Squat et Habitat de Fortune* (édité par le Ministère de l'Emploi et de la Solidarité en 1999)* montre que l'objectif visé par l'état est la disparition des squats, étant donné qu'ils ne respectent pas le droit de propriété d'une part, mais surtout parce qu'ils témoignent de problèmes, de dysfonctionnements sociaux que l'état se doit de résoudre. De plus la tolérance du squat vis-à-vis de l'état apparaît relative : il existe un seuil dans le domaine de l'illégalité qui ne doit pas être dépassé, sous peine d'interventions des forces de l'ordre publique.

Au sein de ce rapport différentes classifications sont proposées, classifications que nous pouvons cependant qualifier de légères car incomplètes.

L'une, basée sur les motivations premières, distingue les *habitats de fortunes* (lieux interstitiels impropres à l'habitation, abris permettant la survie dans un dénuement complet), les *logements de survie* (squat comme moyen d'accéder au logement, notamment dans les grandes

* Ministère de l'emploi et de la solidarité.- rapport du Comité national de l'accueil des personnes en difficulté.-*Squats et habitat de fortune*, 1999.

villes), et les *squats à caractère militant* (support d'une mobilisation à caractère politique en direction des pouvoirs publics, des médias et de l'opinion).

Celle qui nous intéresse particulièrement est la typologie qui prend en compte les degrés de dangerosité des squats (quel danger social représente-t-il pour qui ?) et les potentialités d'intégration de ces derniers.

Les problèmes soulevés par les squats, au-delà d'une occupation non légitime, apparaissent principalement comme des problèmes d'exclusion sociale de certaines catégories d'individu.

Le seuil de tolérance vis-à-vis de ces squats dépend alors du degré de dangerosité des individus pour eux-mêmes ou pour le reste de la société et de leur disponibilité à collaborer avec les réseaux sociaux.

Il s'agit de distinguer les squats de l'extrême misère, les squats marqués par la violence, la délinquance et les toxicomanies et enfin les squats ouverts à une intervention sociale, à caractère individuel et collectif.

Le squat est le lieu de l'expression de la **marginalité** de ses occupants, c'est-à-dire des squatteurs.

C'est pourquoi le rapport *Squats et Habitat de Fortune* insiste sur le devoir de **hâter la disparition des squats par l'accompagnement social des squatteurs**. Ainsi résoudre le problème des squats revient à chercher à résoudre le problème de *marginalité sociale*, de *fracture sociale*, au nom de la valeur si répandue aujourd'hui dans les politiques publiques de *cohésion sociale*.

Mettre fin aux squats signifie alors s'inscrire :

→ dans une stratégie d'**intégration des squatteurs** -dans le cas d'une marginalité exclue des centralités économiques, sociales et culturelles.

→ ou dans une stratégie de **mise au ban** des squatteurs -dans le cas d'une marginalité qui propose des modèles de vie jugés néfastes par la société tels que la toxicomanie ou la délinquance.

On retrouve donc ici les deux conceptions de la marginalité, la marginalité qui ne peut pas accéder au modèle légitime de la société ainsi que la marginalité comme force de subversion de la société.

2-Les squats de l'extrême misère

« On y retrouve souvent des hommes déjà d'un certain âge. Ces hommes vivent souvent seuls. Leur squat se confond fréquemment avec l'habitat de fortune, notamment en zones rurales. Ces personnes sont généralement dépendantes de l'alcool. »

Le rapport insiste sur l'extrême dénuement dans lesquels les personnes survivent. Il préconise alors pour résoudre la situation des cas de squats d'extrême misère, un « **accompagnement social de la personne** dans la durée, et de lui proposer un **habitat adapté** ».

Dans ces cas, il s'agit pour les squatteurs d'accepter de rentrer dans le mécanisme des réseaux sociaux de manière individuelle, et de collaborer avec ces partenaires pour régulariser leur logement, pour mettre aux normes leur condition sociale. Cette démarche n'est cependant pas si évidente, notamment parce que par rapport à de nombreux types de marginalité et d'exclusion, les méthodes de réinsertion buttent contre des obstacles de types psychologiques.

Cependant, la problématique et les objectifs du ministère sont clairs il s'agit de résoudre les problèmes de l'extrême pauvreté (cf. chapitre II-C-1 La notion d'exclusion), notamment en utilisant le squat et la résolution de cette situation comme un sas pour l'insertion.

3-Les squats marqués par la violence, la délinquance et les toxicomanies

« Ils sont souvent le fait de jeunes dominés par un caïd ayant déjà derrière lui un lourd passé d'actes délinquants et de séjours en prison. »

« Il s'agit souvent de squats extrêmement mouvants, qui se forment et se déforment rapidement. »

Le rapport distingue donc des squats caractérisés comme dangereux pour les squatteurs eux-mêmes et éventuellement pour la population civile.

Le rapport insiste sur le fait que souvent ces squats sont **impénétrables**, et que certains ne s'ouvrent en aucune mesure aux acteurs sociaux.

« L'opacité de certaines situations est certainement un bon indice de ce que l'approche par le travail social doit céder la place à une action de sécurité publique ». p.14

*Dans ce cas, les squatteurs s'inscrivent dans une **marginalité subversive**, et le degré de déviance considéré comme dépassant le raisonnable : on outrepassse le délit de droit commun (que représente le fait de squatter) puisque les squatteurs ont commis des **délits pénaux**. Selon l'état, ce désordre perturbe la sécurité publique, ce qui est refusé catégoriquement, et nécessite alors l'intervention des forces de l'ordre.*

4-Les squats ouverts à une intervention sociale à caractère individuel et collectif

Le rapport définit ce type de squat comme des « squats stabilisés, relativement organisés sur des modes de fonctionnement qui dépassent les simples rapports de force au profit de l'expression d'une certaine solidarité entre les membres »

« Certains de ces squats affichent des ambitions artistiques et se conçoivent comme des lieux alternatifs ».

« Ces squats sont souvent ouverts aux intervenants sociaux qui, après une période d'observation, sont souvent invités à s'y rendre et sont parfois mêmes très sollicités » **

Ces squats ne sont pas exclusivement perçus comme négatifs : ils peuvent même apparaître comme un moyen pour un groupe de mettre en commun les ressources de chacun afin de pouvoir gérer des conditions de vie précaire, et se donner les moyens d'accéder à un niveau de vie qu'ils n'auraient pu atteindre seuls.

Le rapport préconise aussi un accompagnement social : « Toute la difficulté pour les intervenants sociaux va consister à mettre en œuvre un accompagnement social qui réponde à la demande d'aide immédiate des personnes mais dont la finalité reste clairement la disparition du squat ».

L'idée du rapport serait de chercher à garder, dans certains cas les points positifs de l'organisation collective, dont beaucoup de squatteurs ressentent la nécessité (au-delà des raisons

* Squat et habitat de fortune. p14

** idem. p.16

économiques viennent des motivations d'ordre psychologique et affectif) : « Il est parfaitement possible de concevoir avec les squatteurs qui manifestent avant tout le désir de continuer de vivre ensemble, un projet de sortie de squat qui respecte ces liens, par exemple un projet d'habitat adapté accompagné socialement »^{***}. Selon le rapport ce type de projet serait « la condition nécessaire pour que ce qui a pu émerger positivement dans la vie d'un squat soit préservé et soutenu ».

Cependant le rapport s'appuie sur un diagnostic qui pose que « ce type de squat ne dure pas. Souvent il suffit de l'intrusion d'une seule personne supplémentaire pour que la vie communautaire se lézarde. » Il s'agit également de prendre ses précautions en statuant que « toute revendication collective ne mérite pas d'être soutenue ». Donc face à ce type de squat, la solution peut être quelques fois un accompagnement collectif, et parfois un accompagnement individuel des personnes du groupe.

Dans ce type de cas, le squat n'est pas conçu comme danger pour la société civile, et le délit de droit commun commis (occupation sans-titre des lieux) peut être légitimé par des situations de nécessité. De plus un certain effet positif du squat peut être reconnu : gestion de la précarité par mode de vie collectif, et le squat et son mode d'organisation peuvent alors être considéré comme un pas vers l'intégration : Le squat et le fait de squatter sont alors perçus comme un **mode marginal d'intégration**. Au-delà des normes juridiques, comment l'état, le gouvernement prend-il en compte la réalité des squats ?

Cependant compte tenu de la situation juridique, « le squat ne peut être toléré que temporairement ». Cependant si « une sorte de convention est passée entre le propriétaire et cet occupant, la situation de squat proprement dite cesse »^{*}, la régularisation de la situation est donc une solution pour certains cas de squat...

E-Action du Comité des Mal Logés et de Droit au Logement

Les personnes qui sont exclues du logement et qui ont recours au squat sont dans une situation de précarité et d'exclusion. Ont-elles les moyens de s'organiser pour lutter pour le droit au logement pour tous, et peuvent-ils appréhender la complexité des réseaux sociaux et des droits qui leur sont dus ? Certaines associations militantes, dotées de force intellectuelle et de capacité de mobilisation, créent le lien afin d'aider, de protéger ces personnes et de se faire les porte-parole de leur revendication.

Ainsi, les associations du Comité des Mal Logés (CML) et Droit au Logement (DAL) basé sur Paris se sont inscrites dans une démarche qui consiste à tenter de lever les obstacles à l'action revendicative de ces *marginaux du logement*.

Afin de réussir à mobiliser des populations marginalisées du point de vue du logement, populations que Robert Castel qualifierait de *désaffiliés* qui n'ont pas de *potentiel de mobilisation* (Castel R., *Les métamorphoses de la question sociale*. Paris, Fayard, 1995), et qu'il ne pourrait pas former seuls des mouvements de revendication.

Ces associations présentent deux aspects importants : l'existence d'entrepreneurs moraux et les modes d'action utilisés

^{***} idem. p.16

^{*} Squat et habitat de fortune. p. 16

1-Les entrepreneurs moraux

Les entrepreneurs moraux seraient des militants sans problème de logement, qui se mettent à la disposition de personnes a priori sans ressources: les mal-logés et les sans-logis. Eux possèdent les capitaux nécessaires, aussi bien en terme matériel que sociaux pour s'engager dans un mouvement de revendication. Ces militants, qui s'engagent dans le CML ou le DAL, ont souvent un bagage politique supérieur aux simples adhérents : Cécile Péchu les qualifie de professionnels ; ils représentent des ressources nécessaires à l'action collective.

Cécile Péchu (Péchu Cécile, *Quand les exclus passent à l'action, la mobilisation des mal-logés*) ajoute : « Les militants insistent sur le fait que ce type d'action les intéresse parce qu'il s'agit d'exprimer la citoyenneté, de reconstruire des réseaux sociaux à la base : ils sont déçus par l'action politique classique. »*

Les entrepreneurs moraux sont donc des personnes ressources et relais qui permettent l'intégration politique et citoyenne des exclus à travers leur revendication. ...Encore faut-il que les convictions des personnes exclues soit concordantes avec celles que prônent les entrepreneurs moraux... Ces associations rentrent dans une logique de création de réseaux sociaux, de passerelles sociales.

2-Leurs actions

Etant donné que les actions militantes à DAL et au CML sont conçues comme une alternative à « un militantisme politique sans avenir »*, les modes d'intervention utilisés par l'association sont d'une grande importance. Les militants insistent sur le fait qu'ils sont *pragmatiques* et qu'ils permettent d'**allier la théorie à la pratique**. Le DAL et le CML proposent trois types de **services individuels** aux mal-logés dans leur recherche d'un logement.

-1) Dans un premier temps, il s'agit d'**une aide juridique et administrative**.

Ainsi le DAL organise des permanences où les militants expliquent leurs droits aux mal-logés (notamment par rapport aux procédés d'expulsion). Cécile Péchu ajoute « une telle aide a d'autant plus de valeur que les mal-logés, qui ont un faible niveau d'éducation et souvent une mauvaise connaissance du français, ne savent pas à qui s'adresser ».

Cette aide est proposée par ces associations suite à une déficience des structures institutionnelles, notamment les permanences municipales ou associatives (par exemple, la Confédération Nationale des Locataires), qui ne font que peu de publicité pour leurs services dans les quartiers où effectivement ils seraient nécessaires (selon le rapport de Cécile Péchu).

La DAL constitue des dossiers pour ses nouveaux adhérents de demande de logements HLM, et les militants interviennent également pour « empêcher physiquement les expulsions abusives de leurs membres » (p.120), « Adhérer à ces organisations, c'est en quelque sorte prendre une assurance contre les gros bras parfois engagés par les propriétaires et les sociétés pour mettre à la rue -en toute illégalité- les habitants qui refusent de quitter leur logement. »

Dans un premier temps, les associations se placent donc sur le terrain d'aide juridique et administrative. Ces aides sont déjà dispensées par d'autres structures mais de manière insuffisante

* Quand les exclus passent à l'action.p.117

* idem.p.118

et-ou inadéquate ; cette action permet également de s'inscrire dans un militantisme en douceur, efficace et conforme à l'esprit institutionnel.

-2) Dans un second temps, le squattage d'appartements HLM

L'occupation de ces logements vides du domaine public est à la fois un moyen de protester contre les mécanismes qui excluent une certaine population du droit au logement, et de proposer une solution immédiate à quelques personnes. C'est ce que l'on peut appeler l'illégalisme sectoriel, qui répond directement à la revendication pour laquelle il y a eu mobilisation

Cela implique que les militants soient en mesure de connaître et de jouer avec les règles juridiques de l'occupation sans-titre d'un local inoccupé, de l'expulsion et des délais de nécessité.

-Néanmoins, ces actions pour s'inscrire dans une mouvance militante ont besoin de légitimité, de reconnaissance sociale, bref de publicité...Ceci afin de pouvoir faire « bouger les choses » de manière générale, à l'échelle politique et institutionnelle et pas seulement agir au cas par cas.

Pour que la stratégie individuelle puisse s'inscrire dans une démarche militante et politique, cherchant au nom de « l'accès au logement pour tous », il faut un engagement conscient des exclus (participation → incitations sélectives) et une portée à connaissance de ces faits pour la société civile (publicité via les médias)

-3) Au-delà de ces aides matérielles et individuelles revendiquées publiquement, le comité des mal-logés procure également de temps en temps à ses membres à la rue des **appartements dans des squats privés**, c'est-à-dire l'occupation sans titre de locaux appartenant à des propriétaires privés. Cécile Péchu explique « En effet, les fondateurs du comité, eux-même anciens squatteurs, ont gardé des contacts étroits avec quelques squats organisés de la ville », aussi il leur arrive de leur demander de loger certaines personnes ou familles particulièrement en difficulté. Ces actions ne sont cependant pas revendiquées, afin de ne pas placer ces associations dans des situations d'illégalité qui risqueraient par la suite de les empêcher d'agir.

Cependant ces trois types d'aides présentent le danger de la passivité des adhérents, des mal-logés. « L'adhésion ne signifie pas automatiquement participation ». Or l'action du DAL et du CML ne s'arrête pas à la gestion des problèmes individuels, leur objectif est également de faire entendre leurs arguments, leurs protestations en ce qui concerne les injustices et les incohérences dans le domaine du logement (par rapport à la réalité des choses et aux politiques publiques). Les associations s'engagent dans des actions de provocation de masse, et afin d'inciter les adhérents mal-logés à participer eux-aussi à cette lutte qui les concerne, les militants, plus ou moins officiellement, réservent leurs aides aux adhérents plus actifs. Selon Cécile Péchu « Les **incitations sélectives** semblent donc bien avoir été un facteur-clé dans la **mobilisation** des mal-logés »*

-4) Les provocations de masse,

Planifier sous le mode de coups de force, ces actions (les invasions de conseils municipaux, l'occupation d'une permanence électorale du candidat Raymond Barre pendant la campagne de l'élection présidentielle ou l'occupation de l'hôtel Georges V) font à chaque fois l'objet d'une large médiatisation, large médiatisation qui constitue par ailleurs un palliatif de la faible force numérique des associations. Cécile Péchu note que « les organisateurs préparent toujours leurs coups de force

* idem.p.122

dans la double optique de l'obtention immédiate de satisfactions matérielles de la part des autorités et de leur **publicité** »^{**}. Aussi, l'AFP (Agence France Presse) et les médias sont systématiquement contactés par le comité lors des actions.

Cécile Péchu explique que « l'importance de la publicité faite à la rupture de l'ordre public [...] semble être un facteur de réussite d'une mobilisation ».

« Le rapport entre deux groupes en conflit n'est en effet pas direct, mais médiatisé par les instances reconnues comme exprimant l'opinion publique. La publicité faites aux actions, au sens premier du terme, agit sur les représentations que les autorités et l'opinion publique - ou tout du moins la perception que les autorités ont de l'autorité publique- se font de l'action collective et de ses auteurs, conditionnant ainsi pour partie les probabilités de répression ou de satisfactions des revendications. Mais la signification sociale des différentes actions n'est pas construite ex-nihilo. Elle est déterminée par le travail de maîtrise du sens que réalisent les organisateurs, lui-même structuré par l'histoire de leurs précédentes utilisations. »

3-L'illégalisme sectoriel.

L'action utilisée par les associations du squat constitue d'une part une incitation individuelle à l'action collective, permettant de ce fait l'engagement de personnes a priori sans ressources et d'autre part une provocation de masse.

L'illégalisme sectoriel correspond à une illégalité qui est « en rapport direct avec la revendication portée par la mobilisation : elle permet déjà d'apporter une réponse au problème ayant suscité la mobilisation, ce que ne font pas d'autres types d'actions programmées sur le mode du coup de force par ces associations, comme l'occupation de bâtiments publics (préfectures, permanences ASSEDIC) qui eux ne constituent pas en soi une réponse au problème du logement. »^{**} Selon F. Alberoni, le mode d'action défini comme illégalisme sectoriel « est une des caractéristiques de l'état naissant : l'action de moyen qu'elle était devient accomplissement, c'est à dire qu'elle atteint son but »^{***}

^{**} idem. p.123

^{*} idem.p.123

^{**} idem.p.123-124

^{***} Alberoni F., *Genesis. Mouvements et institutions*, Paris, Ramsay, 1992.

Conclusion

Le squat de logement, comme occupation illégale d'un lieu, s'inscrit depuis la moitié du 19^{ème} siècle, dans une logique de résolution précaire des situations de forte crise de l'habitat. Ce phénomène a été et est encore presque légitimé par les instances officielles.

La complexité juridique française actuelle reconnaît autant le droit de propriété que le droit au logement et considère que tout appartement vide occupé depuis au moins 48 heures devient domicile du squatteur. Ceci permet ainsi l'existence éphémère des squats, les délais des procès d'expulsion et les délais de grâce de 3 mois à 3 ans qui peuvent être accordés témoignent également d'une certaine tolérance du système juridique vis-à-vis du squat.

Au-delà de l'entrave au droit de propriété, le squat apparaît comme témoin et fruit d'un mécanisme d'exclusion sociale. Le squat apparaît comme une réponse de nature informelle (car illégale et illégitime) à un défaut d'intégration de certaines catégories d'individu, qui y ont recours soit pour survivre, soit pour se rapprocher d'un mode de vie plus légitimé au sein de la société (localisation du logement, confort nombre de personnes par rapport à la surface habitable, etc. ...)

Si l'organisation individuelle de la plupart des squats de logement ne semble pas particulièrement complexe (un logement pour un ménage, individu ou famille), on s'aperçoit qu'ils s'incèrent dans des réseaux extérieurs très développés :

- la dépendance des réseaux d'aides sociaux
- les relais des *entrepreneurs moraux*, comme le Comité des Mal Logés et l'association Droit au Logement, qui les défendent et les aident, qui donnent une légitimité à leur situation et qui font leur combat de leur exclusion.

Les problèmes soulevés sont donc connectés, directement ou indirectement, à la société officielle, légitime et institutionnelle.

Dans l'exemple étudié, les modes de vie des squatteurs sont d'ailleurs assez proches du mode de vie des personnes modestes habitant dans des zones ou des habitations sociales, accessibles financièrement. Outre les relations avec les réseaux d'aides sociaux, leur dépendance *quotidienne* vis-à-vis de la société *légitime* se fait à travers l'emploi (régulier ou au noir), la participation à certains services publics (l'école, les ateliers proposés par la commune, etc.), les réseaux d'amitié et de connaissance...

L'attitude du Ministère de l'Emploi et de la Solidarité face au squat dépend essentiellement de sa capacité d'insertion ou d'intégration (intégration d'un individu à une société : l'individu s'adapte, et la société aussi). Et c'est en fonction de leur dangerosité et de leur aptitude à collaborer avec les réseaux sociaux, que les squats (squats de l'extrême misère, squats marqués par la violence la délinquance ou les toxicomanies, squats ouverts à une intervention sociale à caractère individuel et collectif) doivent être radicalement refusés (expulsion des squatteurs, intervention des forces de l'ordre), tolérés (situation de tolérance du squat, de tolérance de la situation de précarité des squatteurs) ou intégrés (interventions des réseaux sociaux et des partenaires concernés soit pour trouver une solution alternative au squat, soit pour régulariser le squat et faire sortir les squatteurs de leur situation de précarité → squat comme sas pour l'intégration).

Chapitre V

Modalités d'ancrage des usages informels avec la société

Dans les deux premiers chapitres nous avons abordé la notion d'informel à travers sa définition et son rôle de facteur d'évolution de la société, comment la dialectique officielle/informelle, telle que celle ordre/désordre, provoque un changement au sein de la société légitimée qui devra intégrer, tolérer ou refuser les faits de la dimension informelle.

Les troisième et quatrième chapitres, à travers l'analyse du Teatro Polivalente Occupato et des squats de logement, nous ont permis d'aborder des réalités de ce que nous considérons comme l'informel dans le domaine de l'urbanisme et de l'aménagement ; Rappelons que pour nous l'appropriation informelle d'un espace est définie par le détournement de sa ou de ses fonctions, soit en changeant complètement la fonction première de l'espace, soit en changeant les modalités légitimes pour accéder à la fonction de cet espace.

Dans le chapitre suivant nous émettrons des hypothèses sur les modalités d'ancrage de ces pratiques informelles avec la société. Nous irons donc au-delà de la simple définition et typologie des usages informels, car comme nous l'avons introduit dans le deuxième chapitre, la dimension informelle ne peut se définir que si nous étudions ses relations et ses liens avec la société officielle.

Aussi nous aborderons les motivations des usages informels dans le domaine de l'aménagement, leurs niveaux d'organisation et leurs degrés d'interaction avec la société. Pour ces sous-chapitres, il s'agira de proposer et d'ébaucher des classifications...qui seront à compléter par la suite, au fur et à mesure des rencontres avec de nouvelles réalités. Si dans ce chapitre les propositions sont énoncées les unes après les autres, dans les situations concrètes : elles s'entrecroisent, se chevauchent, se confondent ; la réalité n'est pas si simple...

Les propositions, dont une grande partie a été inspirée par les exemples étudiés, seront également complétées et illustrées par d'autres situations informelles, qui seront décrites succinctement.

A-Les motivations des usages informels dans le domaine de l'aménagement

Par quoi sont motivées les appropriations informelles des espaces urbains?

S'agit-il de tentative d'intégration pour des personnes ou des disciplines en marge de la société ? S'agit-il plutôt d'éléments moteur de subversion ?

Le découpage des paragraphes suivants propose différentes hypothèses d'interprétation des motivations des occupations et aménagements informels et les illustre succinctement d'exemple.

Dans le cas d'un développement ultérieur de cette recherche, chaque couple mériterait d'être approfondi.

1-L'informel comme défaut d'intégration de certaines catégories d'individus

a- Nécessité de survie, satisfaction des besoins primaires

Ex: Les habitats de fortune tels que cabanons, caravanes immobilisées et autres espaces interstitiels qui sont impropre à l'habitation

b- Pallier une situation de marginalité économique, sociale, culturelle...

-relativement à l'accès au logement

Ex: Squats d'habitat à Paris, où le marché du logement est très élevé, le secteur de l'habitat social saturé... et où les ménages avec peu de ressources éprouvent de grandes difficultés à se loger dans des conditions décentes.

-relativement à un lieu, un atelier pour travailler...

Ex: Les *squats d'artistes* tels que Mix Art à Toulouse, le *Brise Glace* de Grenoble....
Cependant les squats d'artistes s'insèrent également dans une logique d'intégration. Par exemple dans son rapport *Squatts d'artistes et artistes squatteurs*^{*}, Noël Jouenne explique que "L'attraction artistique que représente la capitale et l'opportunité immobilière vacante due à la décentralisation font de Paris la capitale du squat d'artiste" (p.155); Et que par ailleurs certains galeristes prospectent au sein de ces squats pour trouver des oeuvres et des artistes.

c-Défaut d'intégration de certaines disciplines et-ou de certaines catégories de population, par exemple les disciplines artistiques, les espaces pour les jeunes.

Ex: Les *centri sociali italiani*, notamment le Teatro Polivalente Occupato : lieux de création, promotion et diffusion artistiques

Ex: A Ivry-sur-Seine, pendant quelques années la *salle pour les jeunes* de la cité Gagarine, gérées par des éducateurs de l'association *Jespace*, a été pendant quelques années un local Algéco qui avait servi pour un chantier, et qui avait été approprié par la suite de manière informelle. Etant

^{*} JOUENNE Noël.-*Squatts d'artistes et artistes squatteurs à Paris : Etude d'ethnologie urbaine.*- Mémoire de maîtrise de sociologie.- Université Paris VIII - septembre 1991

donné qu'il n'y avait pas d'espace prévu pour les adolescents du quartier, ceux-ci, aidés par les éducateurs, se le sont créés à partir des espaces appropriables qui existaient.

2-L'informel comme force de subversion

a-innovation:

Comme nous l'avons défini dans le second chapitre, l'innovation correspond à une situation où les individus adhèrent aux buts de la société mais utilisent des moyens illégitimes pour les atteindre.

Ex: les *sports autonomes urbains* (rollers, skate, etc.) sont apparus comme un mode innovant pour se déplacer; non prévu par les aménagements des espaces publics (qui ne prévoyaient que les circulations automobile ou piétonne), ils ont été considérés comme dangereux pour la circulation, et ont été sujets à des interdictions par arrêtés municipaux. Ils ne sont pris en compte dans certains schémas d'aménagement (notamment de parcs, de places publiques et de promenées urbaines) que depuis quelques années.

Ex: *Le quartier de Christiania*. En 1971, suite aux mouvements amorcés en 1968, un groupe de citoyens danois a décidé de s'installer dans la friche militaire désaffectée de Christiania, au cœur de Copenhague. Ceci afin de pouvoir créer leur cadre d'habitat idéal au sein de la capitale, dont les prix immobiliers ne permettaient pas le niveau de confort souhaité. "They wanted a playground for their kids and something green to look at". Les conflits avec les autorités publics et le ministère de la défense, propriétaire du terrain, furent nombreux, mais Christiania fut reconnu comme quartier expérimental. Une partie de la friche a été classée réserve naturelle, le reste est un quartier d'habitation où les bâtiments de l'ancienne caserne ont été réaménagés et où d'autres habitants ont construit eux-mêmes leur maison. Le principe de Christiania étant également de se baser sur un mode de gestion communautaire, les services publics communs de Christiania (douches collectives, écoles, ramassage des ordures, etc.) sont à la charge des habitants et le quartier est dirigé par le *Christianias self government*. Si aujourd'hui Christiania est également un des quartiers touristiques de la capitale danoise, son projet initial reste de proposer un nouveau mode d'habitat au cœur de Copenhague.

b-rébellion

La rébellion désigne les situations où les individus rejettent à la fois les buts et les règles de la société mais cherchent à promouvoir de nouvelles normes et de nouvelles valeurs.

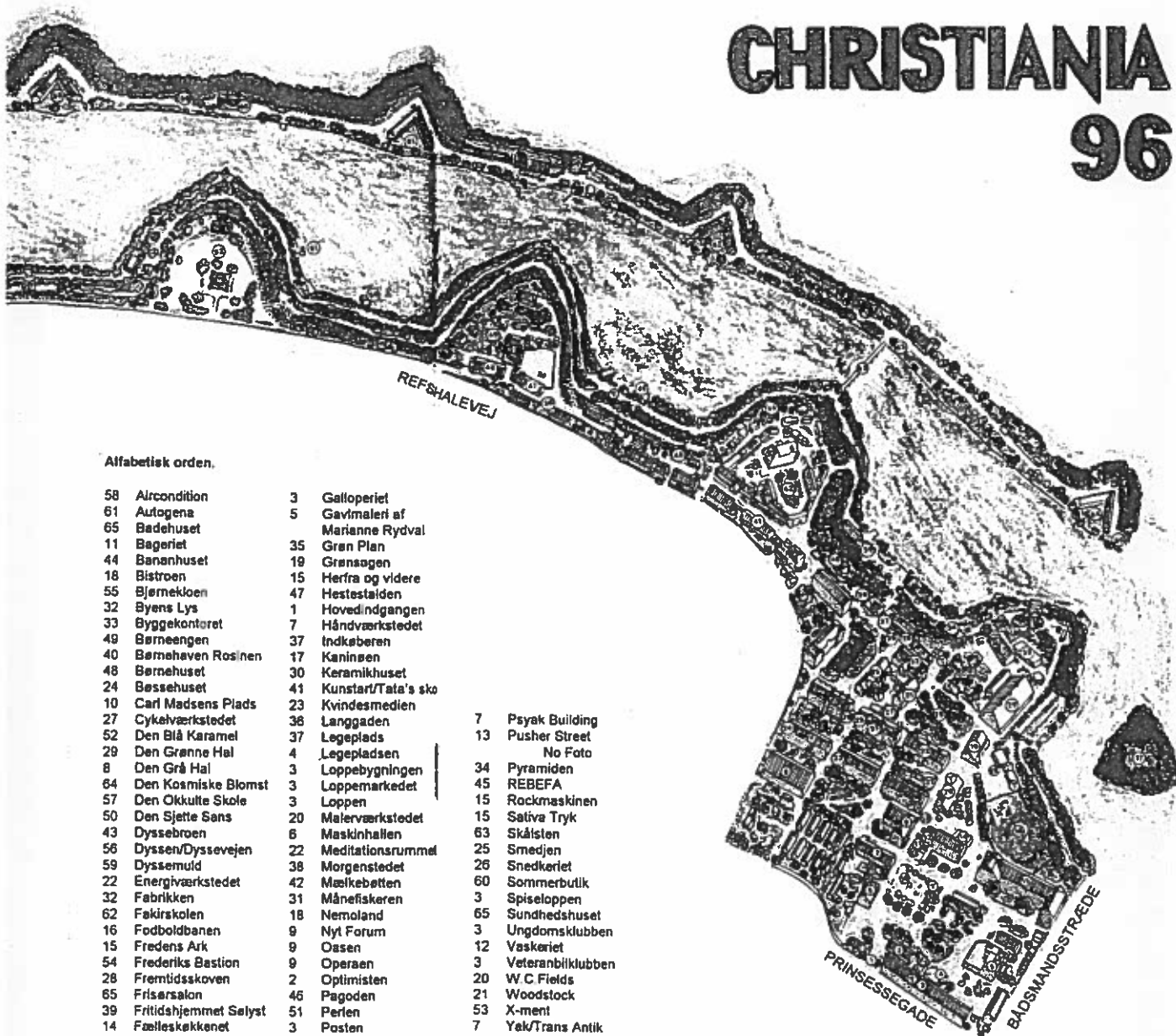
Ex: On peut également considérer Christiania comme un mode de rébellion: au-delà de l'innovation, son organisation propose un nouveau type de gestion des quartiers et de la société, basé sur les idéologies communautaristes.

Ex: Les exemples précédemment étudiés qui pratiquent l'*illégalisme sectoriel* (illégalité qui est en rapport direct avec la revendication portée par la mobilisation, et qui utilise les médias pour donner une portée plus large à l'action) s'inscrivent également dans une logique de rébellion (TPO, centri sociali, Comité des Mal Logés et Droit au Logement, et les nombreux mouvements historiques de squats, ...)

* *Christiana Guide*. Ed. Christiania. 1996

CHRISTIANIA

96



Alfabetisk orden.

- | | | |
|--------------------------|----------------------|--------------------|
| 58 Aircondition | 3 Galloperiet | 7 Psyak Building |
| 61 Autogena | 5 Gavmaleriet af | 13 Pusher Street |
| 65 Bædehuset | Marianne Rydval | No Foto |
| 11 Bageriet | 35 Grøn Plan | 34 Pyramiden |
| 44 Bananhuset | 19 Grønsøgen | 45 REBEFA |
| 18 Bistron | 15 Herfra og videre | 15 Rockmaskinen |
| 55 Bjørnekloen | 47 Hestestalden | 15 Sativa Tryk |
| 32 Byens Lys | 1 Hovedindgangen | 63 Skålstén |
| 33 Byggekontoret | 7 Håndværkstedet | 25 Smedjen |
| 49 Børneengen | 37 Indkøberen | 26 Snedkeriet |
| 40 Børnehaven Rosinen | 17 Kaninen | 60 Sommerbutik |
| 48 Børnehuset | 30 Keramikhuset | 3 Spiseloppen |
| 24 Bøssehuset | 41 Kunst/Tata's sko | 65 Sundhedshuset |
| 10 Carl Madsens Plads | 23 Kvindesmedien | 3 Ungdomsklubben |
| 27 Cykelværkstedet | 38 Langgaden | 12 Vaskeriet |
| 52 Den Blå Karamel | 37 Legeplads | 3 Veteranbiklubben |
| 29 Den Grønne Hal | 4 Legepladsen | 20 W.C. Fields |
| 8 Den Grå Hal | 3 Løppebygningen | 21 Woodstock |
| 64 Den Kosmiske Blomst | 3 Løppemarkedet | 53 X-ment |
| 57 Den Okkulte Skole | 3 Løppen | 7 Yak/Trans Antik |
| 50 Den Sjette Sans | 20 Malerværkstedet | |
| 43 Dyssebroen | 6 Maskinhallen | |
| 56 Dyssen/Dyssevejen | 22 Meditationsrummet | |
| 59 Dyssemuld | 38 Morgenstedet | |
| 22 Energiværkstedet | 42 Mælkebøtten | |
| 32 Fabrikken | 31 Månefiskeren | |
| 62 Fakirskolen | 18 Nemoland | |
| 16 Fodboldbanen | 9 Nyt Forum | |
| 15 Fredens Ark | 9 Ossen | |
| 54 Frederiks Bastion | 9 Operaen | |
| 28 Fremtidsskoven | 2 Optimisten | |
| 65 Frisørsalon | 46 Pagoden | |
| 39 Fritidshjemmet Sølyst | 51 Perlen | |
| 14 Fælleskøkkenet | 3 Posten | |

Plan de Christiania
Source : guide Christiania 96



Paysages de Christiania

source: www.christiania.org

c-évasion

L'évasion caractérise les situations où les individus, n'adhérant ni aux buts ni aux règles de la société, vivent en retrait de celle-ci.

Ex: Les squats fermés, marqués par les phénomènes de violence et de toxicomanie

Ex: Les tribus tziganes et nomades

Ex: Les *punk a bestie* (littéralement *punks à bêtes*): Sans Domicile Fixe qui vivent dans les grandes villes, dans la rue, sur les places, jeunes ou moins jeunes, en groupe plus ou moins nombreux, avec plus ou moins de chiens. Dans la ville de Bologne, ce phénomène a pris beaucoup d'ampleur ces dernières années. Leur mode esthétique (locks, nombreux piercings, tatouages et chiens) s'est d'ailleurs beaucoup répandue au sein du milieu étudiant.

B-Les différents degrés d'organisation

Organisation (def° Petit Robert): -Etat d'un corps organisé; manière dont ce corps est organisé
-Association qui se propose des buts déterminés

Dans ce sous-chapitre nous tenons à aborder les différents modes d'organisation qui soutiennent les pratiques informelles des espaces urbains. Comment s'agencent-ils pour agir, fonctionner? Dans les prochains paragraphes il s'agira surtout de proposer différents degrés d'agencement. Dans un cas concret de pratiques informelles, ces différents degrés s'articulent entre eux. Nous ne présenterons pas toutes les combinaisons possibles, nous proposons seulement un outil pour les analyser. Nous émettons également quelques hypothèses incomplètes sur les projets auxquels correspondent ces organisations.

1-Usage individuel

Ex: occupation d'un appartement, tels que ceux étudiés dans le cinquième chapitre.

Ex: occupation/utilisation/création d'un habitat de fortune.

Ex: construction ou aménagement illégal (maison sur terrain non constructible ou maison ne correspondant pas aux normes imposées par le POS ou le PLU).

Ex: pratique du roller ou d'un autre sport autonome urbain comme mode de déplacement dans les espaces publics.

Hypothèses: la forme individuelle d'usage illégitime de l'espace correspond à:

-un moyen de résoudre un problème d'exclusion de manière discrète et individuelle, dans une démarche d'insertion et d'acceptation du mode de vie légitime.

-hors d'un contexte d'exclusion, un moyen de parvenir à un désir ou un besoin non autorisé par la loi.

-un comportement individuel déviant car il n'avait pas été prévu par les aménagements de l'espace...

2-Forme collective non organisée

Ex: les regroupements de *punk a bestia* qui établissent leur domicile et lieu de vie dans les espaces publics.

Hypothèses:

- gestion de la précarité en groupe.
- solidarité, recomposition d'un groupe face à une démarche d'évasion de la société.

3-Organisation interne complexe

Ex: équipe du Teatro Polivalente Occupato (cf. chapitre III)

Ex: gestion du quartier Christiania de Copenhague (cf. chapitre V-A-2-a)

Hypothèses:

- organisation complexe qui permet l'originalité du projet.
- organisation qui s'articule avec la volonté de soutenir publiquement une solution alternative, un projet alternatif qui remet en question les modalités proposées par la société... et qui recherche une légitimité vis-à-vis de la société civile, à travers une perméabilité de leurs espaces, projets actions et revendications. Appuie sur la médiatisation.
- intégration dans des réseaux plus larges, puissants, qui s'inscrivent dans une démarche de contestation de la société.

4-Réseaux informels

Ex: les familles de gitans qui préviennent leur proche avant de quitter un appartement Hlm, afin qu'une autre famille vienne s'y installer avant le départ de la première, l'appartement devenant leur domicile au bout de 48 heures.

Ex: réseaux autour de la pratique d'un loisir (randonnées en roller non organisée, descentes et visites dans les catacombes fermées...)

Hypothèses:

- moyen de résoudre un problème d'exclusion de manière discrète collective, dans une dynamique de solidarité d'une catégorie d'individus à ses pairs
- partager un loisir non légitime ou illégal

5-Réseaux associatifs militants, les entrepreneurs moraux:

Ex: Comité des Mal Logés et Droit au logement –cf. chapitre IV-E

Association ayant une existante juridique reconnue (ex: association loi 1901) et qui opère pour une cause (ex: lutte pour le droit au logement pour tous) avec des moyens d'action officiels (ex: aides juridiques, relais auprès des responsables des logements sociaux, ...) d'autres moins

officiels (ex: ouverture de squat pour loger les exclus) et d'autres illégaux et médiatisés (illégalisme sectoriel).

Hypothèses:

-réseaux qui mettent leur compétence et leur capacité de négociation et de mobilisation au service de personnes ou d'activités exclues. Les occupations illégales apparaissant principalement comme une étape temporaire avant de trouver une situation régulière satisfaisante.

Les actions spectaculaires, qui ont pour finalité d'être médiatisées, restent de temporalités brèves et éphémères.

6-Réseaux Lobbies de contestation

ex: réseaux des centri sociali

Réseau qui regroupe différentes organisations autogérées des centri sociali, et qui leur donne une légitimité et un soutien en cas de conflit avec les autorités politiques à l'échelle nationale. Chaque centre social ayant sa propre légitimité et son propre réseau de médiatisation(presses, éditions, médias indépendants), la réunion de l'ensemble constitue une force d'action qui ne peut pas être négligée.

C-Les degrés d'interaction

1-Degré zéro

Les individus sujets à ces pratiques informelles, s'insèrent inévitablement dans le cadre urbain. Ils profitent d'un système technique posé pour une ville planifiée et conçue en vue d'offrir un certain nombre de services à ses habitants:

- les biens indivisibles (éclairage public, ...)
- les réseaux de circulation, piéton, automobile, transport en commun.
- les réseaux électriques, réseaux de distribution et d'évacuation des eaux, réseaux téléphoniques qu'ils utilisent de manière légale ou illégale. En effet, ces services publics (nationaux, privatisés ou en voie de privatisation) passent par un contrat entre la société prestataire et l'utilisateur. Soit l'utilisateur l'accepte ce contrat avec contre-partie financière, soit il renonce au service proposé, soit il détourne les modalités pour accéder à ce service (branchement sur réseaux, trafic du conteur, ...).

La suppression de l'accès à l'eau et l'électricité, reconnues comme essentielles pour le minimum vital d'un ménage est cependant réglementé ; et nombreux sont les cas de figures de squats pour lesquels l'eau et l'électricité sont distribuées sans contrepartie financière... (ou pour lesquels la contre-partie est versée par un tiers public).

2-Dépendance à la société formelle

Les individus sujets à ces pratiques sont souvent dépendants de la société formelle. Leur mode de vie se retrouve à cheval entre les deux sphères, à travers :

- la dépendance des services d'aides sociaux (RMI, assistantes sociales, ANPE,...)
- un travail officiel sous garantie d'un contrat (à durée déterminée ou indéterminée)
- un travail "au noir" (sans contrat)

-la participation à certains services publics, de nature obligatoire (école, collège, pour les enfants) ou utilitaire (service de courrier de la poste, activités proposées par la municipalité ou autres centres sociaux, ...)

3-Interaction et perméabilité avec les habitants du quartier et de la ville

Les groupes, les associations qui occupent les lieux de manière informelle peuvent l'ouvrir à la population en proposant des projets pour l'ensemble ou une partie de la collectivité.

Au TPO de Bologne et au squat artistique *Mix Art* de Toulouse, nombreux sont:

- les ateliers artistiques (danse, théâtre, cinéma) ou autres (langues, histoire, politique...) proposés
- les expositions, les spectacles, les concerts
- les fêtes d'autofinancements
- le(s) bar(s) ou restaurants ouverts à tous

4-Lieux de formation et d'insertion pour certaines catégories marginales

Ces lieux d'expressions artistiques proposent parfois des ateliers de formation de haut niveau (exemple du centre de formation chorégraphique du TPO) et constitue également des plates-formes d'échange de savoirs conséquents.

Parallèlement ces lieux peuvent être une alternative pour certaines catégories exclues (jeunes, immigrés, etc.) pour retrouver un cadre dynamique, se former, et trouver un soutien pour se réinsérer dans la société (emploi, relation...).

5-Porte-parole des problèmes, des réalités locales et générales

Prenons l'exemple du TPO de Bologne, exemple qui est confirmé par de nombreux cas de ces "nouveaux lieux de l'action culturelle". Le lieu, ses actions et ses pratiques sont fortement couplées à un discours de re-politisation de la société; Le questionnement politique est l'un des principaux fondements de ce type de projet.

6-Interaction sur le contexte et la géographie urbaine

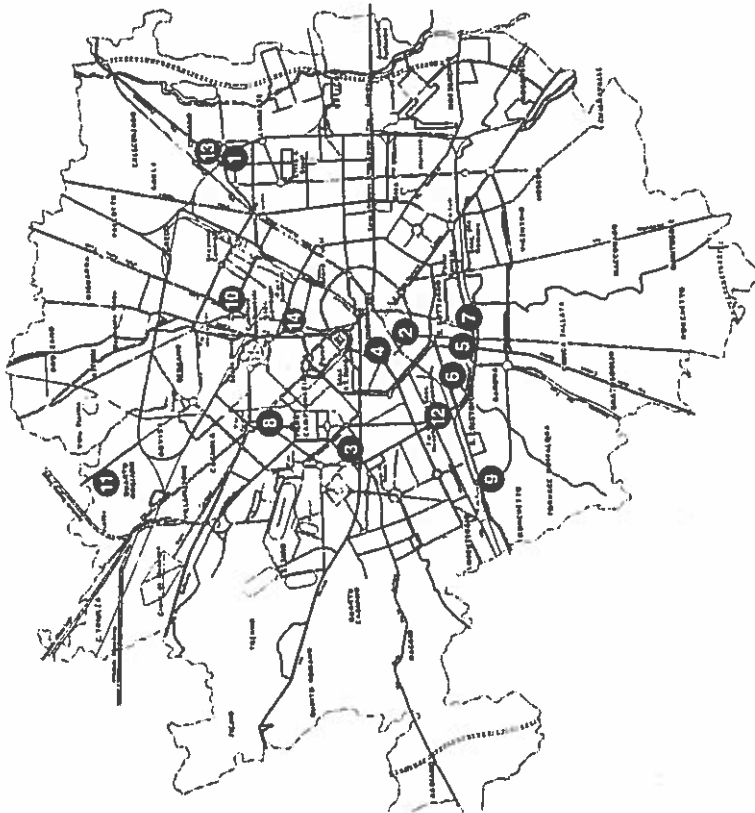
a-création de nouveaux centres-urbains

- la redynamisation d'un espace
- de nouveaux déplacements de population
- l'adaptation du système urbain (transports notamment)

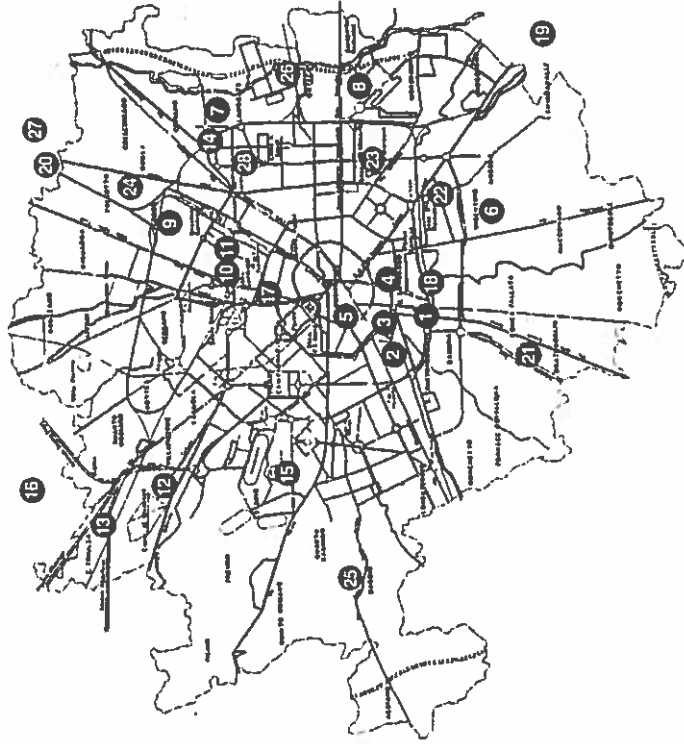
Ex. de différentes natures et différentes échelles:

- les squats de la Croix Rousse (réseau de squats dans un quartier de Lyon)
- le TPO squat-équipement culturel
- Christiania (quartier touristique, résidentiel, culturel et économique de Copenhague)

Centri Sociali de Milan 1975-1978



- 1) LEONCAVALLO
- 2) COLLETTIVO AUTONOMO TICINESE
- 3) PANETERIA OCCUPATA ALLE COLONNE DI S. LORENZO
- 4) CORREGGIO 18
- 5) CSOA S. MARTA
- 6) VIA CONCHETTA 16 e CSOA ANARCHICO
- 7) VIA ARGELATI 18 (P18)
- 8) CSOA SEMPIONE
- 9) LA FORNACE
- 10) CSOA QUARTIERE ISOLA
- 11) VIA LESSONA - QUARTO OGGIARO
- 12) FABBRICONE VIA TORTONA
- 13) CASA OCCUPATA E COLLETTIVO VIA DEI TRANSITI
- 14) CASA OCCUPATA CORSO GARIBOLDI 89



- 1) CSOA COX 18
- 2) ACQUARIO (1985)
- 3) ADRENALINE
- 4) SQUOTT
- 5) LABORATORIO ANARCHICO
- 6) CASCINA VAIANO VALLE
- 7) CSOA LEONCAVALLO 1 via Leoncavallo (1975-1994)
- 8) CSOA LEONCAVALLO 2 via Salomone (1994)
- 9) CSOA LEONCAVALLO 3 via Wattau
- 10) PERGOLA TRIBE
- 11) S. ANTONIO ROCK SQUOT via Gangitano
- 12) CSOA TORKIERA
- 13) CSOA DEL GALLARATESE (KANTIERE)
- 14) TRANSITI (CON AMBULATORIO AUTOGESTITO)
- 15) CSOA MICENE
- 16) NOVATE - BAKEKA
- 17) CSOA GARIBOLDI
- 18) CENTRO ANARCHICO DI VIA TORRICELLI
- 19) ETEROTOPIA (S. GIULIANO)
- 20) CORTE DEL DIAVOLO (SESTO S. GIOVANNI) (1992)
- 21) CSA DEL GRATOSOGGIO via dei Missaglia
- 22) ASSOCIAZIONE GOLGONOOZA
- 23) CSA VITTORIA
- 24) PONTE DELLA GHISOLFA - BAR ZABRISKIE POINT
- 25) VILLA AMANTEA
- 26) PANETERIA OCCUPATA
- 27) CASCINA NOVELLA
- 28) PZA ASPRONTE

Les centres sociaux, une nouvelle géographie urbaine

source : centres sociaux, géographie del desiderio

b-dévalorisation symbolique d'un quartier

La présence de squats dans une zone résidentielle représente l'image négative de l'insécurité et de l'abandon par les forces de l'ordre et les autorités publiques. Si une certaine tolérance peut exister de la part des habitants du quartier (tolérance passive car pas de gêne, tolérance par identification, tolérance par peur de représailles), il existe souvent des mouvements de contestations de la part des habitants du quartier.

Par ailleurs la présence de squat dans un espace a des répercussions sur la valeur immobilière des biens car ils sont facteur ou témoins d'une dévalorisation de la zone...

7-Intégration médiatique

a-médiatisation directe (par leurs propres médias):

- publicité de leurs actions culturelles et artistiques
- de leurs idées et actions politiques
- de leur situation

b-médiatisation indirecte (médias autres: journaux, télévision):

- pour diffusion de leurs actions (cf. médiatisation directe)
- pour trouver une légitimité auprès du grand public. Avoir le soutien civil et la maîtrise des médias est une des meilleures solutions pour éviter l'expulsion du lieu et de pouvoir négocier une pérennisation du lieu.

Chapitre VI

La prise en compte par les aménageurs des pratiques informelles

« Tout se passe comme si chaque société cherchait à intégrer à son ordre les impératifs afférents aux forces de mouvement qui y introduisent le désordre »^{*}.
Et c'est aux pouvoirs politiques de décider quelles sont :

➤ les forces qui peuvent être assignées ou intégrées aux mécanismes responsables de l'ordre existant

➤ les forces qui ne peuvent en aucun cas être associées aux choix qui déterminent l'orientation du groupe

➤ les forces pour lesquelles il convient d'attendre, les forces qui peuvent donc être tolérées.

→ **Comment les aménageurs et les politiques prennent-ils en compte les pratiques informelles relatives à l'usage et à l'appropriation des espaces ?**

Cette demande apparaît comme fondamentale pour comprendre une grande partie des mécanismes de l'évolution de l'urbanisme et de l'aménagement.

Par ailleurs la réaction des aménageurs et des politiques face à ces pratiques est l'un des éléments principaux pour aborder leur temporalité. Sont-elles destinées à perdurer, à être pérennisées sur le long terme ? à s'inscrire dans une durée de court terme ? à disparaître dans un délai quasi-instantané ?

Dans cet ultime chapitre nous reprendrons le triptyque tolérance, refus-bannissement, intégration.

→ **Quels sont les différents niveaux de la tolérance du système social ?**

Au-delà de l'illégalité, que tolère-t-on ? Pourquoi la société officielle tolère-t-elle ces pratiques informelles ?

Quelles sont les limites de la tolérance ? A partir de quel point, de quelle situation, de quel moment, l'informel n'est plus toléré mais refusé ou intégré ?

→ **Pourquoi refuse-t-on, bannit-on une pratique informelle ? Quels sont les outils du bannissement, de l'interdiction, de l'élimination ?**

→ **Quels sont les facteurs qui légitiment l'intégration des pratiques informelles ? Qu'accepte-t-on d'intégrer ? Quelles sont les modes et les moyens de l'intégration ?**

^{*} Dictionnaire de sociologie, Edition Hatier

A-La tolérance des pratiques informelles

1-La notion de tolérance

Tolérance (selon le dictionnaire *Le Petit Robert*) :

-Fait de tolérer, de ne pas interdire ou exiger, alors qu'on le pourrait ; liberté qui résulte de cette abstention.

-Attitude qui consiste à admettre chez autrui une manière de penser ou d'agir différente de celle que l'on adopte soi-même.

-Aptitude de l'organisme (variable suivant les sujets et les circonstances) à supporter sans symptômes morbides l'action d'un médicament, d'un agent chimique ou physique déterminé.

La société en tant que mécanisme ultra complexe peut tolérer les usages informels des espaces à différents niveaux, ces niveaux peuvent également interagir les uns avec les autres. Bien que nous ayons clairement posé que nos dimensions officielle et informelle se définissent par rapport aux droit et la légitimité de l'administration et des politiques, nous abordons ici également succinctement d'autres niveaux de tolérance.

a-tolérance juridique.

Nous avons vu à travers l'étude de la situation juridique du squat, comment les mécanismes du droit français tolèrent/permettent son existence, du moins dans une temporalité éphémère.

b-tolérance relative aux partenaires sociaux.

Pour le cas du TPO, les autorités publiques (commune, région, province), acceptent de soutenir certains projets, bien que toutes les modalités ne soient pas en règle (non-paiements des taxes relatives aux spectacles, à l'accueil du public, à la vente de boissons alcoolisées, ...) et acceptent de passer des contrats (notamment bail d'occupation des lieux) avec l'équipe qui n'a pas un statut légitime (le *gruppo di fatto* n'est pas reconnu par le système juridique).

Dans le cas du squat parisien analysé par Isabelle Coutant, les forces de l'ordre sont au courant de la situation de squat des quatre ménages. Mais tant qu'il n'y a pas de situation de danger réel pour les voisins, les squatteurs et le quartier, les squats peuvent être tolérés. Les assistantes sociales sont également averties de la situation, sans pour autant les sanctionner sur les aides sociales auxquels ils ont recours.

c-tolérance du voisinage, de la société civile

Dans le cas de l'immeuble squatté étudié, les tolérances du voisinage sont motivées par un principe de solidarité avec les squatteurs, par la crainte d'éventuelles représailles ou par réserve (ne se sentant pas concerné).

Cependant tolérance ne signifie pas reconnaissance sociale (action de reconnaître, d'accepter, d'admettre).

Et au-delà de la tolérance de l'informel, souvent il s'agit également de tolérer des situations précaires, c'est-à-dire :

- précarité temporelle
- précarité d'occupation des lieux
- précarité sociale
- précarité économique

2-Les motivations de ces tolérances (état, administration-politique)

1-Considérer les pratiques informelles comme non nuisibles, et s'autosuffisant à elles-mêmes

ex : Ilotopie. A Port St-Louis du Rhône, Bruno S. a obtenu la concession de l'île Napoléon sur le Rhône. Bien qu'elle soit classée réserve naturelle, le parc régional de Camargue et les instances publique concernées tolèrent qu'il y ait établi son domicile depuis 20 ans. Le contrat moral sous-jacent étant que son mode de vie ne perturbe pas l'équilibre de l'écosystème protégé.

ex : local Algeco « point jeune » de la cité Gagarine à Ivry-sur-Seine. Le squattage a été toléré, le local Algéco qui aurait du être déplacé est resté deux ans. Le problème de la légitimité d'un espace pour les jeunes ne s'est posé officiellement que lorsque le local a brûlé.

2-Considérer les pratiques informelles comme trop précaires et trop fragiles, donc comme relatives à un cycle de vie éphémère... et non nuisible.

Ex : les squats parisiens étudiés. L'agence Hlm propriétaire des appartements peut tolérer la présence des squatteurs tant que la procédure de rénovation n'est pas enclenchée, mais une fois que les travaux seront sur le point de commencer, l'expulsion aura lieu.

3-Ne pas considérer les causes ou les motivations de ces pratiques comme compétences ou devoirs de l'état (conception plus libérale)

Ce qui doit disparaître disparaîtra et ce qui doit perdurer perdurera.

Ex : logement des exclus, l'état doit-il être garant du droit au logement ou non ? Si non, alors les situations informelles apparaissent comme l'unique solution pour les exclus du logement.

4-Tolérance de la pratique informelle par défaut, jusqu'à ce que l'on trouve une solution satisfaisante

Ex : tolérer le squat en attendant que le marché du logement social offre une opportunité.

Ex : les campements gitans sur les espaces publics (stades, place, etc.) ont du être tolérés, du moins temporairement, tant que la responsabilité des communes pour mettre en place des campements officiels n'était pas engagée. Désormais, les collectivités publiques doivent avoir des espaces réservés équipés, ce qui légitime alors la non-tolérance des campements sur des lieux non adaptés... mais reste à vérifier si les campements officiels sont systématiquement adéquats (quantitativement et qualitativement) à l'accueil des nomades.

Conclusion :

La tolérance, qui est la dynamique la plus passive vis-à-vis de la dimension informelle de la société, s'inscrit donc dans une logique d'attente ou de non-préoccupation.

Elle participe à une logique temporaire qui trouvera ses limites :

-à la fin du cycle de vie des pratiques informelles

-au moment où la pratique informelle sera considérée comme néfaste/morbide pour la société par les autorités officielles (suite au développement et à l'évolution de la pratique OU suite à l'évolution des normes et des valeurs de la société)

-lorsque l'état se déclarera responsable du problème soulevé par la pratique informelle

-lors de la résolution du problème à l'origine de la pratique informelle

La fin de la tolérance d'une pratique signifie que les autorités officielles entreront dans une démarche de refus ou d'intégration de celle-ci.

B-Le refus, le bannissement des pratiques informelles

Refuser (définition du dictionnaire Le Petit Robert) :

-Ne pas consentir à accorder ce qui est demandé

-Ne pas accepter ce que l'on considère comme défectueux ou insuffisant

Bannir :

-Condamner à quitter un pays [une société] avec interdiction d'y rentrer

-fig. : Ecarter, supprimer

-fig. : Repousser

Quand les aménageurs et les autorités politiques décident de refuser la pratique informelle d'un espace, que refusent-ils ? Refusent-ils le fond, la superficie, l'obstacle ou le contre-pouvoir ?

Quels sont les outils du refus de ces pratiques : comment font-ils pour prévenir l'émergence de certains phénomènes ? Comment font-ils pour faire disparaître ce qui est apparu et que l'on considère désormais comme néfaste pour la société ?

1-Que refuse-t-on ?

a- le refus du fond

-refus de l'illégalité

-refus du non-respect des droits d'autrui

ex : squat comme non-respect des droits de propriété

-refus d'éléments et de pratiques considérées comme dangereux et créateurs d'insécurité :

-pour les habitants, pour les citoyens

-pour les individus qui sont acteurs des pratiques informelles

ex : des squats considérés comme dangereux (violence, drogues mais aussi insalubrité de l'habitation)

-refus de la précarité (société où l'on cherche à pérenniser les choses fragiles, refus positif)

ex : chercher logements officiels pour les squatteurs, refus lié à une démarche/volonté d'intégration de ceux qui sont à l'origine des pratiques informelles.

b- le refus de la superficie, de l'apparent

- refus d'un désordre apparent, de l'esthétique du désordre
- refus du sentiment d'insécurité, sentiment d'abandon par les autorités publiques et les forces de l'ordre
 - ex : présence de squats ou de SDF augmentent le sentiment d'insécurité sans pour autant augmenter l'insécurité effective

En effet dans nos sociétés, l'ordre reste un idéal de vie. Et si la société et ses autorités publiques n'arrivent pas à établir au moins l'apparence d'un ordre dominant, certaines catégories de population sont alors séduites par des cadres de vie plus sécurisés. En effet, les promoteurs immobiliers proposent de plus en plus des ensembles immobiliers avec clôture, accès sécurisés par code et digicode, présence de gardiens, règlement intérieur de plus en plus contraignant, etc. Dans le cas extrême des Gated Communities, aux Etats-Unis, ces villes-privées font même appel à leur propre police privée.

c- le refus de l'obstacle au fonctionnement/ développement/aboutissement d'un projet

ex : lorsque les squats sont un obstacle pour la contractualisation d'un bail avec de nouveaux occupants, pour la vente d'un bien, pour une opération de rénovation.

d- le refus du contre-pouvoir

- par rapport à un projet précis
 - ex : destruction d'une friche industrielle
- par rapport à une conception différente de la société (critique et proposition alternative)
 - ex : le TPO, Christiania
- par rapport aux risques de faire dévier une partie de la population de l'opinion instaurée comme officielle

Dans les sociétés autoritaires, la place laissée à la variance est étroite et celle pour la déviance quasi- inexistante. Le contre-pouvoir est alors systématiquement banni officiellement, afin de ne pas constituer un obstacle au monopole du pouvoir officiel. Cependant dans de nombreuses sociétés qui ne se considèrent pas comme autoritaire, la fragilisation des mécanismes de contre-pouvoir reste une stratégie pour légitimer l'opinion et les actions du pouvoir en place.

2-Les modalités du refus

a-Les outils du refus

- Les lois
 - lois générales, nationales
 - les règles posées par le POS ou le PLU
 - les arrêtés municipaux
- la mobilisation des forces de l'ordre pour faire respecter les lois
- la mobilisation des réseaux sociaux pour résoudre les problèmes à l'origine de ces occupations illégales

-des aménagements et des modes d'élaboration des projets qui préviennent, empêchent l'apparition de phénomènes informels.

b-Faire disparaître ce qui est apparu

Comme nous l'avons abordé dans les chapitres précédents, l'apparition des phénomènes informels résulte d'un mécanisme de tolérance de la part de la société (tolérance juridique, administrative, sociale et civile). Si ce que l'on tolérait parce qu'on le croyait éphémère se développe en quelque chose de durable, et considéré comme nuisible pour la société, la tolérance officielle va alors se transformer en intolérance, en refus.

Lors de ces situations deux cas apparaissent :

- la disparition d'une pratique informelle avec la coopération des personnes concernées en résolvant le problème social à l'origine de la pratique
- la disparition d'une pratique informelle sans coopération

→ Pour la résolution des pratiques informelles qui soulèvent un problème social, la coopération des personnes concernées, exclues (du logement, du travail, etc.) se fait alors avec les réseaux publics ou para-publics (associations, coopératives, etc.) d'aides sociales.

Il peut s'agir alors :

- De proposer une aide (ex : proposer un logement social adéquat à un ménage de squatteur)
- D'adapter l'aide à un cas bien précis, c'est-à-dire d'individualiser l'aide (ex : l'ADUC de Chinon a fait construire un logement très social individuel spécifique pour reloger un sans domicile fixe qui habitait dans une cave-grotte)
- De lancer des programmes d'aide à des échelles plus globales, voire nationales (ex : création de *l'observatoire de l'habitat et de la précarité* par le ministère de l'emploi et de la solidarité).

→ S'il n'y a pas de coopération avec les personnes concernées, le refus des pratiques informelles se fait à travers l'action des forces de l'ordre ; il s'agit de rétablir l'ordre par la force.
Ex : délogement des *punk a bestia* des espaces publics, fermeture des squats, destruction des habitats construits sans autorisation.

Ces méthodes ne résolvent le problème que sur le moment, le problème n'est que déplacé.

c-Prévenir l'émergence de certains phénomènes

A travers les aménagements, et les modalités de déroulement des projets, certaines pratiques peuvent également être bannies...aménagement anti-désordre :

Ex : revêtement anti-roller dans certains parcs

Ex : bancs qui empêchent les SDF de s'allonger dessus

Ex : faussée et maintient sous eau des terrains non construits afin d'éviter l'installation de campements nomades

Ex : stratégie dans le planning de relogement des Hlm, afin de ne pas laisser d'opportunités aux squats

Conclusion

Le refus des pratiques, des appropriations informelles des espaces tient à des motivations de natures complètement diverses qui illustrent bien la complexité des prises de décision au sein d'une société. Que l'on refuse le disfonctionnement d'une société (illégalité, dangerosité, précarité, etc.), que l'on refuse la présence d'un contre-pouvoir qui remettrait en question l'ordre et le pouvoir social légitime, que l'on refuse une apparence, une esthétique du désordre ou que l'on refuse un obstacle au bon déroulement des actions et des projets... le mécanisme du refus s'articule de différentes manières.

Il peut se faire en prévision de l'apparition d'une pratique informelle ou dans une logique de faire disparaître ce qui existe déjà.

Suivant les situations, des mesures préventives sont prises (aménagements restrictifs, lois, arrêtés) les réseaux sociaux sont mobilisés (pour résoudre les problèmes à l'origine des pratiques informelles) ou l'intervention des forces de l'ordre est sollicitée (notamment en cas de non-coopération avec les personnes à l'origine des pratiques informelles).

Le refus peut donc se faire dans une dynamique négative, c'est-à-dire le refus de la pratique informelle en soi ou dans une dynamique positive, c'est-à-dire le refus d'un disfonctionnement de la société (situation de précarité, d'exclusion).

Le refus de la précarité peut se concrétiser à travers une dynamique d'insertion ; insérer signifiant, comme nous l'avons vu : « introduire une chose dans une autre de façon à l'incorporer ». Mais il peut également se concrétiser suivant un mécanisme d'intégration.

L'intégration étant un mécanisme réciproque : La société intègre l'individu et l'individu intègre la société. Il n'y a pas d'un côté le dedans et d'un autre le dehors, il y a interaction réciproque même si elle est très déséquilibrée au profit de la société.

C-L'intégration et la récupération des pratiques informelles

Intégration :

- Etablissement d'une interdépendance plus étroite entre les parties d'un être vivant ou les membres d'une société
- Coordination des activités de plusieurs organes, nécessaire à un fonctionnement harmonieux

Pourquoi intégrer à la société certaines pratiques informelles de l'espace? Quelle est, quels sont leur-s légitimité-s? Qu'accepte-t-on d'intégrer? Quels sont les modes d'intégration?

1-La légitimité de l'intégration de ces pratiques

➤ Certains aménagements proposés interdisent tacitement et non-volontairement certaines pratiques. Ces pratiques sont bannies du fait de la non-appropriabilité des espaces, mais ne seraient pas systématiquement refusées volontairement.

Ex: les sports autonomes urbains

➤ Ces pratiques informelles émanent de la base. Non-pensées et non-planifiées par les administrations et les autorités publiques, la reconnaissance de l'intérêt du projet qu'elles proposent (par rapport à l'usage de la ville, par rapport à la résolution de problèmes identifiés) légitime leur intégration à l'ordre social.

Ex: les centri sociali italiens

➤ L'adhésion de la part de la société civile à une pratique informelle légitime également sa prise en considération par les autorités officielles.

Ex: les centri sociali, les squats d'artistes, le quartier de Christiania

2-Qu'accepte-t-on d'intégrer?

➤ La requalification "positive" d'espaces friches, d'espaces abandonnés, laissés pour compte.

Ex: Christiania

➤ Des propositions informelles qui apparaissent comme des alternatives/des solutions à des problèmes que les autorités publiques ne résolvent pas ou n'arrivent pas à résoudre.

Ex: squats -logements / espaces pour la création, la diffusion et la formation artistiques / lieux d'intégration- d'insertion potentiels pour certaines populations marginales

➤ Des espaces d'expérimentation: des quartiers où on laisse se développer une autre forme de société.

Ex: Christiania (expérience sociologique/ lieu où sont tolérées certaines illégalités, mais pas toutes/ lieu de récréation et de divertissement de Copenhague/ lieu de résidence / réserve naturelle).

➤ Des pratiques marginales qui se développent de plus en plus et qui nécessitent quelques installations.

Ex: vélos, sports autonomes urbains...

3-Les modes de l'intégration

a-intégration:

➤ Aide à la régularisation temporaire de la situation

ex: bail temporaire du TPO

➤ Aide aux projets et aux actions (financiers, matériels, humains)

ex: TPO, christiania

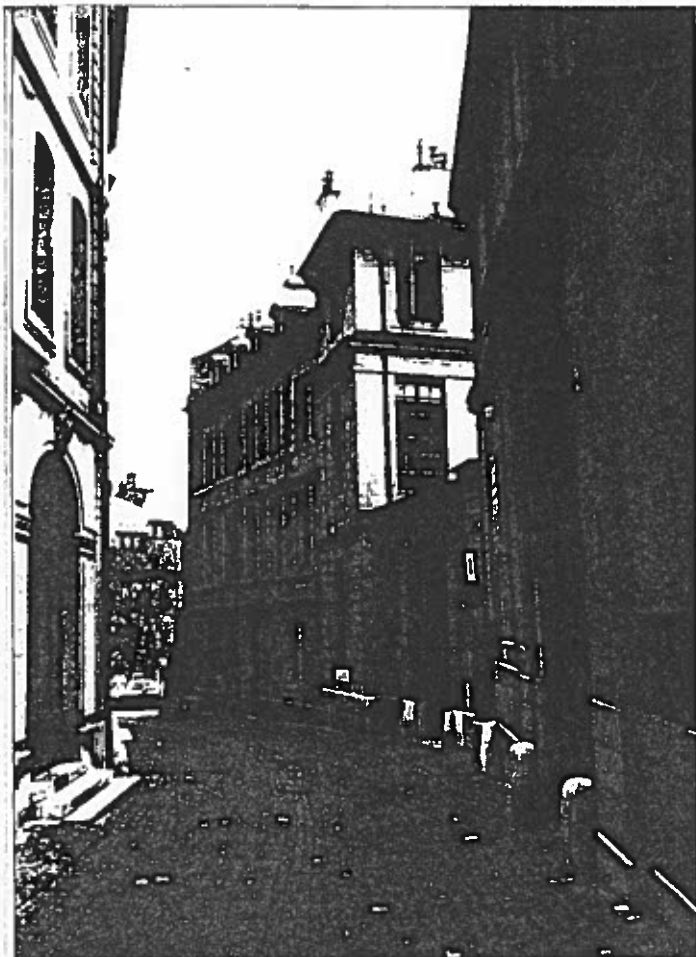
➤ aide à la régularisation à long terme de la situation

ex: pour le TPO recherche d'un nouveau lieu pour pouvoir établir un bail à long terme

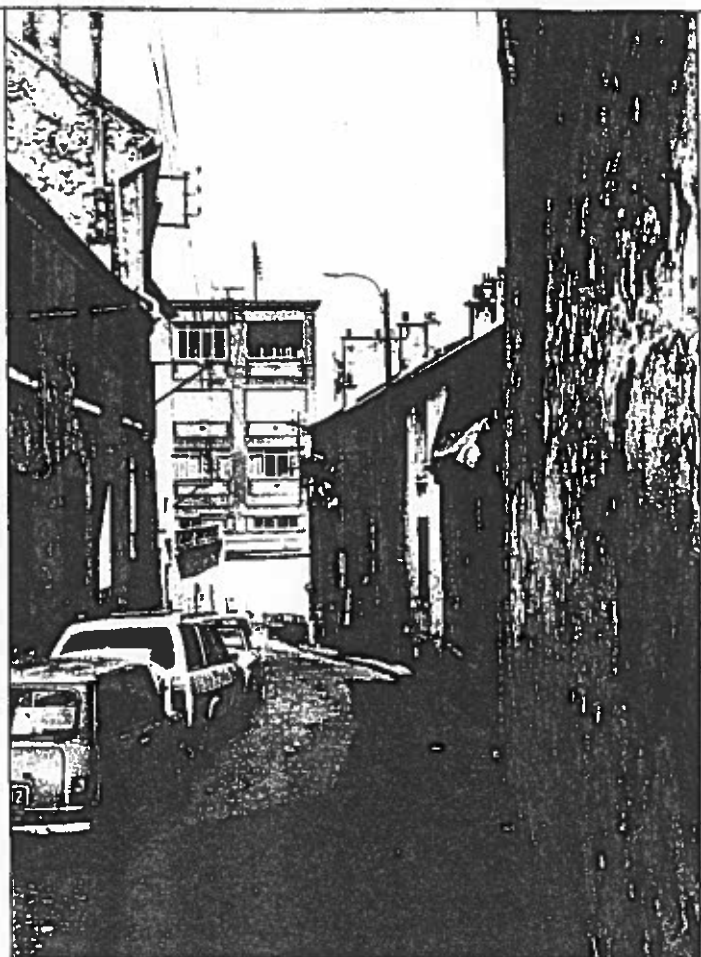
ex: tentative des squatteurs-rénovateurs (qui réhabilitaient des logements vétustes et proposaient des contrats de régularisation avec les sociétés Hlm)

b- récupération:

-Lancement et réalisation de projets émanant des autorités publiques qui s'appuient et reprennent certaines caractéristiques essentielles de ces pratiques informelles.



A Genève, bail emphytéotique de 60 ans pour une coopérative de locataires, à charge pour elle de réhabiliter l'immeuble : la "classe" suisse en plus...



A Sèvres, vers un droit d'usage pour les occupants de la rue des Caves (voir page 57), à charge pour eux d'assurer la rénovation intérieure.

Des tentatives d'intégration, de régularisation de squat
source : Le phénomène squat, pas si simple.

ex: Impulsée par la municipalité de Marseille, la friche Belle de mai a repris l'esthétique du squat et la caractéristique de l'espace appropriable où différents groupes de différents secteurs peuvent mener leurs projets (artistiques, sociologiques, économiques, sociaux, etc.).

ex: Association des Hôpitaux Ephémères, impulsée par la mairie de Paris pour attribuer à des artistes des ateliers dans des friches temporairement reconvertis lieux de création artistique.

Différentes raisons peuvent légitimer l'intégration d'un usage informel à l'ordre social. Informel ne signifie pas systématiquement néfaste et nuisible, aussi des projets qui ont la reconnaissance de la société suite à leur utilité méritent d'être soutenues par les autorités publiques, ceci afin de s'inscrire dans une logique de pérennité.

Requalification d'espaces désaffectés, solutions alternatives face aux handicaps de l'état, tentatives expérimentales et innovations collectives sont autant de secteurs qui peuvent être considérées comme facteur d'évolution de la société. Et si ces projets émanent de la base ne présentent pas d'éléments nuisibles pour la société, l'intégration de ceux-ci s'inscrit alors dans une dynamique positive.

Les modes d'intégration se trouvent à différents niveaux: tandis que les intégrations légères proposent des aides temporaires et des aides aux projets, le principe de l'intégration pérenne est celle qui cherche une coopération à long terme. Cette dernière signifie une évolution du mode de fonctionnement de la société. Par exemple, le rapport de Fabrice Lextrait sur les Nouveaux lieux de l'action artistique et culturelle fait une proposition de réforme des dispositifs d'aides publics vis-à-vis des équipements alternatifs. L'intégration doit se faire dans les deux sens.

Le phénomène de récupération de certaines lignes essentielles de ces projets par les autorités publiques (ex de la Friche Belle de mai) témoigne également d'une remise en question de la part des autorités et une disponibilité à s'ouvrir à ce genre d'expérience.

Conclusion

La forme de la société fait écho à la notion de structure déterminée par et déterminant les organisations et les rapports sociaux ; Et c'est l'ordre social qui cherche à structurer une certaine forme de la société légitime. Parmi les différents niveaux de la normativité sociale, la normativité officielle, c'est à dire celle du gouvernement, des autorités publiques et de l'administration se compose :

- des usages qui sont permis et reconnus par la loi
- des usages qui sont favorisés par les projets et les actions publiques.

Cette normativité définit la dimension légitime officielle de la société.

Etant donné que l'*informel* est ce qui est sans caractère officiel et reconnu, nous considérons la dimension informelle de la société comme les secteurs et les usages non légitimés et/ou non prévu par le gouvernement de la société :

- d'une part les secteurs et les usages qui s'opposent aux normes juridiques fixées à travers le Droit, c'est-à-dire ce qui relève d'une certaine illégalité,
- et d'autre part les secteurs et les usages qui ne sont pas reconnus par la société, et qui en sont exclus, parce que la normativité sociale, l'ordre social ne les prend pas en compte.

L'urbanisme et l'aménagement, qui disposent avec ordre les hommes et leurs activités, les équipements et les moyens de communication, affectent ainsi des fonctions légitimes aux espaces et participent donc au mécanisme de contrôle social.

La dimension informelle relative à la discipline de l'urbanisme concerne les utilisations et les appropriations des espaces. L'urbanisme, ainsi que différents systèmes normatifs (réglementations relatives aux espaces publics, à la circulation routière, à l'habitation, etc.) confère un cadre légitime d'utilisation de ces espaces.

On distingue alors différents types d'appropriations de ces espaces : le simple usage, l'occupation et l'aménagement.

L'appropriation informelle d'un espace est définie comme un détournement de sa ou de ses fonctions :

- en changeant la fonction première de l'espace
- en changeant les modalités légitimes pour atteindre la fonction de l'espace

Selon la dynamique de mouvement ordre-désordre, la dimension informelle de la ville, c'est-à-dire les pratiques informelles, le désordre urbain, constitue une force que la société va devoir absorber. La dimension informelle de la ville apparaît donc comme facteur de l'évolution du cadre urbain ainsi que de la pratique et de la conception de l'urbanisme.

L'étude théorique des concepts relatifs à l'informel (forme sociale, ordre, normativité, désordre, exclusion, marginalité), l'étude du Teatro Polivalente Occupato di Bologna et l'état des lieux relatif aux squats d'habitat nous ont permis d'aborder les principaux critères à prendre en compte pour caractériser l'appropriation informelle d'un espace ; à savoir :

-les critères relatifs à l'espace :

caractéristiques physiques, qualifications foncières, fonctions premières, systèmes de normativité imposées

-les critères relatifs à l'appropriation de l'espace :

mode, temporalité, perméabilité, degrés d'effraction/de déviance/d'illégalité, antécédents par rapport à l'appropriation

-les motivations :

nécessité de survie, pallier à une situation de marginalité, démarche d'intégration de certaines disciplines ou de certaines catégories de population

logique d'innovation, de rébellion, d'évasion

-les modalités d'organisation :

individuel, forme collective non organisée, organisation interne complexe (avec ou sans statut reconnu), réseaux informels, réseaux associatifs militants, lobbies

-les degrés d'interaction, d'intégration :

degré zéro (insertion technique et matérielle), dépendance à la société formelle (aides sociaux, emplois, services publics), interaction et projets avec les habitants de la ville, lieu de formation et d'insertion, porte-parole/militant pour des problèmes locaux et sociaux, interaction sur le contexte et la géographie urbaine (nouvelle centralité, redynamisation d'un espace, dévaluation d'un quartier, etc.), intégration médiatique.

C'est aux pouvoirs politiques de décider quelles sont les forces qui peuvent être intégrées au mécanisme de l'ordre d'existant, celles qui doivent être absolument refusées, et celles pour qui il convient d'attendre et qui peuvent être tolérées. Aussi les critères présentés précédemment permettent aux urbanistes et aux politiques d'évaluer les appropriations informelles et de fonder leurs réactions et leurs stratégies vis-à-vis de celles-ci, qu'il s'agisse de les tolérer, de les refuser ou de les intégrer.

La tolérance, qui pour la société officielle se fait essentiellement au niveau du système juridique, de l'administration et des partenaires sociaux, se justifie :

-lorsque les pratiques informelles sont considérées comme non nuisibles,

-lorsque les pratiques informelles semblent trop fragiles pour perdurer dans le temps,

-lorsque l'état ne se considère pas comme responsable des causes qui ont amené à la situation informelle, et qu'il ne propose pas de solutions alternatives,

-lorsque l'état n'arrive pas à résoudre seul le problème initial.

La fin de la tolérance d'une pratique signifie que les autorités officielles entre dans une démarche de refus ou d'intégration de celle-ci.

Le refus d'une pratique informelle peut être motivé par le refus du fond (illégalité, danger, précarité et instabilité), le refus de la superficie (désordre apparent, sentiment d'insécurité, différents esthétiques), le refus d'un obstacle au non-déroulement d'un projet ou le refus du contre-pouvoir.

Il s'agit alors soit de faire disparaître ce qui est apparu, soit de prévenir l'émergence de certains phénomènes. Suivant qu'il y ait collaboration ou non avec les acteurs des appropriations informelles, et suivants les cas, les outils du refus seront différents (lois, forces de l'ordre, réseaux sociaux, aménagements et stratégies d'élaboration des projets anti-informel).

Les autorités officielles peuvent également décider d'intégrer certaines pratiques informelles, notamment celles qui participent aux requalifications positives d'espaces, celles qui proposent des alternatives à des problèmes que la société officielle n'arrive pas à résoudre, celles qui constituent des espaces d'expérimentation dignes d'intérêt.

Les modes d'intégration se trouvent à différents niveaux: tandis que les intégrations légères proposent des aides temporaires et des aides aux projets, le principe de l'intégration pérenne est celle qui cherche une coopération à long terme. Cette dernière signifie une évolution du mode de fonctionnement de la société. L'intégration doit se faire dans les deux sens.

Le phénomène de récupération de certaines lignes essentielles de ces projets par les autorités publiques témoigne également d'une remise en question de la part des autorités et une disponibilité à s'ouvrir à ce genre d'expérience.

Bibliographie

Ouvrages:

- BURGEL Guy.- *La ville aujourd'hui*.-Ed. Pluriel.-2000
- Consorzio Aaster, Centro sociale Cox 18, Centro sociale Leoncavallo, Primo Moroni.- *Centri Sociali : Geographie del desiderio*.- Shake Edizioni underground.- 1996.
- COUTANT Isabelle.-*Politique du Squat. Scène de vie d'un quartier populaire*.-Ed. La dispute, 2000.- 221 p.
- DUBOIS-TAINE Geneviève et CHALAS Yves, dir. par. - *La ville émergente*.- Plan Construction et Architecture, 1997
- ELIAS Norbert et SCOTSON John L.- *Logiques de l'exclusion*.- Fayard.- Paris 1997.
- Les sans-domiciles fixes dans l'espace public*.- Plan Urbain, n° 430.
- KELLENBERGER Sonja.- *Espaces publics et formes de mobilisation politique : le rôle des pratiques artistiques*.- Plan Urbanisme Construction Architecture.- novembre 1998
- MALVERTI Xavier et PINON Pierre, sous la dir. de.- *La ville régulière. Modèles et Tracés*.- Ed. Picard.-1997.
- MERLIN Pierre.-*L'urbanisme*.- Ed. Que sais-je. PUF.-2002.
- MONOD Jérôme et DE CASTELBAJAC Philippe.- Ed. Que sais-je.PUF.-1997.

Rapports professionnels :

- Ministère de la culture et de la communication. Fabrice Lextraît -*Friches, laboratoires, fabriques, squats, projets pluridisciplinaire, ... Une nouvelle époque de l'action culturelle*.-2002.
- Ministère de l'emploi et de la solidarité.- rapport du Comité national de l'accueil des personnes en difficulté.-*Squats et habitat de fortune*, 1999.

Articles, revues :

- Annales de la recherche urbaine.-DUARTE Paulette.- *Les représentations de la dévalorisation urbaine chez les professionnels de la politique de la ville*.- n° 88.- p 30-38
- Annales de la recherche urbaine. RUGGIERO Vincenzo.- *Les centri sociali à Milan, des lieux-ressources autonomes pour les jeunes*. n° 83-84.
- Annales de la recherche urbaine. WELZER-LANG Daniel.- *La saga des squatters de la croix-rousse de Lyon*.- n° 54.-74-84.
- Espaces et Sociétés.- GENESTIER Philippe.- *Mode de vie normal et normalisation de l'espace*.-n° 62-63.-1990.- p31-49.
- Futur Antérieur.- ROULLEAU-BERGER Florence.-*La ville en friche : Précarités, socialisations et compétences*.- 1995/3, n° 29.- Ed. L'Harmattan.- p 103-114.
- Politix.- PECHU Cécile.- *Quand les exclus passent à l'action, la mobilisation des mal logés*.- Ed. Presse de Science-Po.- p 114-133
- Revue de l'habitat social; Hors-série.- COURTOIS Gérard et LACHAMBRE Michel.- *Le phénomène squatt : pas si simple...* - avril 1983, n° 84.- p 49-57.
- Société.- *Marginalité (howard Becker)*.- janv-fev 1987, n° 12.

Rapports universitaires

JOUENNE Noël.-*Squatts d'artistes et artistes squatteurs à Paris : Etude d'ethnologie urbaine*.- Mémoire de maîtrise de sociologie.- Université Paris VIII - septembre 1991.

Dictionnaires et encyclopédies:

Dictionnaire de sociologie.- BOUDON R. ; BESNARD P. ; CHERKAOUI M.; LECUYER B-P.- Ed. Larousse- Bordas.- 1999.

Dictionnaire de l'Aménagement et de l'Urbanisme.- CHOAY Françoise et MERLIN Pierre.- PUF.- 1988.

Dictionnaire de l'Aménagement et de l'Urbanisme.- CHOAY Françoise et MERLIN Pierre.- PUF- 1996.

Dictionnaire de la langue française.- Le Petit Robert.- 1993.

Dictionnaire de Sociologie.- Ed. Robert

Dictionnaire de sociologie. Les notions, les mécanismes, les auteurs.- ETIENNE J. ; BLOESS F. ; NORECK J-P ; ROUX J-P.- Ed. Hatier.

Encyclopédie universalis.- chapitres : Urbanisme ; Urbanisme et Aménagement ; Légalité ; Ordre et Désordre dans la société ; Ordre Public.

Pratique de la philosophie de A à Z.-E. CLEMENT, C. DEMONQUE, L. HANSEN, P. KAHN.- Ed. Hatier.- 1994.